

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes

<http://monde-libertaire.org>



BONNE ANNÉE ANARCHISTE 2018!



Sommaire

3 - Éditorial

TERRAINS DE LUTTES

- 4 - Mon amie trans et la Sécu
- 6 - SNCF : Au train où vont les choses, comment sortir du tunnel
- 8 - Non à Linkysition
- 10 - Tchao pantins ?
- 12 - Une université qui se délite ?
- 13 - Comment emmerder les anarchistes

(A)NTRE ANARS

- 14 - Y'en a marre des gens
- 15 - Tel un réverbère ou ... Éloge de l'apéro
- 16 - Lettre ouvert à Jean-Luc Mélenchon

PASSE-PORTS

- 18 - Jérusalem, capitale d'Israël : Un point de non retour ?
- 24 - La "décennie gagnée" pour la déprédation environnementale de gauche en Amérique latine et l'état cubain
- 24 - Indépendance de la Catalogne : OUI - NON
- 30 - Pas une de moins Un an avant. De Rome à Bologne "l'heure a sonné, il faut lutter"
- 32 - Pas une de moins Un an après
- 34 - Autodétermination, oui mais pour tout
- 35 - Anarcha-féminisme : la contribution féminine aux luttes sociales. Sao Paulo, Brésil

IN-CULTURE

- 36 - En bref. Radio Canuts. Luttés dans l'orléanais.
- 37 - Dans la lucarne de Zazoum
- 38 - Les sales draps de L.F. Céline
- 39 - Conte : Un jour...
- 40 - Note de lecture
- 41 - Grille des programmes de Radio Libertaire
- 42 - Casse-rôles : le nouveau magazine féministe libertaire
- 43 - Compositrices !
- 44 - Migrations et cinéma
- 46 - L'agenda cinéma
- 48 - Les groupes liaisons
- 50 - La BD de Manolo Prolo
- 51 - Le dessin politique de Chantal Montellier

Le Monde Libertaire n°1791

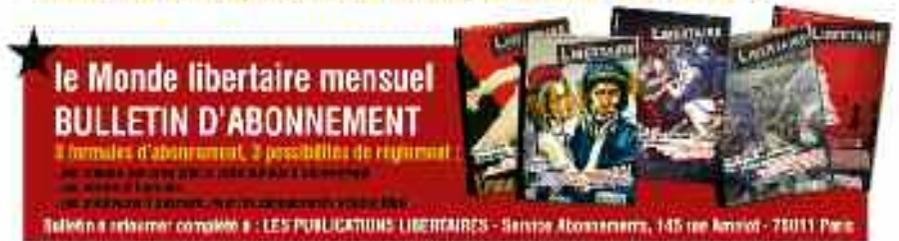
Direction de la publication : Claudine Annereau
 Imprimé par : Les presses du Ravin bleu, 7, rue Marie Pia, 91480 Quincy-sous-Sénart.
 Commission paritaire : 0614 C 80740. Dépôt légal 44145 - 1er trimestre 1977. Routage 205

Abonnez-vous !

Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.

Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts énormes de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire...

Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !



le Monde libertaire mensuel BULLETIN D'ABONNEMENT
 3 numéros d'abonnement, 3 possibilités de règlement
 LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Service Abonnements, 145 rue Amiot - 75011 Paris

FRANCE METROPOLITAINE ET DROM-COM
 Rédaction de 30% sur les abonnements en France métropolitaine pour les distributeurs/clients. Seuls les prix indiqués.

Abonnement à durée libre
 la relation facile et économique !

- Standard 11,76 €/trimestre
- De soutien 21,25 €/trimestre
- Réduit 5,50 €/trimestre

OU AN :

- 11 numéros + suppléments
- Abonnement standard 47 €
- Abonnement de soutien 95 €
- Abonnement rétroactif 20 €
- Réduit 25 €

Un an d'abonnement uniquement

- Abonnement standard 114 €
- Abonnement de soutien 228 €

ETRANGER
 Pour les abonnements vers l'étranger, nous ne pouvons garantir l'absence de taxes d'importation ou de droits de douane. Les tarifs indiqués sont donc à titre indicatif et peuvent varier.

- Union Européenne & Suisse
 - Abonnement standard 95 €
 - Abonnement de soutien 190 €
- Reste du monde
 - Abonnement standard 114 €
 - Abonnement de soutien 228 €

Vous pouvez nous adresser votre règlement par chèque, mandat postal ou virement bancaire.

Vous recevrez tous les numéros de Monde Libertaire à prix préférentiel.

Vous recevrez également nos autres revues de soutien et nos suppléments.

Vous pouvez le recevoir quand vous le voulez, par simple mail.

Vous pouvez nous adresser votre règlement par chèque, mandat postal ou virement bancaire.

Vous recevrez tous les numéros de Monde Libertaire à prix préférentiel.

Vous recevrez également nos autres revues de soutien et nos suppléments.

Vous pouvez le recevoir quand vous le voulez, par simple mail.

Vous pouvez nous adresser votre règlement par chèque, mandat postal ou virement bancaire.

Vous recevrez tous les numéros de Monde Libertaire à prix préférentiel.

Vous recevrez également nos autres revues de soutien et nos suppléments.

Vous pouvez le recevoir quand vous le voulez, par simple mail.

LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - 145 RUE AMIOT - 75011 PARIS

N° NATIONAL LIBERTAIRES - 01 57 51 51 51

Bons vœux anarchistes !

BONS VŒUX DE LA RÉDACTION DU MONDE LIBERTAIRE :

Moins de d'État,

Moins de représentants élus de la grande farce électorale ne représentant que pouvoirs et lobbys, moins d'auto-représentants de dieux aussi divers qu'inexistants au service des idoles du capitalisme, argent, réussite et pouvoir,

Moins de hiérarchie,

Moins de patrons en tout genre,

Moins de patriarcat,

Moins d'inégalités, dominations et discriminations,

Moins, voire rien de tout ça ! : NI DIEU NI MAÎTRE !

Comme ça fait beaucoup de vœux pour un seul éditorial, résumons-nous :

BONS VŒUX ANARCHISTES 2018 !

Notre rédaction tient tout d'abord à remercier les abonnés du Monde Libertaire pour leur patience. Notre journal a connu une interruption de quatre mois faute de moyens humains (en clair, nous autres, la nouvelle équipe du CRML). Bien sûr on peut le regretter mais aussi s'en féliciter. Car notre journal est militant, sa rédaction, ses plumes, ses crayons sont des membres et sympathisants de la Fédération Anarchiste, pas des journalistes professionnels et rémunérés. En un mot, le ML c'est NOUS tous, qui voulons faire vivre, partager et diffuser l'Idée (A).

Le CRML souhaite en cette année 2018 que vous vous reconnaissiez tous dans le ML, "victimes de" et "luttant contre" : le capitalisme porteur de domination, exploitation, violences et mort pour tou-te-s, les discriminations racialistes et autres, les violences sexuelles, physiques, psychologiques, économiques et sociales envers les femmes ou envers les personnes hors des normes de l'hétéropatriarcat.

Le CRML souhaite en ce début d'année 2018 que vous ayez tous, lecteurs ou contributeurs, votre place dans le ML, que vous soyez nombreux à prendre la liberté de vous y exprimer pour envoyer un coup de gueule de dix lignes à la rédaction, raconter une lutte ou un rêve, faire une analyse de l'actualité.

Même avec des fôtes d'orthographe (d'ailleurs on ne corrigera que si vous le demandez), même si écrire c'est pas votre truc, même si le français n'est pas votre langue (on vous rassure, c'est pas facile même quand on est tombé tout petit dans la marmite !)

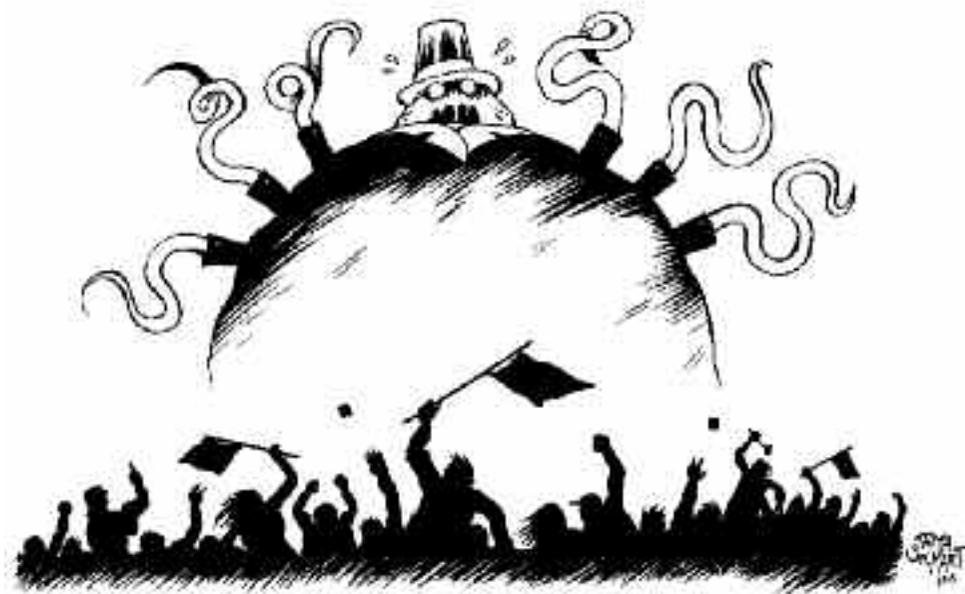
Voilà, c'est en ce sens que nous essayerons de mener à bien le mandat impératif que nous ont confié nos compagnes et compagnons (mandat impératif ? = aucun pouvoir et des comptes à rendre au prochain Congrès sur son bon exercice selon les textes le définissant, bref le contraire du mandat de l'élu politique).

Le Comité de Rédaction du Monde Libertaire travaillera à ce que le journal, outre la qualité de sa documentation et de ses analyses historiques, prenne un tour résolument politique et un ton pamphlétaire, soit au contact avec les réalités, décrypte l'actualité, fasse entendre ce qu'en pensent les anars !

Qu'il y ait urgence à le lire, qu'on s'arrache sa Une !

Pour cela on garde la maquette (courageux mais pas téméraires) et on la bidouille (téméraires mais pas courageux) : compte-rendu et agenda des luttes nationales et internationales, modèle de tracts, brèves, articles ANTI (anti-sexisme, anti-racisme, anti-capitalisme et j'en passe) mais aussi articles POUR (expériences, initiatives et projets d'autogestion, d'éducation libertaire, d'agriculture alternative, de protection et libération animales, d'occupation etc.), interview, billets d'humour, photos non professionnelles, synthèses de bons articles dans la presse amie, articles traduits de la presse anar en espagnol, italien, portugais, anglais, etc. Et puis de la culture et de l'art car nous en voulons dans la nouvelle société. Et, enfin, dessin politique et BD seront au RDV à chaque numéro !

Pour le CRML. Monica



LUTTES ANTI-SEXISTES

Vie quotidienne : Mon amie trans et la Sécu

Un matin, en faisant ma revue de presse, je tombe sur un article paru dans un quotidien national relatant les difficultés rencontrées par HH, face à l'administration. Je connais Hélène depuis les années 70. Nous avons milité ensemble, d'abord au Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire. Puis, nous nous sommes retrouvés par hasard aux Beaux-Arts (!) des années plus tard, pour militer encore ensemble, à Act-UP Paris dans les années 2000. Hélène, après une longue carrière de



journaliste puis, d'animatrice spécialisée dans la chanson française sur une radio nationale, a posé ses droits à la retraite. Stupeur, lorsqu'elle reçoit la feuille résumant son plan de carrière et donc ses droits à la retraite. Elle s'aperçoit alors, que les années où elle a cotisé sous son nom de naissance, c'est à dire avec un numéro de sécurité sociale commençant par 1 (sexe masculin), ne sont pas prises en compte par l'administration. Ne sont prises en compte, que celles où elle a cotisé sous son numéro de sécurité sociale commençant par un 2 (sexe féminin). Le prétexte invoqué par l'administration ? Ses points accumulés sous le numéro 1 ne pouvaient pas être validés puisqu'elle avait alors cotisé sous une autre identité ! Evidemment : puisque ce numéro datait de l'époque d'avant sa transformation... Mais allez expliquer cela à la sécurité sociale ! D'autant que son premier employeur n'avait pas fait les démarches nécessaires pour que la demande d'Hélène aboutisse. Nouvelle stupeur, quand elle appelle la responsable de l'administration. Celle-ci l'accuse « d'usurpation d'identité », donc de tricherie administrative... J'accompagne donc Hélène à son centre de sécu qui, comme par hasard, la contacte deux jours après que la presse ait fait état de ses difficultés... Elle est donc reçue par la directrice de l'agence, afin de régler le problème en « urgence ». La fameuse peur des médias... Tout juste si on ne lui déroule pas le tapis rouge ! Je l'attends dans la salle d'accueil, tandis qu'une hôtesse l'appelle, mais... par son nom de naissance ! Je suis scandalisé. Quel manque de délicatesse, d'humanité ! Hélène me dit : « Ne t'en fais pas, nous les transsexuel.les avons l'habitude de ces petites humiliations quotidiennes. Nous devons faire avec et ne jamais nous énerver, si nous voulons obtenir gain de cause »... Bref, en un quart d'heure, son problème est réglé et ses points cotisés sous le chiffre 1, pris en compte ! Magique... Y-a-t-il eu coup de fil de la direction de la sécu, l'article étant repris dans plusieurs journaux ?

Hélène est une militante et de plus, une anarchiste convaincue. Elle me dit donc en sortant : « Tu sais si j'ai fait intervenir la presse, c'est d'abord parce que j'ai eu la chance d'avoir exercé dans ce métier et d'y avoir gardé quelques sympathies. Mais imagines-tu le calvaire que doivent subir tous les jours, les trans anonymes confrontés aux mêmes problèmes que moi ? ». Hélène espère que son intervention dans les médias servira, sinon de jurisprudence (puisque'il s'agit de tambouille interne à l'administration des retraites), mais au moins d'exemple et de référence pour les toutes les autres personnes transsexuelles quotidiennement non-respectées, humiliées et niées dans leur être le plus profond... Devant faire face aux tracasseries humiliantes, aux attentes interminables, à l'injustice, aux coups de fils inutiles face à une administration sourde et inhumaine devant les « cas particuliers ». Le but de cet article est de montrer combien l'écart est grand entre les annonces gouvernementales de mesures d'égalité des droits (1) et leur application réelle dans la vie de tous les jours, soumises au bon vouloir de fonctionnaires de plus ou moins bonne volonté !...

Patrick Schindler,
groupe Botul de la Fédération anarchiste

La circulaire CRIM 2012-15/E8-07.08.2012 d'application de la loi, rappelle que la notion d'identité sexuelle a bien été ajoutée dans le but de protéger les personnes transsexuelles et transgenres. NB : l'identité de genre est un terme plus juste, car le mot « sexuelle » induit, encore et toujours, un amalgame avec l'orientation sexuelle. De plus, elle entretient les fantasmes d'hyper sexualisation des personnes trans. Hélas, à cause de certains mouvements LGBT-phobe véhiculant des idées fausses et stupides sur l'identité de genre, nos « chers politiques » ont finalement opté pour un mot plus consensuel aux yeux de nos « chers réactionnaires ». Mais la loi existe et cela reste sans aucun doute le point principal... A condition qu'elle soit appliquée !

LUTTE

SNCF: Au train où vont les choses, comment sortir du tunnel ?

Accélérer la casse du service public ferroviaire entamée il y a une vingtaine d'années par la Gauche plurielle et poursuivie depuis avec constance et détermination par tous les gouvernements constitue aujourd'hui le cap du Président Macron qui entend bien ajouter sa contribution à l'entreprise de démolition.

En 1997, le ministre communiste Claude Gayssot découpe l'entreprise intégrée depuis sa création en 1937 en séparant le réseau de l'exploitation. Réseau Ferré de France (RFF) est alors crée et récupère une dette de 30 milliards d'euros, dette générée par la volonté de l'État de multiplier les constructions de lignes à grande vitesse mais sans en assumer le coût financier. Les relations avec la SNCF deviennent très rapidement conflictuelles tandis que la dette de RFF va augmenter de manière exponentielle et dépasser 45 milliards d'euros, ce qui va provoquer une dégradation rapide du réseau, la catastrophe de Brétigny-sur-Orge en 2013 en illustre la malheureuse et logique conséquence.

Un sabotage organisé

Prenant acte de l'échec de la séparation du réseau et de l'exploitation et de l'impasse financière du système ferroviaire, le gouvernement Valls vote en 2014 la loi portant sur la Réforme ferroviaire qui, comble du cynisme, va aggraver la découpage du système ferroviaire en créant 3 entités : SNCF Réseau qui remplace RFF, SNCF Mobilités et SNCF EPIC de tête. La dette ferroviaire qui devait intégrer la dette publique et lui faire franchir le seuil symbolique des 100% du PIB, est alors maintenue dans les comptes de la SNCF. Aujourd'hui un cheminot consacre une journée sur sept de son travail au rem-

boursement d'une dette imposée au système ferroviaire et dont l'État est pourtant le seul responsable.

Le fret ferroviaire a été victime d'un véritable sabotage organisé et initié par l'ouverture à la concurrence dès 2006, poursuivi par la casse de l'outil industriel (division par 3 des effectifs et du parc de locomotives, par 5 du nombre de triages et par 2 du trafic transporté) et amplifié par une politique outrageusement favorable au camion (augmentation du poids total roulant autorisé à 44 tonnes, coûteux abandon de l'écotaxe, salaires et conditions de travail déplorables...). Parmi la vingtaine d'opérateurs privés de transport de fret, tous sont déficitaires et ECR, le plus important d'entre eux, a licencié cette année un quart de ses effectifs.

Plus c'est gros, plus ça passe

En Juillet dernier, le Président Macron a participé à un entretien avec des cheminots triés sur le volet à l'occasion de l'inauguration des lignes à grande vitesse Sud-Europe-Atlantique (Tours-Bordeaux) et Bretagne-Pays-de-la-Loire (Le Mans-Rennes). Ces échanges publiés dans le journal patronal interne à la SNCF *Les Infos Le Mag* annonçaient l'ambition du nouveau gouvernement de « réinventer » la SNCF du XXI^e siècle et transformer l'entreprise historique de service public en leader mondial du transport multimodal et de la logistique.

Macron y dévoile sa stratégie : en échange de la reprise par l'État de la dette ferroviaire, les cheminots doivent renoncer à leur régime spécial de retraite. Ensuite, l'ouverture à la concurrence sera généralisée au transport de

voyageurs et les appels d'offres seront rendus obligatoires.

Plus c'est gros et plus ça passe!

Il y a trois ans le gouvernement prétendait réunifier la SNCF divisée en deux, il aggravera le découpage en créant trois nouvelles entités. Aujourd'hui une dette résultant d'une politique clientéliste des gouvernements successifs affecte profondément et durablement le service public ferroviaire entraînant fermetures de lignes, fragilisation et dégradation de l'infrastructure (pannes comme à Montparnasse, ralentissements sur 4000 km de lignes...) tandis que les conditions de travail des cheminots se détériorent : réorganisations permanentes, suppressions massives de postes (4000 postes par an pendant sept années consécutives), gel des salaires depuis trois ans, hausses de productivité exponentielles (40% en dix ans). La sécurité ferroviaire, colonne vertébrale de la circulation des trains et de l'identité cheminote est menacée : d'une culture du « risque zéro », la direction veut substituer la culture du « risque calculé ».

Après les contre-réformes consécutives des retraites, les cheminots travailleront selon les métiers entre 5 et 12 ans de plus pour toucher une pension complète. L'année dernière, le gouvernement a abrogé le RH 0077, texte régissant l'organisation du travail des cheminots et issu des retours d'expériences de dizaines de générations de cheminots en matière de sécurité ferroviaire. Un décret socle, un accord de branche et un accord d'entreprise s'y sont substitués avec comme objectif de mettre en place un véritable dumping social.

L'ouverture à la concurrence a justement pour but de transférer les agents de la SNCF dans des entreprises privées et les soumettre non plus à l'accord d'entreprise SNCF mais à l'accord de branche bien plus régressif.

Solidarité et conscience de classe

Les prochaines semaines et les prochains mois seront le théâtre d'un affrontement majeur du monde cheminot contre la double offensive de l'État et du Capital visant à supprimer le régime spécial des cheminots et dissoudre, par l'ouverture à la concurrence du trafic voyageurs, l'entreprise publique SNCF dans une multitude de filiales et d'entreprises privées, animées par la seule logique de profit.

Au delà de l'aspect économique, c'est également l'identité cheminote faite de conscience de classe, de solidarité et de culture technique qui est attaquée.

Dans cette lutte vitale, notre solidarité de classe sera mise à l'épreuve. Il appartiendra aux cheminots de réaliser l'unité à la base, dans les assemblées générales souveraines et les comités de grève élus et révocables, au delà des clivages et des divisions syndicales. La stratégie mortifère des journées d'actions carrées devra être rejetée dès le début et les bases d'une grève reconductible et d'un blocage total des circulations débattues et mises en œuvre.

Les anarchistes ont des propositions sur l'auto-organisation des luttes et sur la réappropriation de l'outil de travail dans la perspective d'un service public ferroviaire de fret

et de voyageurs débarrassés des parasites étatiques et patronaux et tiendront leur place dans les luttes qui se profilent.

Voie libre
Liaison des cheminots
de la Fédération anarchiste
Contact :
voie-libre@federation-anarchiste.org



ÉLECTRIQUE

Non à Linkysition !

Sans doute soucieux du bien-être des ménages français, Enedis-ErDF entend les doter de compteurs intelligents – Linky – destinés à leur faciliter la tâche : la France (celle qui gagne) a fixé l'objectif d'équiper, d'ici 2021, 90 % des foyers (elle a confirmé aussi le déploiement du compteur Gazpar dans les onze millions de foyers abonnés au gaz, et les Véolia, Lyonnaise, Saur et autres avancent discrètement mais efficacement pour l'eau). Non seulement l'appareil et la pose seront gratuits, mais ces compteurs permettront de réaliser des économies. En outre, comme un bonheur n'arrive jamais seul, ces petits bijoux contribueront à la création de dix mille emplois (construction et installation du matériel). Et, cerise sur le gâteau, ils favoriseront la transition énergétique : on pourra mieux gérer les pics de consommation, donc mieux adapter la production, et mieux intégrer les énergies renouvelables. La réalité est évidemment moins glorieuse. On oublie juste de préciser qu'en cinq ans, les nouvelles taxes ont déjà très sensiblement augmenté, que les « big data » consomment, en France, 9 % de l'électricité, et qu'au niveau mondial, c'est une énergie égale à celle du Canada et de la Finlande réunis. On « oublie » aussi de nous préciser qu'aucun texte de loi n'oblige le consommateur à accepter le changement ; le bluff remplit sa fonction.

Un projet fondé sur le mensonge et la manipulation

Concernant l'emploi, si la durée du chantier le dopera de manière non négligeable, le recours aux nouvelles technologies compensera négativement cet apport, accentuant un peu plus la déshumanisation de la société : 70 % des opérations actuellement réalisées sur le terrain le seront à distance. Nicolas Bérrard résume bien la situation : Ce qui est conforme à la logique industrielle de réduction des coûts. Il faut savoir que la pose est réalisée par des entreprises sous-traitantes avec des personnels insuffisamment formés et en situation de précarité.

L'emploi n'est pas la seule source d'inquiétude. Le « courant porteur en ligne » (CPL)

peut provoquer des incendies et endommager les appareils électriques. Mais surtout, du fait de l'installation de 700 000 émetteurs d'ondes GSM et de 125 000 antennes-relais disséminés sur l'ensemble du territoire, et des champs magnétiques générés par ces nouveaux compteurs, y compris à l'intérieur des domiciles, des risques sanitaires sérieux (électrosensibilité accrue) existent sans pouvoir être évalués puisque aucune étude indépendante n'a été conduite et que les normes derrière lesquelles s'abrite Enedis-ErDF, ne sont nullement contraignantes. Et de nombreuses alertes proviennent du milieu scientifique ou médical. Dans son avis de 2016 sur le compteur Linky, l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire) ne conclut pas à sa non-dangereuse ; elle avoue ne pas savoir ! Si aucun risque n'existe, pourquoi les compagnies d'assurances ont-elles, depuis 2003, exclu de leurs contrats les effets des champs électromagnétiques (comme pour le nucléaire, les OGM, les nanotechnologies ou l'amiante) ? Qu'en est-il du principe de précaution ?

Par ailleurs, l'ancien compteur tolérait des dépassements ponctuels de la puissance souscrite sans disjoncter, ce qui ne sera plus le cas avec les compteurs Linky. Et, comme si le bilan n'était pas déjà assez lourd, ce compteur est incompatible avec les câbles électriques, en général non blindés ; d'où des risques d'échauffement de ces câbles et de dégradation de la qualité de l'électricité fournie. Enfin, ce projet d'essence totalitaire nécessite la mise au rebut de 35 millions de compteurs en état de marche (900 semi-remorques de déchets à recycler), dont l'espérance de vie était estimée à au moins 60 ans ; les compteurs nouvelle génération, eux, n'auront une durée de vie que de 20 ans (et avec l'accélération numérique, le risque d'obsolescence est encore accru – six à sept ans semble plus vraisemblable)... et le prochain renouvellement sera très probablement payant. Il ne faut pas oublier non plus que derrière l'électricité, énergie apparemment propre, il y a de gigantesques infrastructures (centrales thermiques, vastes mines, notamment de cuivre...).

Il semblerait aussi que la facturation, en passant du Kwh au KVA, permette en plus à ErDF de ponctionner de 15 à 25 % selon les ménages, et même dans certains cas (équipement d'une pompe à chaleur), de nécessiter un changement d'abonnement. En définitive, le principal bénéficiaire du projet – estimé à 5 milliards d'euros (c'est-à-dire sans doute à 7 ou 8) – sera, à n'en pas douter, Enedis-ErDF, qui cherche à se positionner sur un marché mondial en pleine expansion (un milliard de compteurs dans les années 2020). Si ce projet répond à une directive européenne, il faut savoir que la Belgique, l'Autriche, le Portugal, la Lituanie refusent ces compteurs, que l'Allemagne a choisi de renoncer à la généralisation du compteur « intelligent » et de n'équiper que les gros consommateurs, et qu'en Californie, une procédure juridique a imposé de remettre les anciens compteurs.

D'ailleurs, une enquête récente de n'en dresse pas un bilan enthousiasmant. A l'issue de la première année, au cours de laquelle cinq millions de compteurs ont été posés, 26 % des enquêtés constatent au moins un dysfonctionnement et 69 % trouvent Linky inutile !

Non à Linky et à son monde

Pour bien comprendre les véritables enjeux, il faut appréhender le projet dans sa globalité, le resituer dans un contexte politique. Outre le fait que l'effacement de consommation (c'est-à-dire la possibilité offerte à une société privée de couper l'alimentation à distance) sera facilité, une finalité apparaît alors clairement : la collecte massive d'informations et l'exploitation des données qui en résulte. Car Linky est plus qu'un compteur ; c'est un « capteur », c'est-à-dire un mouchard. Ce hold-up permet de surveiller et contrôler les comportements, les déplacements, les activités, les habitudes de vie des consommateurs qu'il s'agit de rendre dépendants et captifs. A partir des profils établis, les opérateurs peuvent aisément concocter des offres s'ajustant au mieux à chaque mode de consommation. Parce qu'évidemment, toutes ces données se monnaient sur le marché florissant des données personnelles, dont Google, Facebook,

Amazon et Apple possèdent, à eux quatre, 80 %. Il faut reconnaître que commercialiser des alarmes contre le vol après avoir rendu les données privées piratables par des cambrioleurs relève du grand art ! L'UFE (professionnels de l'électricité) écrivait : « La mise à disposition des données va permettre de tirer profit de nouvelles opportunités économiques ». L'émancipation sociale n'est pas loin !

Une lutte porteuse d'espoir

Si, malheureusement, la majorité des « citoyens » se désintéressent de l'évolution de la société dans laquelle ils vivent, et sombrent dans la résignation, voire la lâcheté, il en est qui résistent, et qui se sont rassemblés, organisés en collectifs, multipliant les réunions publiques. Des milliers de clients ont envoyé des lettres recommandées. Face à cette fronde anti-Linky, Enedis-ErDF a choisi l'élégance du harcèlement, des menaces (coupures de courant), de la ruse, de la désinformation, de la brutalité (agressions physiques, effractions). Tous les moyens sont mis en œuvre (alors que le Code de la consommation interdit les pratiques commerciales agressives). Une authentique campagne d'intimidation, soutenue par des médias à la botte dont un tirait, avec toute la finesse requise : !

Les formes que prend cette lutte appellent deux remarques. D'abord, elle se déroule, de manière plutôt informelle et décentralisée, en marge des organisations politiques ou syndicales. Ensuite, elle provient également des municipalités, petites communes en zone rurale mais aussi villes plus étendues : à la date du 16/08/2017, 404 communes ont délibéré pour refuser l'installation forcée des compteurs communicants (moratoire ou interdiction). . C'est ce que déclarait le maire d'une commune du Haut-Rhin, ancien conseiller général.

Il est hautement improbable que la révolution naisse dans les institutions, mais le ras-le-bol est réel de la part des élus des petites communes. Et si c'était l'occasion, pour de plus en plus d'élus locaux, de zone rurale notamment, dont la grogne s'amplifie depuis plusieurs années, de passer de l'autre côté de la barrière ? Réforme de l'intercommunalité perçue comme autant d'usines à gaz, baisse des dotations de l'État, sentiment d'abandon et de mépris de la part des « élites parisiennes »... la coupe est pleine pour certains. Et si c'était un indice, même infime, du début d'effondrement du « système » ?

Certains naïfs s'attendaient peut-être à ce que l'État vienne au secours de la « démocratie » bafouée. Cette structure fondamentalement parasite a réagi comme elle le fait toujours : parce qu'il est directement intéressé au contrôle strict de la population, l'État a sorti l'artillerie lourde. Le ministère de l'Intérieur a envoyé aux maires un courrier leur signalant que les délibérations visant à refuser le Linky étaient illégales (comme pour les arrêtés anti-OGM) : la « démocratie » finit quand débute les intérêts supérieurs ! Quant aux préfets, ils ont reçu la consigne de faire pression sur les maires récalcitrants. Et dans la classe politique, il fallait au moins un abruti pour se distinguer : c'est B. Spinder, maire PS de l'Isère (source : n°52).

Chaque société développe les technologies

dont elle a besoin pour se perpétuer. Une société centralisée, policière, militarisée ne pouvait qu'imposer le nucléaire, les biotechnologies, les nanotechnologies, le numérique. Linky ne constitue qu'une nouvelle étape dans l'instauration d'un totalitarisme (relativement) soft. Si l'émancipation de l'homme est encore à l'ordre du jour, elle passe par un contrôle au niveau local des structures de production et de distribution (alimentation, énergie...). C'est pourquoi la lutte contre Linky dans laquelle une partie de la population est engagée doit être intensifiée. Einstein écrivait : Peut-être est-il temps de sauver ce qui reste d'humanité et de monde habitable ?

Jean-Pierre Tertrais

A l'ombre des compteurs Linky, la répression... Refus du fichage ADN sur Saint Gaudens, solidarité !

Nous sommes à Saint Gaudens, petite ville des Pyrénées centrales. Jeudi 16 novembre 2017, à 10h en plein jour de marché, Fabien, militant anarchiste, participe à une table informant des dangers du compteur électrique Linky. Quelques flics passent, menotent le militant puis l'embarquent, direction le comico. Fabien va passer quelques heures en garde à vue. De « putain de gaucho », à « anarchiste de merde », etc., tout y passe ! Pourquoi cette interpellation ? Pour fiché son ADN. Pratique auparavant destinée aux délinquants sexuels, elle se généralise aujourd'hui à la quasi-totalité des délits, hormis la fraude fiscale et autres délits de bourgeois... C'est ainsi qu'une ancienne affaire concernant Fabien - procès pour l'entrave à une interpellation policière musclée sur Toulouse durant le mouvement social contre la loi travail -, succède cette histoire assortie donc s'ensuit maintenant d'une demande de prélèvement ADN. Acharnement contre un militant libertaire ?...

Quelques heures d'enfermement plus tard, Fabien reçoit une convocation à comparaître au tribunal de Saint Gaudens le 1er mars 2018 dès 14h pour son présent refus du fichage génétique. Nouvelle condamnation en vue, renouvelable à souhait ! Un soutien se met actuellement en place en vue du procès. Syndicats, groupes politiques, collectifs locaux et individus organisent dès à présent la solidarité et diffusent l'information concernant le refus du fichage ADN, avec ateliers, projections et débats prévus pour ce début d'année. Une pétition est en ligne afin d'exiger la relaxe du camarade (). Parce que nous refusons d'être fiché(e)s à vie, pour nos idées et pour nos luttes ! Contre la discrimination répression politique, anti-syndicale et anti-militante ! A bas leurs lois sécuritaires ! A bas Linkysition!

Le Comité de rédaction du Monde libertaire solidaire

SOCIAL

Tchao pantins ?

Il est clair que le mouvement social vit des moments difficiles. Confronté à une offensive sans précédent du pouvoir économique et de ses subsidiaires politiques, tétanisé par l'ampleur des coups, englué par les bureaucraties syndicales, miné par la prétention de la France Insoumise et de son tribun à incarner et diriger la résistance, il ressemble à un insecte sur le dos s'agitant dans le vide. Macron et sa clique ont été mis en place par la finance pour accélérer et rendre irréversibles, si possible, les politiques d'austérité et de destruction des droits collectifs menées par les gouvernements précédents. Ceux qui tirent les ficelles estiment que le rapport de force leur est favorable pour reprendre quasiment tout ce qui a été arraché par les luttes sociales parfois sanglantes depuis un siècle. Ils vont même plus loin en s'attaquant directement à ce qui reste de l'esprit lutte de classe dans le syndicalisme. Toutes les structures interprofessionnelles (notamment les Unions Départementales, les Unions Locales et parfois les Fédérations) sont clairement menacées à court terme d'asphyxie financière et humaine. Dans un certain nombre d'endroits on cherche même carrément à les expulser de leurs locaux. Le pouvoir n'est plus disposé à

accepter ce type de structures héritées des bourses du travail qui permettent à des salarié(e)s du nettoyage de côtoyer des enseignant(e)s, à des salarié(e)s du privé de discuter avec des agents de la fonction publique, bref à permettre que « ceux qui ne sont rien », se retrouvent et s'organisent. Il faut pour le pouvoir, dans le cadre d'un dialogue social qui se résume à la formule « cause toujours », conserver des structures nationales pour la « com », type conférences sociales qui font la *Une* des journaux télévisés. Il faut des syndicats d'entreprises ayant le nez dans le guidon, sans moyens véritables de faire face aux patrons, que l'on contournera d'ailleurs s'ils résistent. Et, il faut surtout, liquider tout ce qui rassemble, tout ce qui unit sur le terrain, tout ce qui permet à la lutte de classe de prendre toute sa mesure. Qu'on ne s'y trompe pas : c'est un état corporatiste - dans lequel le syndicat n'est qu'un rouage - qui se met en place comme au bon temps du maréchal Pétain. L'épisode des ordonnances Macron détruisant le code du travail est particulièrement significatif des difficultés actuelles. Voilà un président au passé déjà chargé (loi facilitant les licenciements, loi développant le travail le dimanche quand il était ministre, etc.), arrivé au pouvoir directement téléguidé par le milieu des affaires pour « y aller à la tronçonneuse ». Il ouvre une « concertation » durant l'été 2017 avec les confédérations syndicales pour achever le sale boulot entamé par Hollande, Valls et El Khomri. Et les confédérations s'y précipitent. Avec une CFDT dans son rôle traditionnel d'accompagnateur du pouvoir, une CGT plus offensive - du moins dans les déclarations - et une FO, au secrétaire général qui se sent autorisé à bafouer tous les mandats de son organisation et à se vautrer dans la compromission et les mensonges les plus éhontés. Puis, les grèves et les manifestations les 12 et 21 septembre où se retrouvent des militants de la CGT, de Solidaires de la FSU et très souvent aussi, de FO -et ceci, malgré les consignes contraires de son secrétaire général. Les journées de « mobilisation », s'enchaî-



ment s'enchainent sans réelle perspective de blocage général. Les routiers CGT et FO se lancent dans la bagarre, sans réel soutien de leurs confédérations. Et enfin, durant la journée du 10 octobre « pour les revendications des fonctionnaires », on isole des salarié(e)s du privé... Cela s'appelle : la machine à perdre. Cerise sur le gâteau : certains dans les rangs de la France Insoumise jugent opportuns dans ce cadre, de remettre en cause les principes de la Charte d'Amiens qui donnent aux syndicats de base toute légitimité et souveraineté à décider de leurs revendications et actions sans tutelle politicienne.

Que de temps et d'énergie perdus, que d'acharnement à faire diversion, à empêcher la fédération des luttes -qui ne va déjà pas de soi tant l'individualisation voulue par le système fait des ravages. Durant l'intersyndicale nationale du 24 octobre, la CGT, FO, Solidaires et les organisations de jeunesse se font mettre dehors des locaux de la CFDT et mettent au point, dans un troquet, la grève du 16 novembre. Utile, mais tardive. La seule bonne nouvelle, dans ce paysage morose, c'est la reprise en main par la « base » des appareils, notamment à FO. Les UD et fédérations déjà largement dans l'action pour le retrait des ordonnances ont recadré, lors du Comité Confédéral National des 28 et 29 septembre, leur secrétaire général malgré les pressions, les menaces et manœuvres de tous ordres. De ce point de vue, le congrès confédéral de fin avril à Lille, devrait remettre certaines pendules à l'heure... Cela ne sera pas sans conséquence pour le mouvement social et pourrait même constituer un point d'appui non négligeable dans la bagarre d'ampleur qui doit se mener, sous la menace des mesures liberticides de « l'état d'urgence », désormais pérennisées. Les chantiers de la formation professionnelle, de l'assurance chômage et des retraites sont lancés. Partout, la même idée prévaut : pulvériser les garanties collectives et individualiser les droits. Chacun capitalisant les maigres aumônes du système, seul face à la machine à broyer capitaliste. « Ubé-



risation à tous les étages ». La triste domination du « chacun pour soi », vivier de toutes les idées exécrables de rejet de l'autre, fossoyeur de toute possibilité d'un futur d'égalité, d'entraide et de liberté réelle. Dans ce contexte, le premier devoir des militants anarchistes conséquents est de donner de la clarté, d'évacuer les confusionnistes professionnels ou amateurs qui pullulent toujours dans ces périodes troubles. Le second est de préserver et de développer les outils de résistance. En ce sens, tout doit être fait par exemple pour aider les mandaté(e)s de la Fédération Anarchiste qui défendent, contre vents et marées, la maison commune. Le troisième est de se battre pour promouvoir les luttes et les solidarités interprofessionnelles, la reprise en main des syndicats contre les bureaucraties. Alors, seulement, nous pourrions dire aux tenants du pouvoir économique, politique et médiatique : « Tchao pantins ! ».

Maurice (Groupe La Sociale)

ÉDUCATION

Une université qui se délite ?

Avant d'évoquer le projet inégalitaire porté par Macron pour l'Université publique, il convient de rappeler quelques évidences.

Certes, l'Université depuis les années 1970 est plus accessible aux jeunes des couches populaires, mais en règle générale leurs parcours ne sont pas de même nature... Coursus plus courts, accès difficile ou compliqué aux filières dites d'excellence, qui, de fait ne visent qu'à former et conformer « les petits chefs de cordée ». De plus, depuis fort longtemps, la bourgeoisie s'est organisée quelques pré-carrières comme l'université de Paris-Dauphine, Sciences-po, Normale-sup Paris ou encore Polytechnique et quelques autres établissements de prestige, souvent privés et coûteux, où les résidents des beaux quartiers pataugent tout à leur aise. De plus, les rejets les plus aisés vont souvent terminer leur initiation d'exploiteurs sur les grands campus étasuniens afin d'affiner leur amour et leurs pratiques du libéralisme économique. Le mythe d'une égalité, quant à l'accès à l'enseignement supérieur, est de fait un mythe bien réel qu'il est important d'alimenter pour que les crédules continuent d'adhérer au système. La reproduction « bourdieusienne » des héritiers ne fut donc jamais vraiment menacée, même si l'appareil de production/exploitation a davantage besoin aujourd'hui qu'hier de têtes bien pleines. Enfin, au regard des statistiques d'échec - 50 % dans les premières années - il apparaît que ceux et celles qui échouent sont bien souvent d'origine modeste. Ils ont un bac pro qui ne les a pas préparés aux méthodologies du travail universitaire, ils sont étudiants-travailleurs - un étudiant sur deux -, ils « repiquent » plus souvent et ils habitent rarement en centre-ville... Bref, l'université à deux vitesses est bel et bien une réalité. La démocratisation de l'enseignement supérieur fut toujours en trompe l'œil et visait, au mieux, à fournir l'État et le capital en main d'œuvre plus ou moins qualifiée.

Coup de clairon méritocratique

Quant au projet Macron, il ne vise qu'à parfaire le dualisme universitaire entre université pour riches et université pour pauvres, en préservant toutefois la possibilité d'extraire des couches populaires ses « meilleurs éléments », afin de les domestiquer et d'en faire des soldats zélés du système qui les aura promu. Vieille pratique que celle-là... On promouvait le paysan en instituteur dans les années 1930, l'ouvrier qualifié en contremaître, suite à la loi sur la promotion sociale de Debré après 1959. On n'a pas oublié, depuis les années 1980, le syndicaliste bienveillant et réformateur [lire docile]. Un coup de clairon méritocratique par là-dessus suffisait pour que le tour soit joué et la règle révolutionnaire du refus de parvenir oubliée. Pour en revenir au projet de la ministre Frédérique Vidal, il devrait mettre fin à la scandaleuse pratique du tirage au sort dans les filières très demandées, mais à quelles conditions ? Il vise aussi à mettre en place des parcours personnalisés, mais pour qui ? Tout cela est bien flou. Ce qui l'est moins, se sont les risques de sélection dès le lycée, où les profs devraient voir leur rôle de « conseil » renforcé à travers l'examen des dossiers de candidature des lycéens dans les établissements du supérieur. Il ne s'agit-là que d'un habillage afin de rendre plus lisse, voire plus acceptable, une orientation « bienveillante ». De fait, il s'agit d'examens sur dossier, de définition d'attendus - en d'autres termes de pré-requis - pour intégrer telle ou telle filière, autant de prétextes pour refuser certains profils.

Un système encore plus inégalitaire

Le projet de loi prend soin d'éviter les termes de « sélection » et laisse l'écumage aux mains des universités souveraines. L'inscription en premier cycle (Licence) pourra être conditionnée par l'acceptation par le

futur étudiant de s'engager dans un dispositif d'accompagnement personnalisé proposé par l'université d'accueil. En d'autres termes, c'est la double, voire la triple peine pour certains étudiants : « attendus » inaccessibles à dessein, cursus plus lourd qui peut rendre tout travail salarié impossible, durée allongée des études - donc difficile à supporter par les familles les plus modestes. Au final se déploie un système encore plus inégalitaire qu'aujourd'hui. Mais qu'on se rassure ! Comme par le passé, il restera pour les plus modestes, les filières courtes pour subvenir au besoin de Medef et lui fournir une main-d'œuvre qualifiée à moindre coût. Quant au nouveau logiciel de préinscription à l'université, on en reparlera après les bugs. A l'avenir, le projet d'une université à deux vitesses sera probablement encore renforcé. Nous n'en sommes qu'au premier acte. Il est probable que dans la tête du très élitiste et libéral Macron, un modèle à la sauce étasunienne se profile. A savoir, des universités publiques sous dotées en moyens pour les couches populaires et des établissements d'élites privés avec des frais pédagogiques exorbitants pour les plus privilégiées. Le corollaire d'un tel système est connu : recours massif aux prêts étudiants, endettement à vie et enrichissement des banques (*). Mais ne s'agit-il pas plutôt de son fondement ?

L'éducation est bien devenue une marchandise. Comme pour la consommation alimentaire, c'est Lidl et la malbouffe pour les uns, Fauchon et les bulles pour les autres.

Hugues Lenoir

NI DIEU NI MAÎTRE

Comment emmerder les anarchistes

Ces derniers temps, on sait pas vous, mais nous, on entend souvent un truc qu'avait pas cours avant. Une nouveauté en matière d'affirmation, pas piquée des vers. Accrochez vous bien... « Ni dieu ni maître, c'est oppressif ! ». Paf ! C'est du lourd, hein !

Cela a d'abord constitué un outil de trollage [art de faire chier sur le net pour se marrer et passer le temps], pratique assez répandue chez les anti-anarchistes en ligne. Mais, depuis quelque temps, c'est devenu un argument qui sort facilement lors de débats dans la « vie physique » et qui sonne comme une forme de négation du fondement historique de l'anarchisme.

Généralement, cela donne : « Tu ne peux pas dire "ni dieu ni maître", c'est oppressif. Tu ne peux pas obliger quelqu'un à être athée. » Or, dès cet instant, on se rend compte de l'entourloupe. Car il ne s'agit en rien d'imposer quoi que ce soit.

Explication. Lorsqu'une personne énonce : « ni Dieu, ni maître », c'est d'elle qu'elle parle. Si elle parlait d'une société donnée, ou de la société de ses rêves, elle dirait qu'elle la perçoit - dans le premier cas, qu'elle la veut - dans le second - « sans dieu et sans maître ». Référons-nous pour mieux comprendre la chose au slogan de Radio Libertaire, « la radio sans dieu, sans maître et sans publicité ». Ce slogan indique clairement que ses auditeurs et ses animateurs comptent bien évoluer dans un environnement radiophonique avec des caractéristiques particulières, précisément sans dieu, sans maître et sans publicité. C'est clair, non ? C'est clair que, là, rien n'est imposé vu qu'on est pas obligé de causer dans le poste ni de l'écouter. Ça va ?

Revenons à « ni dieu, ni maître ». Le « ni » se rapporte clairement à la personne qui se montre à voir, ou plutôt qui se donne à entendre. Bref, à celle qui énonce. Elle dit d'elle-même ou parlant d'elle-même (ici, c'est la

même chose) qu'elle n'a « ni dieu ni maître ». Cette fois encore, il ne s'agit pas d'imposer quoi que ce soit à quiconque. C'est juste une information claire, délivrée à celui ou celle qui est en face. Quand on se plante face aux prieurs anti-avortement, par exemple, à gueuler « ni dieu, ni maître ! », c'est pour leur rappeler que nous n'entendons pas que leur dieu guide notre conscience et que nous ne reconnaissons aucun maître pour régler notre existence. C'est une affirmation qu'on leur délivre. Qu'est-ce qui la motive ? C'est simple : nous ne les contraignons pas, les pieuses, à avorter tandis que les bigotes et les bigots veulent, eux, nous interdire l'IVG. Bref, nous partons et nous parlons encore une fois de nous-mêmes. Et qui d'autre que nous-mêmes peut dire ce dont nous sommes fait.e.s et ce dont nous voulons nous défaire, en l'occurrence : les dieux, les maîtres, l'interdiction de l'IVG ? Y a-t-il plus bel acte de raison ? Qui osera nous le reprocher ?

Et puis ; « oppressif » contre qui ? Contre Dieu qui n'existe pas ? Contre les maîtres que nous ne percevons pas comme des camarades ? N'est-ce pas faire preuve d'un minimum de cohérence que d'être « raccord » avec soi-même et avec la réalité sociale ? Pourquoi nous en faire grief ?

Nous serions oppressifs contre les croyantes et croyants, nous dit-on. Mais en quoi affirmer ce qui guide notre vie à des personnes croyantes serait plus oppressif que lorsqu'une personne croyante nous indique ce qui guide la sienne ? Ça va toujours ?

Lorsque vous vous démenez vaille que vaille avec cet argumentaire, votre contradicteur ne tarde pas à sortir sa botte secrète : « Hé, mais c'est même pas anarchiste ! ». Ben ouais, Ni Dieu, ni maître, c'était le journal de Blanqui, et Blanqui n'était pas anarchiste. Donc c'est blanquiste. Soit. C'est oublier un peu vite que l'on retrouve cette locution au temps des pirates, lors des révoltes passées,

sous la monarchie ou la république naissante, etc... Et qu'elle est en filigrane des écrits de tous les penseurs de l'athéisme. Le fait que Blanqui en a fait le titre de son journal, en quoi cela rendrait cette devise inassimilable pour nous ? Dans ce cas là, il nous faut très vite abandonner le mot « révolution », qui n'est après tout que le titre du livre programmatique de Macron ! Nous faut-il aussi renoncer au pinard au prétexte que les bourgeois remplissent leur cave de bouteilles millésimées ?

Ne soyons pas dupes. Ces attaques sont généralement le fait de gens ayant des liens soit avec des mouvements religieux, soit avec l'idée qu'un tribun gueulard ou un chef à poigne va les sauver. Pire, ce sont parfois les mêmes ! Rien de surprenant à les voir tenter d'exploser une expression aussi claire que « ni Dieu, ni maître ». Après tout, cela fait plus d'un siècle qu'elle vient gratter leurs certitudes, s'y opposer, et qu'elle affirme haut et fort que l'on peut se passer de partis, d'État, de religions et autres autorités étouffantes. L'on peut même s'étonner qu'il ne soit pas davantage perçu comme fondamentalement bienveillant, notre cher slogan, de façon immédiate, spontanée !

Notons d'ailleurs que si pour eux « ni Dieu ni maître » est oppressif, il n'en est rien d'aller voter pour enrichir une caste dirigeante si peu attentive à leur misère, la perpétuant même, pour l'éternité – si l'on peut dire. Pauvres pécheurs, pauvres voteurs.

Sérieux. Dénier le droit qu'a chacun de diriger sa vie, d'exprimer pacifiquement comment il entend le faire et ne pas le faire, là est l'oppression. Celle que l'on cache en s'en prenant à un slogan libérateur.

Fab – Graine d'anar – Lyon
Camille – La Sociale - Rennes

CHRONIQUES NÉPHRÉTIQUES

Y'en a marre des gens

« Ils ne font pas ce qu'on voudrait qu'ils fassent, les gens. Par exemple, ils auraient dû être dans la rue et manifester leur colère. Des raisons il y en a plein ! Mais non, ils n'étaient pas dans la rue, les gens. Pas assez nombreux en tous les cas. Pourtant la météo de l'arrière-saison a été propice aux promenades manifestantes, et j'en connais beaucoup en colère, des gens. Déjà qu'avant cela ils avaient voté comme des veaux... » Il a un coup de mou le militant. Elle est colère la militante. Ils sont un peu dégoûtés. Ils sont du Parti. Ou de l'Autre, Parti. Ou du Mouvement. De l'Organisation. De la mouvance...

« Qu'est-ce qu'il faut faire ? Qu'est-ce qu'il faut dire ? Pourquoi ne viennent-ils pas plus nombreux aux manif ? Comment faire pour que les gens militent ? Il faut les attirer, les faire se bouger, s'activer ! On dirait qu'ils sont écœurés de tout... » Et si soudain le militant ou la militante se demandait, en se réfléchissant dans le miroir : *« Depuis que tu milites, tu penses avoir dégoûté combien de gens de la politique ? »*

« Tu les as dégoûtés par tes certitudes, parce que toi, tu sais. Tu as les bons schémas d'analyse, ceux qui permettent de faire entrer toute la réalité du monde et sa complexité dans quelques petites cases bien disposées. Tu les as dégoûtés en ne reconnaissant jamais t'être trompé-e. Tu les as dégoûtés par ce ton infantilisant, méprisant, démagogue, professoral que tu adoptes dans les conversations en même t'en rendre compte... Tu les as dégoûtés par tes attitudes et tes actes en contradiction avec tes beaux discours. Tu les as dégoûtés par les moyens que tu as pris pour te maintenir à la tête, à la direction, même du plus petit des micro-groupuscules. Tu les as dégoûtés par le nombre de circonvolutions théoriques pour justifier tes trahisons. Tu les as dégoûtés par ton sectarisme, tes œillères, tes haines féroces au sein de ton propre camp et cette incapacité à jouer collectif tout en te proclamant pour le bien commun... »

« C'est vrai... On a peut-être un peu merdé... On sent que quelque chose ne passe plus dans notre discours ou dans nos méthodes un tant soit peu trop directives. » C'est qu'ils veulent avoir leur mot à dire les gens ! Ils pensent les

gens ! Ils ont vécu, ils ont des envies, des refus, des rêves... Ils ont déjà été refroidis, les gens. Pendant des dizaines d'années pour certains ! Et pour les plus jeunes, ils semblent avoir accumulés en quelques temps autant d'expériences que les anciens...

« Faut que l'on renouvelle la formule. On va faire dans le participatif ! » Et tout le monde s'y met. Et tous les politiques de surfer sur la vague... Partout on fait des débats. Cela permet de brasser large, tous ensemble ! Tous ensemble ! Même si chaque parti fait ses débats à lui, évidemment. Et le militant qui découvre que des gens qui prennent la parole, ça fait du bien. Comme un souffle, un élan, une découverte : nous pouvons nous réunir pour autre chose qu'écouter la bonne parole. Nous pouvons nous rassembler pour parler de nos vies, exposer nos dilemmes, exprimer nos ras-le-bol. Partir de ce que nous sommes, de ce que nous vivons, de ce que nous ne voulons plus, de nos espoirs d'autre chose.

Mais ça ne suffira pas. On décide de quoi ? On décide vraiment quand ? A la fin on décide seulement du candidat qui ... ? *« Le projet que nous sommes en train de construire, c'est un projet pour prendre le pouvoir, mais le prendre pour le rendre aux citoyens. »* C'est beau, hein ? C'est du Macron... On dirait presque du Mitterrand ! Lui il avait dit : *« Je veux le pouvoir, pour vous le rendre »*. Et *« Mélenchon-la-seule-opposition »*, (qui tire à boulets rouges sur le Macron, mais qui a pour modèle adoré et respecté le Mitterrand) dit, lors de la convention et des débats de la France Insoumise à Clermont-Ferrand : *« Je donne les clefs mais je garde le double »*. Très bien ! Qu'il garde le double, parce que c'est un hologramme ! Ce qui n'est pas un mirage, ce sont les gens. Réunis, en débats. Et c'est bien ce qui peut nous ouvrir toutes les portes. Si dans leurs débats ils décident d'y décider. De tout.

Rodkol

COMPAGNON DE DOUTE

Tel un réverbère ou... Éloge de l'apéro

Faut se dire les choses. C'est un fait que ça fait pas mal de manifs qu'on en ressort pas vraiment joisse et que si on remet ça le coup suivant, et qu'on est disposé, quasi instinctivement, à le refaire indéfiniment, *in petto*, c'est pas la grande pétarade du bouquet final, ni même l'instant qui précède, oui, juste avant, ineffable, dans le recueillement silencieux où se concentre tout le déroulé de la victoire, la certaine, la finale, maintenant, ouiiii !

Je sais pas pourquoi, écrivant ces lignes me reviennent en mémoire les accords d'un tube des 70's. Passons là-dessus. On n'est pas sur le divan, hein, ni à fumer des clopes le coude dans l'oreiller, mais dans la rue, à replier banderoles et chasubles. Et puis, les tubes, ça va et ça vient...

Se dire les choses, donc, sans dramatiser, parce que ce qu'on recherche, justement, c'est dépasser la petite mort qui nous étirent après chaque manif depuis des mois. On va boire un coup ?

Il est donc entendu qu'on parle en confiance et que les confidences qu'on se fait, elles sont de la militance, encore. A la tienne !

C'est à l'apéro qu'on mesure le mieux l'écart entre notre désir de lutter - ces foutues lois, ces maudits décrets -, et la misère de notre combat. Comment un tel recul social ne provoque-t-il pas un raz-de-marée, submergeant tout ? D'où vient cet écart entre la comprenette qu'on est un sacré paquet à partager sur ce qu'est la macronneuse et l'inanité de notre action pour la contrer ? Même si les avis sont partagés là-dessus - et pourquoi ne le seraient-ils pas ? - jamais cet écart ne se resserre. A l'échelle d'une vie, du moins. Addiction à la défaite.

Toujours un peu moins nombreux, un peu davantage à regarder nos pompes. Tout juste qu'on te pisse pas dessus quand tu diffes un tract, tel un réverbère. Dans ce marasme, les roublards aux certitudes chevillées au corps, ne nous sont finalement pas d'aide. *Le poids des appareils - les projections de ceci - les débouchés de cela - les convergences à construire - l'irruption qui ne saurait tarder...* toutes ces foutues formules - formules foutues - ne font que souligner l'absence qu'on ressentait déjà. Absence de désir, renoncement à lutter, négation de l'être. On remet ça ?

C'est à l'apéro que les langues se délient. Quand on oublie nos pas-de-porte syndicaux, politiques ou autres. Quand y'a plus aucun intérêt à s'les coller à per-

pèt', ni à les r'fourguer. Quand l'intérêt, il se porte ailleurs que sur nos systèmes propres - nos p'tites manies, quoi. A la tienne ! « L'homme ivre sent Dieu », disait Baudelaire. Le militant ivre, sans Dieu, commence à penser, à désirer.

A la troisième tournée, donc, on commence à se dire les choses. On est dans le vif. Alors on se tient là, sur le seuil de la confiance. Un franc éclair dans le regard et avec la profondeur aussi, comme dans la belle peinture. L'évidence d'une promesse, à tout recommencer, entre nos poings.

Chardon Pâte



COMPAGNON DE DOUTE

Lettre ouverte à Jean-Luc Mélenchon

Cher camarade Jean-Luc,

Avant toute chose, je tiens à préciser que je n'interviens dans cette lettre qu'à titre strictement individuel. Si certains peuvent se retrouver dans mon propos, ce n'est pas le cas de tous, notamment au Groupe anarchiste Salvador-Seguí, à la Fédération anarchiste et au Syndicat CGT McDonald's Île-de-France, où j'ai eu quelques responsabilités.

Sache que c'est toujours avec beaucoup d'intérêt que j'écoute tes discours et lis tes articles. Bien que je ne sois pas de ta famille politique (je suis issu de la tradition anarchiste, tendance syndicaliste), j'apprécie tes propos et analyses en général. Tes talents d'orateur et ta culture politique ont fait de toi et de tes organisations (Parti de gauche et France insoumise) une composante importante du mouvement social. Plus particulièrement, j'ai tendance à considérer que vos capacités didactiques font de toi et des tiens des acteurs majeurs de l'éducation populaire. Vos sujets sont maîtrisés, chiffres et textes à l'appui.

Aussi, quand j'ai ouï-dire des propos que tu as tenus à l'encontre de la charte d'Amiens, ma curiosité fut piquée. Cette motion de congrès de la CGT, en effet, est souvent présentée comme l'empreinte de l'anarcho-syndicalisme dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Les syndicalistes issus du mouvement libertaire, notamment, la « sacralisent » souvent.

Resituons les choses. Vous vouliez, avec la FI (et d'autres), participer au mouvement social. On vous a accusés de vouloir en prendre la tête, de le récupérer. En cause, un appel supplémentaire à manifester le 23 septembre 2017, sans consultation préalable des organisations syndicales. Cela aurait-il eu du sens de les contacter avant ? Sans doute, non. Il y a, en France, une très forte tradition de distanciation entre les organisations politiques et syndicales. Elles auraient présenté une fin de non-recevoir de toute façon.

J'avoue que la FI a su aussi fédérer des individus d'horizons divers, peu enclins ou habitués aux cortèges syndicaux. La mobilisation de la FI en nombre conjointement avec un appel intersyndical aurait, peut-être, emmené plus de monde en manifestation. La proposition avait du sens, même si on peut se demander si cela aurait eu un impact réel sur le rapport de force entre les travailleurs et les capitalistes dans le conflit qui nous oppose actuellement.

Par la suite, sur ton blog, dans deux articles, tu expliquas ton point de vue sur le sujet. Je cite quelques extraits, en espérant ne pas déformer ta pensée et aller à l'essentiel :

« La semaine précédente avait vu le front du refus syndical s'élargir de façon spectaculaire avec l'entrée en opposition de Force Ouvrière puis le rendez-vous unitaire au siège de la CGT. (...) Le

23 septembre, dans mon discours place de la République, j'avais dit que nous demandions aux syndicats de prendre l'initiative et que nous nous placerions à leur suite. (...) Bref, nous avons passé la main de la conduite du combat pour faciliter son déroulement et surtout son élargissement. La suite a été bien décevante. (...) Car de ce leadership, que sort-il ? Fort peu. De son côté, le groupe parlementaire La France insoumise continue ses rencontres bilatérales en vue d'une large action commune de tout le champ impliqué dans cette lutte. Il est clair que les confédérations CGT, FO et CFDT n'en veulent pas. (...) Il est plus que temps d'organiser la jonction des efforts entre le mouvement social, associatif et les forces politiques de la résistance au coup d'État social. (...) Une nouvelle fois, le dogme du « mouvement social indépendant de la politique » a montré sa limite. Je le dis parce qu'à ce rythme tous les acquis sociaux essentiels du pays vont y passer et nous aurons été cloués dans une double interdiction : interdit de critiquer « la seule politique possible » d'un côté, interdiction de discuter de l'organisation de la lutte de l'autre. La « charte d'Amiens » sans cesse invoquée une nouvelle fois aura eu bon dos. Il serait temps que nombre de ceux qui s'y réfèrent pour stigmatiser la présence des organisations politiques dans le combat social se demandent si ce document qui date de 1905 et résulte de la bataille entre marxistes et anarchistes au début du siècle précédent doit rester un dogme sans nuance 111 ans plus tard. Car ce texte fixe une stratégie d'unité ouvrière en tenant à distance les « sectes socialistes » (à l'époque, en 1905, il y a cinq partis socialistes) pour permettre le déclenchement de la « grève générale révolutionnaire »... Parmi les dirigeants du mouvement social actuel, qui a l'intention de préparer aujourd'hui une « grève générale révolutionnaire » comme cela est prévu dans la « charte d'Amiens » ? Personne ! (...) Et savoir joindre les efforts de mobilisation

entre la sphère politique et la sphère du mouvement social. Et je dis le mouvement social en pensant non seulement au syndicalisme mais à tout l'univers associatif, lui aussi laissé de côté à présent en dépit de ses propres efforts pour se mobiliser. (...) Les organisations politiques ont toute leur place dans la mobilisation et la conduite du mouvement de résistance sociale. »

Tu poses un constat assez triste à admettre pour les syndicalistes, toutes tendances confondues. Le confédéralisme qu'elles prônent toutes les pousse à faire vivre toutes les nuances revendicatives de la société en leur sein, à travers des sections (d'entreprises ou corporations), commissions et collectifs (féministes, LGTB, antiracistes...). Or, dans le mouvement social au sens le plus général du terme, s'il est porté plus particulièrement par les syndicats qui en constituent la base majoritaire, les autres structures politiques, associatives ou informelles en constituent une part non négligeable. Et, hélas, il en a toujours été ainsi. Les féministes ont leurs propres structures indépendantes et autonomes. Les travailleurs sans papiers, les précaires, les mal-logés, eux aussi.

J'admets donc ta critique : les confédérations ne peuvent prétendre agir seules. Surtout en période de faibles mobilisations. De plus, en bien d'autres circonstances, elles signent des appels communs avec des organisations diverses tout en participant et en co-organisant des manifestations. Contre la guerre, etc. Pourquoi en serait-il autrement pour les ordonnances, après tout ? Directement ou non, nous tous sommes concernés.

Mais, pour autant, est-ce la question de l'indépendance politique qu'il faut remettre en cause ? Car il semble bien que ce soit cela que tu critiques. La charte d'Amiens pose le but, la révolution. C'est-à-dire l'abolition du salariat comme subordination au travail et l'appropriation des moyens de production. Elle affirme le moyen : la grève générale. Bien sûr, c'est à demi-mot l'insurrection qui était sous-entendue par la charte et la CGT d'antan. Mais, par extension, elle pose un moyen d'émancipation et d'amélioration du rapport social autre que celui du vote et de l'action parlementaire : l'action directe, plus particulièrement la grève, mais pas seulement (la pétition, la négociation, le boycott, le sabotage de l'outil de travail, la diminution de la cadence, l'occupation du lieu de travail, l'émeute voire l'insurrection, la libre association de producteurs et consommateurs, la création de mutuelles, faire des dons aux grévistes et aux condamnés passés à l'action contre les capitalistes, il y a bien d'autres façons de faire de la politique directement).

Cela induit-il une hostilité à l'égard des partis en soi ? À l'époque de la charte d'Amiens, non. L'anarcho-syndicalisme, comme courant ouvertement hostile aux partis, n'apparaîtra véritablement qu'après la révolution russe, avec la lutte contre le noyautage bolchevique des organisations du mouvement ouvrier. C'est plutôt le propos de la charte de Lyon de 1926 de la CGT-SR que de celle d'Amiens de 1906 (et non 1905). La CGT travailla d'ailleurs avec différentes composantes du mouvement social après 1906, associations ou partis. Citons le soutien à l'Espagne républicaine sur le sujet.

La charte d'Amiens refuse juste un lien organique avec les partis. Pour des raisons simples, d'ailleurs. À l'époque, les syndicalistes ont encore en tête les politiciens qui veulent freiner les grèves puissantes et potentiellement victorieuses qui leur font perdre des voix dans l'opinion, tel Basly le « député-mineur » ou les sections de partis Ière et IIème Internationales qui veulent faire prévaloir leurs actions et leur autorité pour des raisons souvent similaires. Par la suite, on connut même un Parti communiste qui expliquait qu'il fallait « savoir arrêter une grève » alors que le niveau de syndicalisation était du jamais-vu...

Je n'ai pas de préférence pour l'une ou l'autre charte, celle de Lyon ou celle d'Amiens. Chacune est à placer dans son contexte historique. En 1906, il est inutile pour les syndicalistes (anarchistes notamment, mais pas seulement) de s'attaquer à des partis qui acceptent de laisser tranquilles les syndicats, en contrepartie de laisser les syndiqués militer comme ils veulent dans les partis à côté. En 1926, il leur est nécessaire de contrer une stratégie bolchevique qui veut assujettir les syndicats par le noyautage et l'entrisme, le tout appuyé par un immense prestige social suite aux événements en Russie.

De plus, cher Jean-Luc, j'ai souvenir de ton intervention devant les étudiants de l'Essec, où tu exprimas ton opposition à la charte d'Amiens, là encore. Tu affirmas ta sympathie pour les contre-modèles du syndicalisme anglais et allemand de l'époque. Le premier ayant créé des partis, le second étant né des partis. En conséquence, j'ai l'impression que lorsque que tu critiques le refus des confédérations de s'ouvrir au reste du mouvement social, à juste titre selon moi comme expliqué plus haut, c'est plutôt le refus du lien orga-

nique entre organisation politique et syndicale que tu rejettes.

Cela mériterait sûrement de ta part des explications. Quel autre type de mouvement social, de syndicalisme, veux-tu voir à l'œuvre ? Comprends donc notre inquiétude en de telles circonstances. Nous sommes héritiers d'une tactique politique qui fit ses preuves dans une multitude de conflits locaux, notamment de grèves victorieuses, et aussi au niveau national en 1936 et 1968. Plus largement, l'organisation, à la base, des personnes concernées a fait ses preuves (et aussi montré des insuffisances, bien sûr) dans les nouveaux mouvements sociaux (écologistes, féministes, etc.). La social-démocratie a aussi fait ses preuves, je ne le nie pas, ce serait franchement idiot. Mais les exemples cités plus haut nous montrent aussi que les intérêts syndicalistes ne sont pas forcément les mêmes que ceux des partisans.

Je te soumets donc cette réflexion, cher Jean-Luc, en espérant te lire et, pourquoi pas, travailler avec toi et tant d'autres, dans un cadre et une limite stricts.

Reçois mes fraternelles salutations.

Nathan
Groupe anarchiste Salvador-Segui

<https://fr-fr.facebook.com/SalvadorSeguiFA/>
<https://salvador-segui.org/>
groupe.salvadorsegu@gmail.com

INTERNATIONAL

Jérusalem, capitale d'Israël : Un point de non retour ?

René Berthier.

Lorsque les Nations unies votèrent le partage de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe, la ville de Jérusalem fut exclue de ce partage et devait passer sous le contrôle de l'ONU. À la fin du mandat britannique et après une guerre avec les pays arabes, les Israéliens transfèrent la capitale de l'État de Tel-Aviv à Jérusalem-Ouest, occupée majoritairement par des Juifs. La guerre de 1967 aboutit à la conquête des quartiers orientaux de la ville peuplée de Palestiniens. Pour Israël, Jérusalem est sa capitale « indivisible et éternelle » : ce thème est incontournable dans tout le discours politique israélien, quelle que soit la tendance.

En 1980, le Parlement israélien, la Knesset, désigna Jérusalem comme la « capitale réunifiée » du pays, initiative qu'aucun pays ne reconnut. Dans la partie ouest de la ville se trouvent les principales institutions du pays : Knesset, ministères, banque centrale. Sur les 300 000 habitants de cette zone, 290 000 sont juifs.

La politique constante de l'État israélien consista à encourager la colonisation de Jérusalem-Est par la construction de logements réservés aux juifs, en suscitant l'installation de juifs orthodoxes dans les quartiers, constituant ainsi des points de fixation juifs au sein de la population palestinienne, et enfin en brisant la continuité territoriale entre Jérusalem-Est et le reste du territoire palestinien. La partie orientale de la ville, revendiquée par l'Autorité palestinienne, est peuplée de 500 000 habitants dont 40% de juifs. C'est là que se trouvent les lieux dits sacrés.

La réclamation de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël est une vieille revendication, dont il est admis que si elle était satisfaite, elle mettrait le feu aux poudres. En reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, le président US franchit un grand pas dans cette voie, mais il ne fit au fond que mettre en application une décision du Congrès des États-Unis votée en 1995 et dont l'application avait été systématiquement repoussée par ses prédécesseurs par crainte de ses conséquences supposées.

La question que les médias se posent est : « Cela va-t-il remettre en cause le “processus de paix” ? », sans se demander s'il y avait réellement un processus de paix. Car on voit mal comment on peut appeler « processus de paix » une pseudo-négociation qui dure depuis des décennies lors de laquelle la puissance occupante continue inexorablement à annexer des territoires, et la population occupée ne gagne strictement rien – sinon des expulsions et des démolitions de maisons. A ce titre, 2016 a été une année record, avec le nombre de démolitions d'habitations et d'expulsions le plus élevé depuis que UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) a commencé à établir des statistiques en 2009. Détruire la maison d'une personne et mettre sa famille à la rue était une pratique datant du Moyen Âge en Europe – dans des cas rarissimes et extrêmes.

On dit également que les États-Unis ont joué un rôle essentiel en tant que médiateurs dans le conflit opposant Israël et la Palestine, mais c'est un médiateur curieux que celui qui

soutient systématiquement l'une des parties (Israël) sans jamais la contraindre réellement à faire des concessions à l'autre partie (les Palestiniens). La prétention des prédécesseurs de Donald Trump à se positionner comme médiateurs impartiaux est une véritable farce. Leur attitude a consisté à encourager une temporisation qui a permis à Israël de continuer à annexer des territoires et à en expulser les habitants.

Au fond, Donald Trump, qui se trouve pour l'instant seul contre tous, dit et fait ce que ses prédécesseurs n'ont pas dit et n'ont pas fait. Précisément, peut-être peut-il se le permettre parce que la situation est parvenue à un point de non retour, et parce qu'il n'y a pas grand monde qui puisse s'opposer à sa décision.

En effet, si les États arabes ont tous dénoncé la décision du président US – une dénonciation surtout destinée à leur opinion publique – on ne peut ignorer qu'il y a entre Israël et les monarchies du Golfe des rapprochements discrets contre leur ennemi intime commun, l'Iran. L'Iran contre lequel les Saoudiens ont grandement besoin du soutien des États-Unis.

L'Égypte, de son côté – le pays arabe le plus peuplé – ne peut pas pousser ses protestations trop loin parce qu'elle aussi a grandement besoin du soutien financier des États-Unis.

Quant à l'Autorité palestinienne, elle est, elle aussi coincée. Et c'est là que se révèle l'une des principales fonctions du « processus de paix » : tenir les Palestiniens en otages pendant que la colonisation israélienne continuait. En effet, si l'Autorité palestinienne quittait le « processus de paix », elle perdrait

une source majeure du financement de son budget: or elle emploie un tiers de la population palestinienne de la rive ouest et de la bande de Gaza. Pour ce qui est d'éventuelles initiatives juridiques ou diplomatiques auprès des instances internationales, on sait depuis longtemps qu'elles n'aboutiront, après un long moment, qu'à des déclarations savamment feutrées et qui n'auront aucun effet concret.

Les médias aux États-Unis (en tout cas ceux qui ne se réjouissent pas de la décision de Trump) semblent penser que « le rêve d'une paix historique est mort », que la solution à deux États est maintenant bloquée, et que nous sommes maintenant poussés vers une solution à un seul État. Mais c'est oublier que les responsables israéliens de tous les bords, à de très rares exceptions près, se sont toujours opposés à l'existence d'un État palestinien. Toutes les péripéties du « processus de paix » vont dans le sens d'une situation de pourrissement permanent et de grignotage indéfini de territoires palestiniens. Les Israéliens n'éprouvaient aucune motivation à négocier puisque grâce à la protection des États-Unis ils étaient encouragés à expulser les Palestiniens dans la partie arabe de Jérusalem, à coloniser la rive ouest du Jourdain et à bloquer la bande de Gaza. La décision de Trump n'a fait que renforcer les Palestiniens dans ce qu'ils savaient déjà depuis longtemps !

Pour les Palestiniens, le rideau est baissé, la mascarade est terminée: on ne peut plus faire semblant de croire que les États-Unis sont impartiaux dans un « processus de paix » qu'ils dirigent; on ne peut plus cacher que les Palestiniens ne peuvent attendre d'aide de personne, pas plus des États-Unis que de l'Europe, voire même, d'ailleurs, de l'opinion arabe, Mais ce qui met Mahmoud Abbas, le président palestinien, dans une situation sans doute encore plus difficile, c'est que les dispositions qui ont été mises en place dès le début par le « processus de paix » lui font obligation de réprimer sa propre population lorsque, protestant contre les brimades qu'elle subit en permanence, elle conteste la légitimité du « processus de paix ».

Du temps d'Arafat, les autorités israéliennes insistèrent constamment pour que ce dernier tienne bien en main les opposants aux accords. La police palestinienne fut transformée en une sorte d'armée supplétive chargée

de maintenir l'ordre israélien dans les Territoires. Or pour légitimer cette répression intra-palestinienne, les dirigeants palestiniens disaient que c'était pour la bonne cause, pour ne pas remettre en question un processus dont il allait sortir de bonnes choses. Aujourd'hui, le président palestinien ne peut plus utiliser le processus de paix et l'aide étrangère pour « pacifier » ses compatriotes dans la mesure où personne n'attend plus rien de ce « processus de paix ».

Dans les prises de position de Trump, il n'y a aucune mention aux aspirations des Palestiniens à faire de Jérusalem-Est la capitale de leur futur État, ce qui ne manquera pas de conduire ceux-ci à la conclusion que l'annonce de Trump vise à nier leurs liens historiques, politiques et culturels avec Jérusalem et, plus encore, à contester leur droit à l'indépendance et à l'autodétermination. En d'autres termes, Trump cautionne l'occupation israélienne de Jérusalem-Est depuis 1967 et l'idée que la ville est entièrement israélienne.

« Les Palestiniens, en particulier ceux de la jeune génération, s'interrogent depuis un certain temps sur la faisabilité d'une solution à deux États. Cette génération est arrivée à maturité au cours de la deuxième Intifada et a vu sa terre engloutie par les colonies et le mur de séparation à mesure que les années s'écoulaient. Les jeunes hommes et les jeunes femmes ont vu leurs propres policiers arrêter leurs compatriotes à la demande de leur occupant, tandis que les dirigeants les ont apaisés avec des mots vides et des slogans. Ils en ont fini de jouer à ce jeu¹. »

Les dirigeants palestiniens ont constamment fait preuve d'une incroyable modération dans leurs choix stratégiques. Ils se comportaient comme si une négociation comme celle qui devait aboutir à la création d'un État devait se dérouler entre « gens de bonne compagnie ». Ainsi, en 1988 et 1989, l'OLP renonça au terrorisme et reconnut l'État hébreu (résolutions 242 et 338). Ce fut de la part d'Arafat une concession fantastique, unilatérale et *sans contrepartie*, alors même que se déroulait dans les territoires occupés une in-

surrection populaire de « basse intensité » qui était en train de faire basculer l'opinion publique internationale en faveur des Palestiniens.

Dans toute épreuve de force susceptible de déboucher sur une négociation, il convient de déterminer ce que l'adversaire veut le plus, de lui en donner le moins possible, ce qui n'est réalisable que lorsqu'on des atouts dans sa manche. Or Arafat avait deux atouts formidables, dont il n'a pas voulu : la reconnaissance d'Israël, et l'Intifada. Et d'emblée, gratuitement, il a donné à son adversaire ce qu'il voulait le plus : la reconnaissance. Dès lors, l'OLP ne présentait plus aucun intérêt pour Israël, c'était un mouvement sans substance, ce n'était plus un adversaire, dans la mesure où c'était un adversaire qui n'avait plus rien à donner ni plus rien à opposer. Selon Edward W. Saïd¹, l'accord du 13 septembre 1993 a été une « capitulation infligée aux Palestiniens » : « En échange d'une poignée de main, ceux-ci voyaient soudain la plupart de leurs droits mis en suspens. » « L'accord est un acte de reddition du peuple palestinien, une sorte de traité de Versailles. »

Déjà, lors de la guerre du Golfe, les « désastreuses prises de position de l'OLP (...) lui firent perdre encore du terrain », dilapidant les effets positifs de l'Intifada.

« La reconnaissance du droit d'Israël à exister implique une série de renoncements de la part des Palestiniens : renonciation à la charte de l'OLP, à la violence et au terrorisme et à toutes les résolutions de l'ONU, à l'exception des 242 et 338, qui ne disent pas un mot des Palestiniens. (...) L'Intifada n'incarnait pas le terrorisme et la violence, mais le droit de résister. L'OLP y a renoncé, bien qu'Israël continue d'occuper la Cisjordanie et Gaza. Dans le document signé du 13 septembre 1993, la sécurité d'Israël est la considération dominante, alors qu'il n'y est pas question du sort des Palestiniens victimes des incursions israéliennes¹. »

Le jour même de la poignée de mains de Washington, Rabin tint une conférence de presse dans laquelle il réaffirma la souveraineté israélienne sur le Jourdain, Jérusalem, les colonies de peuplement et le

contrôle des routes. Une telle attitude aurait dû suffire pour dénoncer immédiatement l'accord. « Rien, dans l'accord, dit encore Edward W. Saïd, ne suggère que les Israéliens vont renoncer à leurs actes de violence contre les Palestiniens ou qu'ils indemniseront les victimes de leur politique depuis quarante-cinq ans, comme l'Irak a dû le faire après son retrait du Koweït. »

Si on écarte la simple erreur de jugement de la part d'Arafat, on ne peut que parvenir à la conclusion que l'Intifada présentait pour lui *plus de dangers que la reconnaissance gratuite d'Israël*. L'Intifada pouvait aboutir soit à une révolte populaire de masse, soit à la prise en main du mouvement d'indépendance par des hommes qui auraient échappé au contrôle de la direction de l'OLP en exil : cadres politiques de l'intérieur ou fondamentalistes.

La création d'un État palestinien signifierait, dans le meilleur mais le plus improbable des cas, la création d'un État de 5 900 km² sans continuité territoriale et dont les deux tiers seraient occupés par des implantations coloniales juives, des routes à usage exclusif des Israéliens contournant les localités palestiniennes et saucissonnant le pays en portions séparées les unes des autres, des terrains militaires, et sans terres agricoles ni ressources aquifères.

Voici ce que j'écrivais en 1998 dans *Israël-Palestine, Mondialisation et micro-nationalismes* [éditions Acratie], pp. 197-198.):

« Les débats sur les pourcentages de territoire palestinien dont Israël devrait se retirer ont quelque chose de pathétique. Six à neuf pour cent selon les autorités israéliennes, 15 % selon les Américains. L'Autorité palestinienne, quant à elle, en était réduite à demander l'évacuation de 30 % du territoire palestinien. Imagine-t-on le général Giap demandant aux Américains de se retirer de 30 % du Viet-Nam !

« A long terme, la frénésie des autorités israéliennes à occuper, à créer une situation irréversible – et dans une large mesure, elles ont réussi – fournit peut-être la clé des évolutions à long terme dans la région, car l'irréversibilité peut être une arme à deux tranchants.

« Aujourd'hui [je rappelle que ces lignes furent écrites en 1998] le problème pour les

Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza se pose en termes de revendication nationale, qui est une revendication compréhensible, dans le contexte, mais quelque peu obsolète quand les grandes tendances de notre époque sont à la constitution de vastes blocs dans lesquels les États sont réduits au rôle de région.

« Le projet sioniste est fondé sur l'existence *séparée* des Juifs et des Arabes. Il implique deux territoires précisément délimités dans lesquels les deux communautés doivent vivre sans contacts. *La condition d'une existence séparée des Juifs est l'existence d'un espace dans lequel se réalise l'existence séparée des Palestiniens* – un espace cohérent. La politique de Netanyahou [celui de 1998, comme celui d'aujourd'hui] équivaut à refuser cet espace aux Palestiniens, et à les confiner dans des bantoustans.

(...)

« La droite israélienne ne se rend pas compte que sa frénésie de territoires conduit inévitablement à une forme d'existence commune qui ne peut que créer – à l'échelle de l'histoire – les germes de dissolution de la société israélienne telle qu'elle existe aujourd'hui. En refusant un espace cohérent et délimité aux Palestiniens, elle se condamne à vivre avec eux.

« Il ne sera pas possible de confiner la population palestinienne dans 6 %, 10 % ou 20 % de la Cisjordanie. Comme en Afrique du Sud, les bantoustans exploseront. Sachant que les Palestiniens *ne lâcheront pas le terrain* et que leur démographie est nettement supérieure à celle des Israéliens, la coexistence sur le même territoire de deux populations, dont l'une a un statut inférieur, se posera un jour inévitablement en termes de revendication à l'égalité des droits, c'est-à-dire à la citoyenneté. »

Ces propos, qui furent donc rédigés il y a quelque trente ans, trouvent une singulière confirmation aujourd'hui dans les propos tenus par un certain nombre d'analystes qui évoquent la reconnaissance, par le président des États-Unis, de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Le 7 décembre, le quotidien israélien *Haaretz* titre: « La solution à deux États est ter-

minée, déclare un diplomate palestinien de haut rang après de discours de Trump sur Jérusalem »¹.

Le même journal titrait: « Jérusalem unifiée ? La reconnaissance par Trump de Jérusalem pourrait avoir un prix inattendu »¹ : « Plus de 300 000 Palestiniens vivent dans la ville sans droits civils, une situation que l'initiative US pourrait involontairement forcer Israël à affronter »¹. »

Le journal israélien *Arutz Sheva* écrivait le 6 décembre dernier: « le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine déclara que la décision du président US Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël détruit tout espoir pour une solution à deux États dans le conflit israélo-arabe. »

Saeb Erekat, qui fut le négociateur en chef pendant la présidence d'Arafat et un partisan passionné de la solution à deux États, déclara au quotidien israélien *Haaretz* qu'aujourd'hui il faut abandonner complètement cette solution et passer à une « lutte pour un État avec des droits égaux pour tous ceux qui vivent dans la Palestine historique, du fleuve à la mer » – un point de vue inimaginable il y a encore un an.

Pendant plus de 20 ans, Saeb Erekat avait poursuivi le rêve d'une solution à deux États et l'espoir d'un État palestinien indépendant. Il a poursuivi ce rêve sous quatre présidents américains différents, lors de négociations secrètes et publiques avec des négociateurs israéliens; il l'a également défendu contre les Palestiniens sceptiques dans les rues de Jéricho. « Mais dans les minutes qui ont suivi l'annonce de Donald Trump selon laquelle les États-Unis reconnaissent Jérusalem comme capitale d'Israël, M. Erekat s'est tenu devant les caméras de télévision et a conclu que son rêve de deux décennies était finalement mort. » (, « Trump's decision on Jerusalem shatters the Palestinian old guard », *The Telegraph*, 9 December 2017.)

L'auteur de l'article intitulé « La décision de Trump secoue la vieille garde palestinienne », envisage la possibilité que ladite vieille garde se plie à cette idée, qui deviendrait de plus en plus populaire parmi les jeunes Palestiniens: « Au lieu d'une lutte nationale pour leur propre État, les Palestiniens mèneraient une lutte pour les droits civiques exigeant la

citoyenneté en Israël et des droits de vote complets. » Une solution qui n'enthousiasme évidemment pas les dirigeants israéliens, mais qui est la conséquence inévitable de la politique qu'ils ont eux-mêmes menée. Mais qui n'enthousiasme pas non plus les dirigeants palestiniens, car cela signifierait la remise en cause de tout ce qu'ils ont tenté de construire. Il reste que 57% des Palestiniens pensent que la solution à deux États est impossible à cause de l'expansion des implantations israéliennes sur la rive ouest, et que de plus en plus de personnes pensent que les négociations sont terminées:

« Les manchettes et les experts ont averti que la décision du président Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et d'y déplacer l'ambassade américaine est une catastrophe qui bouleverse des décennies de politique américaine. Que cela va tuer le processus de paix. Sur le terrain, cependant, il ne semble pas que Trump soit en train de rompre avec la politique américaine, mais plutôt de l'authentifier. Et il ne peut pas tuer le processus de paix, puisqu'il est mort depuis longtemps de toute façon. La décision de Trump confirme en fait tout ce que nous, Israéliens et Palestiniens, savons déjà et savons depuis longtemps. » (Mairav Zonszein and Aziz Abu Sarah, « Trump confirms what Israelis and Palestinians already know », *Washington Post*, 8 décembre 2017)

Les Palestiniens vivant à Jérusalem représentent 37% de la population de la ville mais la grande majorité d'entre eux n'ont pas la citoyenneté israélienne et ne peuvent donc pas voter. Ce sont des citoyens de nulle part qui n'ont pas de passeport, pas plus israélien que palestinien. La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël ne fait que légitimer une infraction structurelle sur les droits politiques, civils et humains de plus d'un tiers de la population.

L'idée selon laquelle nous sommes arrivés à un point de non-retour est parfaitement exprimée dans l'article de Dalia Hataqa: « Israël est si étroitement lié à ses colonies et bases militaires là-bas, que maintenant se retirer est considéré par beaucoup comme l'impossible fantasme. » Trump a donné un coup

de pied dans la fourmilière et a déclenché un processus qu'il ne contrôlera pas sans doute pas, qui déclenchera sans doute beaucoup de violence mais qui pourrait bien aboutir à un seul État dans lequel Juifs et Palestiniens auront les mêmes droits.

Trump : Dieu à ses côtés ?

Le site évangéliste d'extrême droite « Charisma News » ne tarit pas d'éloges envers Trump.

La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël est un cadeau fait aux évangélistes, qui sont le pivot de la base sociale de Donald Trump. Ce sont eux, très nombreux dans son administration, qui sont sans doute derrière sa décision de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. Un nombre sans précédent de membres de la droite religieuse occupent des postes dans l'administration US.

Le point de vue des évangélistes ne repose pas sur des arguments politiques mais théologiques. Que l'initiative de Trump puisse produire des réactions violentes n'a, selon Trump et les évangélistes, aucune importance

Il faut prendre les croyances des évangélistes très au sérieux. La question de Jérusalem est pour eux cruciale car selon eux les judéo-chrétiens doivent reprendre le contrôle du Mont du Temple qui est, comme chacun le sait, occupé par une mosquée... Le reconstruction du temple signifierait la « fin des temps » telle qu'elle est décrite dans le Livre des Révélations. La fin des temps est une croyance chrétienne profonde en une prophétie selon laquelle les vivants et les ressuscités seront un jour libérés de la Terre par Dieu, leurs corps transportés dans les cieux, alors que se déversera la colère divine sur les pécheurs.

La déclaration de Jérusalem accomplit un dogme fondamental de l'évangélisme, puisqu'elle est un pas décisif vers la fin des temps: Trump obéit à la volonté de Dieu, et c'est ce pour quoi les

évangélistes prient, même si cela signifie la guerre au Proche-Orient: au terme de la bataille d'Armageddon, Jésus Christ reviendra sur terre et vaincra tous les ennemis de Dieu (y compris, par conséquent, les musulmans).

Pour certains évangéliques, c'est le point culminant de l'Histoire, auquel Trump les conduit, à savoir le jugement dernier. Les Justes seront conduits au ciel, les réprouvés seront condamnés au feu de l'enfer. Pour ces croyants, l'annonce de Jérusalem est l'accomplissement de la prophétie biblique.

Trump n'accomplit pas seulement une promesse de campagne, il accomplit une promesse théologique. Donald Trump est l'instrument de Dieu qui nous rapproche du Jugement dernier, de la Fin du monde. Les évangélistes sont en train de vivre le début de leur récompense et de leur félicité célestes. C'est dire à quel point ils se moquent éperdument que la paix du monde soit menacée, car celle-ci n'a à leurs yeux aucune importance.

Ceux qui ne prennent pas cela au sérieux doivent savoir que c'est ce qui est prêché dans les temples dans tous les États-Unis et que des millions de personnes y croient dur comme fer. Or ces gens-là, qui envisagent sans états d'âme une guerre au Proche-Orient, ont contribué à mettre le président actuel en place et qui lui tiennent la main pour prendre ses décisions.

R.B.

INTERNATIONAL

La “décennie gagnée” pour la déprédation environnementale de gauche en Amérique latine et l’État cubain

Mario Castillo Santana

Membre du projet écologique cubain Guardabosques y du Taller Libertario Alfredo López (La Havane), collectif de la Fédération Anarchiste des Caraïbes et de l’Amérique Centrale.

Publié dans *El Guardabosques (Cuba)* le 18 août 2017

Traduction : Monica Jornet (Groupe Gaston Couté de la Fédération Anarchiste et Gruppo Errico Malatesta - FAI - Napoli)

En 1998, les économistes cubains Pedro Monreal et Julio Carranza se demandaient : Les choses ont-elles changé sous l’effet de la globalisation au point que renoncer à des changements structurels profonds dans les pays sous-développés soit la condition de leur développement ? ... On ne doit pas accepter l’idée en vigueur dans de nombreux pays du Tiers-Monde selon laquelle la seule alternative possible soit l’adoption d’un modèle de croissance fondé sur un développement exportateur des secteurs primaires”.

Vingt ans après la dénommée gauche latino-américaine au gouvernement a fait sienne cette idée et en allant encore plus loin : non seulement elle a construit un formidable dispositif policier-militaire-juridique qui a réussi à blinder cette “seule alternative” imposée par les pouvoirs de l’impérialisme global : elle a développé une pratique et un discours légitimant la vieille activité d’extraction massive et la déprédation de la nature qui a commencé aux temps de la colonisation. Cela permet d’affirmer, en paraphrasant Eduardo Galeano, que les *veines ouvertes de*

l’Amérique latine sont toujours béantes mais la saignée est à présent administrée par les anciens révolutionnaires, lecteurs enthousiastes de l’écrivain uruguayen, dans le but de soutenir une nouvelle puissance impérialiste, la Chine, qui prétend être socialiste.

Depuis 1997, James O Connor, sociologue américain initiateur du marxisme écologique, suggérait aux nouveaux mouvements sociaux : “La lutte va bien au-delà de la démocratisation de l’État, il s’agit de lutter pour la démocratisation des départements de l’État chargés de réguler la fourniture des conditions de production. Sans cette perspective, les ‘nouveaux mouvements sociaux’ resteront au niveau des mouvements anarco-communautaires qui s’auto-détruiront”.

L’immense majorité des mouvements et partis de gauche de ces années-là observèrent à la lettre les mises en garde du docteur O’Connor, ils parvinrent au sommet des hiérarchies bureaucratiques de ces États et ont aujourd’hui pour ennemis ces mouvements ‘anarco-communautaires’ qui ne se sont pas

auto-détruits d’ailleurs mais ont été bien des fois criminalisés et réprimés suivant les ordres de ces anciens camarades qui ont pris leur retraite pour faire la révolution dans les bureaux des États.

Mais ce n’est pas seulement sous l’influence d’académiciens tels que O’Connor que la grande majorité des gauches latino-américaines a pris cette direction. Un facteur plus décisif a été la persistance du vieux mythe de l’Eldorado et de ses dérivés, qui voit nos pays pauvres comme en lévitation sur d’immenses richesses en sous-sol qu’il suffit d’extraire pour les vendre ensuite au plus offrant. La gauche au pouvoir actuellement a ajouté un chapitre à ce mythe : si l’extraction et le traitement sont gérés depuis les “départements de l’État” par les révolutionnaires pour mettre en place des programmes sociaux adressés aux secteurs les plus défavorisés, alors voilà que nous sommes parvenus au socialisme du XXI^e siècle.

C’est sous cette couverture qu’ont été mis en place les fameux programmes Faim zéro au Brésil, PAINS en Uruguay, Programme Familles en Argentine, mais aussi l’Impôt Direct sur les Hydrocarbures en Bolivie, et le cas le plus médiatique et intégral des Missions Bolivariennes au Venezuela. Tous ces programmes ont contribué de façon significative à la réduction de la pauvreté extrême dans notre région et sont fondamentaux pour étayer la perte d’image de gauche de ces gouvernements.

Mais à la base de ces programmes il y a une croissance exponentielle de l'activité d'extraction massive minière et pétrolière pour l'exportation. Ainsi la CEPAL dans un rapport de 2009 indique que les exportations issues des mines et carrières des pays du MERCOSUR élargi (Argentine, Bolivie, Brésil, Chile, Paraguay, Uruguay) sont passées de 20 milliards de dollars en 2004 à 46 en 2007. Le cas de l'Argentine est frappant car, pour un pays sans un passé en terme de production minière, la transformation sous les gouvernements des Kirchner a été très significative. D'après les calculs de la sociologue argentine Maristela Svampa, de 2003 à 2006 les projets miniers ont augmenté de 800% et les investissements cumulatifs de 490% et tout cela sur la base des normes légales élaborées pendant la période sombre que constitua le gouvernement néolibéral de Menem.

Le Brésil sous le gouvernement du PT est aussi en train de devenir une puissance minière. Le *Mineral Yearbook* de l'Amérique latine et du Canada, établi par le Service géologique des Etats-Unis, estimait déjà en 2008 que ce pays doublerait en 2013 la production d'aluminium et triplerait celle du cuivre, en mettant en route de nouvelles mines et unités de traitement. D'après le rapport 2009 de la CEPAL, les exportations provenant de mines et de carrières au Brésil qui dépassaient les 6 milliards de dollars en 2003, sont grimpées à plus de 21 milliards en 2007. De son côté, l'État du Venezuela est en train de rentrer à grands pas également dans la dynamique de l'extraction minière à outrance et peu importe à cet égard qui gouverne le pays car la MUD comme le PSUV proposent exactement la même chose sur ce chapitre comme pour d'autres non moins significatifs.

De son côté, l'État cubain et la société sous sa domination ont déjà parcouru ce chemin inverse avec plus de quatre décennies d'avance par rapport à ces auto-désignés gouvernements progressistes de la région. Prenant les devants de par sa relation privilégiée avec la puissance impériale de l'ancienne URSS, Cuba a aussi connu nombre des statistiques vertigineuses que connaît aujourd'hui la région dans sa comptabilité au chapitre des matières premières à l'exportation, résultat d'un type de relation très similaire à celle qui est en train de se développer aujourd'hui avec la Chine, nouvelle puissance impérialiste. Mais dans le cinéma latino-américain il n'y a pas sans doute pas d'équivalent du film cubain *Polvo Rojo* (1981) du réalisa-

teur et ancien militant communiste Jesús Díaz, un drame historique racontant les aventures personnelles et collectives de la récupération et mise en route de l'usine de nickel de Moa, expropriée aux yankees en 1960.

Une fois passé l'enthousiasme des gigantesques et fragiles plans de mécanisation centralisée de la production massive du sucre, de l'élevage ou de la pêche ; après avoir vu l'essor et la décadence des dévastateurs plans de plantation massive de citriques, les méga-projets pour le riz, les plans nucléaires annulés de Juraguá, etc., les gouvernants cubains redécouvrent à présent, sous l'impulsion contagieuse de leurs acolytes latino-américains, un nouveau scénario pour redonner un élan et élargir l'activité minière du pays qui puisse aller de pair avec les entreprises cubaines couronnées de succès de manipulation génétique des expressions de la vie.

Ces lieux sur la carte de Cuba sont à nouveau mentionnés dans le journal Granma et ne sont nommés que comme faisant partie du territoire disponible pour la déprédation sou-



veraine, socialiste et humaniste de la nature, en tant que simple *ressource naturelle*. Des lieux qui ont été laissés à l'abandon pendant plus de 25 ans : Santa Lucía de Pinar del Rio, Cuerpo 70, Mella, El Hierro, Las Uniones, Juan Manuel, El Cangre, El Júcaro de Bahía Honda, Río del Callejón, Lela, Meseta de San Felipe, Sierra de Cajalbana, etc. Mais la nouvelle offensive minière à grande échelle a désormais un point de départ précis : Castellanos, la nouvelle usine géante de production de plomb et de zinc à l'exportation au nord de Pinar del Rio.

Face à ce nouveau cycle de déprédation, les chances de structurer, coordonner et dynamiser cette *Cuba verte* qui a émergé avec tant de difficulté et de façon si dramatique depuis le sous-sol populaire dans les années 90 sont à présent réduites au minimum. Elle nous avait

permis de survivre au désastre où nous ont conduits les opérateurs du méga appareil étatique cubain, nous donnant la possibilité d'avoir un aperçu en avant-première de que serait une société moderne effondrée, quelque chose qu'oublie trop facilement les inconditionnels enthousiastes en place.

Mais nous ne sommes pas seulement en train de parler des typiques sujets ayant trait à l'environnement.

Nous sommes en train de nous rapporter à l'imaginaire social qui prend place peu à peu à mesure qu'avancent les projets miniers et de la tendance à l'affaiblissement des instances sociales et de la disposition d'esprit collective. On intègre les logiques de l'extraction massive pour l'exportation de nature dévastée comme la voie la plus raisonnable pour parvenir à une prétendue prospérité nationale, au-delà des 10 ans programmés pour une mine comme Castellanos, nous laissant comme résidu non seulement une piscine immense garantie de matériaux stériles (et toxiques) mais aussi des lobbys suffisamment puissants et protégés légalement désormais pour s'imposer sur le reste de la société et sur les victimes.

Ce n'est pas un hasard si depuis 2006 on ne tient pas à Cuba un Forum National de Sciences et de techniques, et que le mouvement d'innovateurs ayant existé jusque une décennie auparavant s'essouffle de plus en plus. Et que ne se tiennent plus ces Congrès de Culture et de Développement, un espace fort d'analyse plurielle et de monitoring sur les chemins de l'interaction entre l'économie et les projets socio-culturels. Le projet de municipalisation des universités, espace potentiel de création de capacités intellectuelles pour la gestion du développement et de ses différentes voies dans les localités et régions du pays, a déjà été enterré (et sans honneurs d'aucune sorte). Pour les plans et échéances des enthousiastes de la mine Castellanos, rien de ce qui été évoqué n'a besoin d'être conservé ou débarrassé de ses origines caudillistes. C'est à nous, qui voulons un monde moins autoritaire, moins consumériste, avec moins de matière stérile (industrielle et humaine) de prendre les choses en charge.

INTERNATIONAL

Indépendance de la Catalogne : OUI - NON

Monica Jornet (Gruppo Errico Malatesta - FAI - Napoli)

Publié dans Canto Libre (Naples) le 12 octobre 2017 et dans

Umanità Nova le 22 octobre 2017.

Mon nom est catalan, je suis de famille basque et catalane (exilée en France pendant le franquisme), de langue maternelle espagnole (castillan), je travaille à Paris et je suis chez moi à Naples. Comme Errico Malatesta, je ne hais pas les patries, je hais les patriotismes. Il existe des nations au sens de communautés culturelles, nous construisons également nos patries à partir de la langue, des lectures, des amitiés, du vécu, du cœur, du hasard. Mes patries n'ont rien à voir avec les frontières, avec une carte d'identité, avec une résidence ou un travail... Ni espagnoliste, ni catalaniste, internationaliste !

DÉCLARATIONS DE CRÉATION D'UN ÉTAT CATALAN

Déclaration de 2017

L'indépendance de la Catalogne a été proclamée ce soir (10 octobre) et immédiatement suspendue... Le *President* de la Communauté Autonome de Catalogne, Carles Puigdemont, comparait au *Parlament* (Parlement autonome catalan) le 10 octobre 2017 à 18:00. On s'attendait à ce que, dans le respect de la loi de référendum catalane (suspendue par le Tribunal Constitutionnel) et au vu des résultats, il proclame la Déclaration Unilatérale d'Indépendance de la Catalogne (DIU). A 19:35 sous un tonnerre d'applaudissements, il déclarait : "Parvenus à ce moment historique, et en tant que président de la Generalitat, j'assume, en présentant les résultats du référendum devant le Parlement et nos concitoyens, le mandat du peuple pour que la Catalogne devienne un État indépendant sous la forme d'une République". Pour ajouter ensuite à la surprise générale : "Et c'est avec la

même solennité que je propose, au nom du *Govern*, que le *Parlament* suspende les effets de la déclaration d'indépendance afin que dans les prochaines heures puisse s'établir un dialogue sans lequel il n'est pas possible de parvenir à une solution négociée".

Ce n'était pas la première déclaration unilatérale de création d'un État catalan, on doit rappeler les dates de 1931 et 1934 mais dans les deux cas on en resta là. La première fois tout fut "résolu" par la cession à la Catalogne de son autonomie et la deuxième fois par la répression. Mais en réalité rien n'avait été résolu puisque la situation est aujourd'hui la même et la même question se pose : Comment répondra le gouvernement espagnol ? Cherchera-t-il à résoudre le conflit en acceptant de négocier comme en 1931 ? Peut-être avec une cession fiscale de 100% au lieu des 50% actuels d'autonomie fiscale (ce "pacte fiscal" serait l'équivalent du Concert Economic en vigueur au Pays Basque et en Catalogne en vertu de leurs anciens *fueros*) ou voudra-t-il imposer la loi par la force publique" comme en 1934, en suspendant l'autonomie de la Catalogne et en jugeant pour rébellion à l'État des Autonomies ? Et le Roi Felipe VI ? Enverra-t-il les chars en tant que Chef des Armées qu'il passe en revue tous les ans lors de la Pascua Militar ? Si le *President* catalan veut, par son discours additionnel après la déclaration, une troisième voie inédite, à savoir négocier pour obtenir l'indépendance de la Catalogne et non pour y renoncer, il me semble qu'il ne réussira pas. S'il veut simplement avoir déclaré l'indépendance pour ne pas faire piètre figure en se déjugant parce qu'il n'est pas en mesure d'affronter les chars de l'État espagnol et la ruine économique provoquée par l'appareil fi-

nancier européen (inconvenient également dû au fait qu'il veut faire partie de ce système capitaliste) mais qu'il a en réalité l'intention d'obtenir le pacte fiscal, il pourrait réussir mais peut-être pas parce que le *Président* espagnol a été clair : il n'y a rien à négocier. Sans compter, bien entendu, que Rajoy prendra certainement mal qu'il veuille négocier après ce qui a été très clairement une déclaration unilatérale d'indépendance.

Déclaration de 1931

Ezquerria Republicana de Catalunya, parti fondé en 1931, pour concourir aux élections municipales en tant que premier parti républicain, laïque, de gauche, réussit à briser l'abstentionnisme anarchiste ouvrier et fut le parti en tête en Catalogne. En conséquence de quoi, Alphonse XIII prit le chemin de l'exil et la Seconde République espagnole fut proclamée le 14 avril 1931. Francesc Macià proclama le jour même la République catalane comme "État membre de la Fédération Ibérique". Trois jours plus tard, il renonçait à l'indépendance en échange de la rédaction d'un projet de Statut d'Autonomie. C'est à ce moment que fut décidée la création d'une institution de gouvernement propre, la Generalitat de Catalunya constituée d'un gouvernement présidé par Macià et d'une assemblée provisoire.

Déclaration de 1934

La révolution des Asturies menée par paysans et ouvriers éclate après la répression au printemps par le gouvernement de droite d'une grève générale appelée par le syndicat socialiste UGT. Le Parti Nationaliste Basque PNV, de droite, catholique et localiste, ne soutint pas la révolution ouvrière de droite,

qui fut étouffée en quelques jours en Biscaye, pays de hauts fourneaux. En Catalogne, à la mort de Francesc Macià en 1933. Lluís Companys (ERC), lui avait succédé à la présidence de la Generalitat. Il y eut un affrontement entre le Gouvernement central de droite (élu en 1934) et la Generalitat de gauche à l'occasion de l'approbation par le Parlement de la Loi de contrats agricoles favorable aux paysans louant des terres. La très conservatrice et nationaliste *Lliga catalana* présenta un recours en défense des propriétaires terriens et la loi fut déclarée inconstitutionnelle. C'est pourquoi la Révolution éclata aussi à Barcelone : Lluís Companys proclama l'État Catalan au sein de la République Fédérale le 6 octobre 1934. La Generalitat fut bombardée le jour même. Companys et tout le gouvernement furent accusés du délit de rébellion et, en juin 1935, condamnés à 35 ans de prison. Le Statut d'autonomie resta suspendu jusqu'à la victoire du front Populaire en 1936, année où Companys retrouva la présidence de la Generalitat.

DE LA LÉGALITÉ À L'ILLÉGALITÉ

Le référendum légal de 1931 en Catalogne

La Constitution de 1931, approuvée le 9 décembre par le Parlement de la II^e République, instaurait un "État intégral" dans lequel "une ou plusieurs provinces limitrophes" pouvaient "s'organiser en région autonome pour construire un noyau politico-administratif au sein de l'État espagnol" (et ce afin de concilier les positions des unionistes et des fédéralistes après l'échec de la I^e République (1873-1874) qui se termina par le coup d'État du général Manuel Pavía et la restauration de la monarchie). Une commission dirigée par ERC se réunit à Núria pour rédiger un statut d'autonomie pour la Catalogne. Le Statut de Núria qui définissait la Catalogne comme un "État autonome au sein de la République Espagnole" fut approuvé en août 1932 par 99% des suffrages lors d'un référendum en Catalogne. Le Parlement l'approuva en septembre malgré une intense campagne contre "le séparatisme catalan" mais après l'élimination dans le texte du droit d'autodétermination ainsi que des articles souverainistes (création d'une citoyenneté catalane, droit d'incorporer de nouveaux territoires, le catalan comme seule langue officielle). La Catalogne devenait dans le texte définitif une "région autonome au sein de l'État Espagnol" avec deux langues officielles. En novembre 1932 eurent lieu les premières élections de la

Communauté Autonome de Catalogne. Le référendum légal de 1979 en Catalogne

La Constitution de 1978 qui instituait la Monarchie parlementaire, après la mort du dictateur fasciste, le général Francisco Franco, en novembre 1975, poussa encore un peu plus loin le processus en créant l'État des Autonomies (toutes les provinces devaient se regrouper en communautés autonomes) mais toujours au sein d'une "patrie commune et indivisible de tous les Espagnols" exigeant à la fois le "droit à l'autonomie des 'nationalités' et régions qui la composent" et "la solidarité entre elles". L'État a la compétence exclusive en matière d'intérêt général ou débordant du territoire de la Communauté Autonome ainsi qu'en matière de législation basique. L'État est autorisé à céder des pouvoirs (compétences) aux Communautés Autonomes le souhaitant mais aucune de façon exclusive, seulement des modalités de déroulement et d'application. Chaque Communauté autonome a ainsi aujourd'hui son propre Gouvernement autonome ou *Govern* en catalan (*La Generalitat*) avec un Président (*President*), des conseillers qui sont l'équivalent des ministres (*consellers*). Le Tribunal Supérieur de Justice dépend du Tribunal Suprême. Le Statut de Sau fut approuvé par référendum en Catalogne le 25 octobre 1979 avec 88,14% des suffrages et par le Parlement espagnol en décembre mais avec des amendements cependant qui sont un pas en arrière par rapport au Statut de Núria : par exemple la création d'un délégué du Gouvernement dans chaque communauté autonome. La compétence d'éducation auparavant exclusive devenait seulement "pleine".

Le référendum légal de 2006 en Catalogne désavoué

Un quart de siècle après, la réalité de l'application des principes constitutionnels de création des communautés autonomes imposa la nécessité pour chaque Communauté autonome de réformer les Statuts d'autonomie. C'est ainsi que le Statut catalan réformé fut approuvé par le *Parlament* en septembre 2005 avec la seule opposition du PP (Parti Populaire, de droite). Il mentionnait "le développement d'un État plurinational" en référence à l'Espagne et déclarait dans son article 1 : "La Catalogne est une nation", un terme réservé exclusivement à l'Espagne dans la Constitution. Après amendement de la Commission Constitutionnelle du Parlement, le préambule du Statut réformé affirma à titre de description (et non de définition) que "le parlement de Catalogne a défini la Catalogne

comme une nation" mais, seuls les articles ayant force de loi, l'article premier ne change pas par rapport au Statut de 1979 "La Catalogne, en tant que nationalité, exerce son gouvernement autonome en se constituant en Communauté Autonome, conformément à la Constitution et à ce Statut". La cession fiscale passait à 50%. Le Parlement approuva le Statut réformé le 31 mars 2006 avec les voix contre du PP ainsi que de EA et ERC qui refusaient les amendements). Néanmoins, l'art. 3 proclamait "La Generalitat est État" ; l'art. 5 le gouvernement autonome de la Catalogne est basé sur des droits historiques du peuple catalan ; l'art. 6, sur les langues officielles, "le droit et le devoir de les connaître" (tandis qu'auparavant ce devoir ne concernait que le castillan). L'art. 8 enfin introduisait le terme "nationaux" : "La Catalogne, définie comme nationalité dans l'article 1, a pour symboles nationaux son drapeau, sa fête et son hymne". C'est pourquoi le PP présenta un recours devant le Tribunal Constitutionnel. Lors du référendum de juin 2006 en Catalogne, le Oui l'emporta avec 73,9% des suffrages (20,76% de Non).

Consultations illégales en Catalogne dans diverses villes depuis 2007

La longue attente de la sentence du Tribunal Constitutionnel accompagnée de vifs débats favorisa l'essor du nationalisme. Nous en citerons quelques exemples. En mars 2007, ERC proposa un référendum d'autodétermination pour le 27 mai, jour des élections municipales. Il voulait ainsi de la sorte démontrer que sa participation à un gouvernement non nationaliste (celui du socialiste ...) n'entamait pas son "catalanisme" et ne pas perdre les électeurs nationalistes au profit de CIU, le parti nationaliste démocrate chrétien désireux de revenir au pouvoir car il se retrouvait pour la première fois dans l'opposition. Le 3 septembre 2007 le maire de la petite localité de Arenys de Munt (8000 habitants) organisa une consultation sur l'indépendance qui l'emporta avec 96% des suffrages. Une consultation similaire eut lieu le 13 décembre 2009 dans 161 municipalités dont une capitale de province (Girona), toujours organisée par des associations et non des partis et sans accès aux registres électoraux. Toutes ces consultations n'ayant pas force de loi permettaient un vote sentimental et donnaient un avertissement au Tribunal Constitutionnel. Lors d'une consultation à Barcelone le 10 avril 2011, 257 645 citoyens votèrent pour ou contre l'indépendance (participation de 21%) et le oui l'emporta avec 91% des suffrages.

CONSULTATION ILLÉGALE DE 2014 ET RÉFÉRENDUM ILLÉGALE DE 2017

Le 9 novembre 2014, le Gouvernement catalan présidé par Artur Mas posait en catalan et en castillan, deux questions pour une “Consultation sur l’avenir politique de la Catalogne” :

“Voulez-vous que la Catalogne soit un État?” et “Si la réponse est affirmative, voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant?” (Avec deux réponses possibles : oui ou non pour qui répondait Oui à la première question sur la partie gauche du bulletin).

Le 1 octobre 2017 le Gouvernement catalan présidé par Carles Puigdemont posait une question en catalan, castillan et aranais (langue occitane parlée dans le Val d’Aran, à la frontière de la France et de l’Aragon, protégée par le Statut d’Autonomie de la Catalogne depuis 1979 et déclarée officielle en Catalogne en 2006) pour un Référendum d’autodétermination de la Catalogne (convocqué en juin) : “Voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant sous la forme d’une république ?” (Avec deux réponses possibles: Oui ou Non).

En 2014, lors de cette consultation (qui par définition ne faisait pas force de loi contrairement à un référendum) tous les catalans de plus de 16 ans ayant leur résidence en Catalogne, y compris les résidents à l’étranger et les migrants ayant leur permis de séjour étaient appelés à voter. En 2017, la Loi de référendum approuvée par le Parlement catalan (avec la volonté de faire force de loi) est plus restrictive puisqu’elle appelait à voter tous les catalans ayant le droit de vote ce qui exclut donc les migrants et les mineurs. En 2014, la participation des municipalités fut très élevée, 942 sur 947 communes catalanes y participèrent. En 2017, seuls 720 communes, 74% de l’ensemble des municipalités. En 2014, la participation a été de 2 344 828 personnes. 90% de votes OUI-OUI, 10,02% de OUI-NON et 4,49% de NON. La participation en 2017 a été de 2 262 424 personnes, soit un hypothétique 37,8% des inscrits sur les listes électorales. Le OUI à l’indépendance obtient 90% des voix (2 020 144), le NON 7% (176 666), 0,89% de votes nuls et 2% de blancs. L’ex président de la Generalitat, Artur Mas avait insisté sur l’importance cruciale d’une participation plus élevée en 2017 qu’en 2014, cela n’a pas été le cas. Il est également vrai qu’à cause de la fermeture de certains collèges électoraux par les forces de l’ordre, près de 670 000 inscrits n’auraient pas pu voter mais aucune certitude à ce sujet car les gens pouvaient voter quasiment sans aucun

contrôle et même plusieurs fois. De fait, d’après la Generalitat elle-même, 96% des bureaux étaient ouverts. La difficulté d’interprétation des résultats de 2017 vient aussi de ce qu’il n’y avait pas la garantie des registres électoraux mais on peut au moins en conclure que se sont mobilisés massivement dans les deux cas ceux qui voulaient l’indépendance, notamment en 2017 pour un référendum ayant force de loi pour le Gouvernement catalan même s’il se tenait dans l’illégalité pour le Gouvernement espagnol.

On peut observer que la double formulation de 2014 permettait l’expression aussi bien de ceux qui voulaient un statut autre que l’indépendance pour le nouvel État catalan par rapport à l’Espagne (par exemple un État Libre Associé comme Porto Rico para rapport aux États-Unis ou un État fédéraliste, etc.) que de ceux qui voulait directement l’indépendance de la Catalogne. En 2017, en revanche, aucun autre choix n’est proposé que de répondre directement à la question de l’indépendance. Ce référendum de 2017 va également plus loin que la consultation de 2014 puisqu’il propose un changement de régime de la monarchie à la république en cas d’indépendance.

Mais voulons-nous aller encore plus loin ? En 2014, la partie droite du bulletin électoral ne comprenait pas de case pour répondre à la deuxième question, donc on ne pouvait que répondre OUI-OUI ou OUI-NON ou bien un simple NON. Cependant les anarchistes firent campagne pour la voie révolutionnaire du NON-OUI. NON à un nouvel État, OUI à un pays d’Assemblées confédérées. Voir le bulletin de vote alternatif diffusé par les anarchistes en 2014. La réponse des anarchistes à la question posée au référendum de 2017 fut la même.: nous voulons l’indépendance mais pour un pays d’Assemblées populaires confédérées.

ILLÉGALE LÉGALITÉ CATALANE

En juin 2010, le Tribunal Constitutionnel rendit son verdict d’inconstitutionnalité de 14 articles du Statut catalan concernant notamment la “nation” catalane, la préférence et l’obligation de la langue catalane, le pouvoir judiciaire catalan, une nouvelle relation de caractère “bilatéral” Generalitat- Gouvernement central. Les Catalans n’acceptèrent pas que l’on puisse invalider un Statut approuvé par le Parlement puis par référendum en Catalogne, en toute légalité. N’affirme-t-on pas —dans la farce démocratique du moins— que là réside la souveraineté du peuple ? LE CEO dans son baromètre du mois d’octobre indiqua que l’indépendantisme avait atteint le record de 25% d’opinions favorables. En

conséquence, le parti démocrate chrétien CiU retrouva la présidence de la Generalitat lors des élections autonomiques de 2010. Le *President* Artur Mas (CiU) promit alors un référendum de sécession à long terme et le pacte fiscal à court terme. Le *Parlament* proclama en mars 2011 un droit non négociable à l’autodétermination avec l’opposition du PSC et du PP et les votes pour de ERC, ICV, CIU : le front nationaliste s’était reformé. Le parti de gouvernement CDC (dans la coalition CiU) fixa lors de son congrès de mars 2012 l’objectif pour la Catalogne d’avoir son “propre État”. Toujours ce mot État qui revient. Le 11 septembre, jour de la Diada, fête de la communauté autonome, le traditionnel défilé nationaliste festif se mua en une immense marche pour l’indépendance. Le 17 septembre la commune de Vic approuva une motion présentée par Esquerra Republicana (ERC), Candidatura d’Unitat Popular (CUP), Iniciativa-Esquerra Unida, et Solidaritat (SI), et se déclara “territoire catalan libre et souverain” avec le soutien de conseillers municipaux de CiU. Le *president* Artur Mas annonça le 25 septembre au *Parlament* des élections anticipées au 25 novembre 2012 et lança le défi inouï de proposer au cours de son mandat la convocation d’une consultation pour que les Catalans décident s’ils veulent constituer leur “propre État” au sein de l’Union Européenne : “Si on peut le faire par référendum parce que le Gouvernement l’autorise, tant mieux, autrement on le fait quand même”. Et le 27, le *Parlament* approuva la proposition de CiU et ERC d’une consultation sur l’autodétermination à organiser “en priorité” pendant la législature à venir avec les voix de CiU, ICV, ERC et Solidaritat, l’abstention du PSC, et les voix contre des partis de droite espagnole, PP e Ciutadans (C’S). Artur Mas renouvela son mandat de président dans un gouvernement de coalition CiU - ERC dont le référendum d’autodétermination au plus tard en 2014 était la condition. La CUP, indépendantiste et anticapitaliste, obtint pour la première fois une représentation au *Parlament*. Le 23 janvier 2013 le parlement approuva que la Catalogne était “sujet politique et souverain” (alors que la souveraineté réside dans le peuple espagnol, pour CiU, ERC, ICV, CUP, contre PSC, PP et C’S). 5 PSC préférèrent s’absenter. En février 2013, 14 députés socialistes catalans au Parlement désobéirent pour la première fois à la consigne de leur parti PSC et approuvèrent la motion de CiU (et celle de ICV) demandant au Gouvernement de négocier avec la Generalitat une consultation populaire d’autodétermination. La Loi catalane de consultations populaires, à l’initiative du Govern en 2013, approuvée par le *Parlament*, fut déclarée inconstitutionnelle après le recours du *Président* Zapatero. Et nous arrivons à la

consultation de 2014... Puis il y eut des élections autonomiques en septembre 2015 que le *Govern* annonça comme devant être plébiscitaires pour l'indépendance par un vote massif pour la coalition nationaliste Junts pel Sí (PDeCAT héritier de CiU, ERC et indépendants) qui forme avec la CUP une coalition pour gouverner en obtenant une majorité de sièges (72) mais les nationalistes perdent le plébiscite (47,7% des suffrages. Carles Puigdemont est investi *President* avec Oriol Junqueras de ERC comme vice-Président. LA CUP est un parti anticapitaliste qui aspire à l'indépendance des *Països Catalans* (un sujet qui serait à creuser car les zones catalanophones (catalan ou dialecte du catalan, Aragon, Baléares, Val d'Aran, mais aussi Valence qui défend que le valencien est une langue dénoncent un impérialisme territorial. De plus être nationaliste et de gauche me semble contradictoire et j'en veux pour preuve les tensions internes quand il s'agit de voter le budget au *Parlament*...



LÉGITIMITÉ ET IL-LÉGITIMITÉ DU CATALANISME

Un parcours historique à prendre avec des pincettes

Le Préambule du Statut réformé de 2006 parlait de droits historiques : “Depuis 1714, il y a eu plusieurs tentatives de récupération de nos institutions de gouvernement. Des jalons de cet itinéraire historique sont, en autres, la Mancomunidad de 1914, le rétablissement de la Generalitat, le Statut de 1932 et celui de 1979.

Dans la Guerre de Succession Espagnole (suite à la mort sans descendance en 1700 du roi Carlos II de Austria, branche espagnole des Habsbourg), toute la Couronne d'Aragon prit parti pour le candidat de l'Alliance de La Haye constituée en Europe pour chasser du trône hispanique, à l'époque le plus grand empire du monde, Philippe d'Anjou (Felipe V de Borbón, premier Bourbon à régner en Espagne donc), petit-fils de Louis XIV, car les Bourbons étaient beaucoup plus centralistes que les Habsbourg. Après la signature du traité d'Utrecht, elle resta seule face à l'armée franco-castillane. Barcelone se rendit aux troupes de Felipe V le 11 septembre 1714 après un long siège (symbole de résistance, la date est devenue la Diada, fête de la Catalogne) et les Décrets de Nueva Planta supprimèrent le Gouvernement, les institutions et les administrations de la Couronne d'Aragon ainsi que ses privilèges, les royaumes d'Aragon et de Valence en 1714, de Mallorca en 1715 et la principauté de Catalogne en 1716. Tous catalanophones. Le bilan pour la Cata-

logne fut la perte de sa relative souveraineté ainsi que l'usage du catalan. En revanche la Navarre et les provinces basques qui étaient restées fidèles à Felipe V conservèrent leurs privilèges (fueros) reconnus aujourd'hui par la Constitution sous forme d'autonomie fiscale complète... C'était sous Felipe V et aujourd'hui c'est Felipe VI, donc de droite comme de gauche on trouve difficilement des Catalans soutenant la monarchie. Je partage cependant le sentiment antimonarchique des Catalans mais pour d'autres raisons, presque toutes exprimées par Bakounine, alors je vais le citer dans “État et Anarchisme” : “Que l'État porte le nom de monarchie ou de république, le crime sera toujours nécessaire pour conserver le pouvoir et pour triompher.” “Ca ne nous intéresse pas beaucoup que l'autorité se nomme Eglise, monarchie, république bourgeoise ou dictature révolutionnaire.” Mais tout ne se vaut pas car Bakounine pense que certains régimes sont moins oppresseurs et la participation du peuple plus élevée: “Que personne ne croie qu'en critiquant les gouvernements démocratiques, nous exprimons une préférence pour la monarchie. Nous sommes fermement convaincus que la plus imparfaite des républiques vaut mieux que la plus éclairée des monarchies”.

Un nationalisme progressiste à examiner à la loupe

C'est seulement parce que la République espagnole de 1931 a concédé des Statuts d'autonomie qu'un parti aussi conservateur que le PNV (Parti Nationaliste Basque... Oui, faut dire que la lettre V n'existe pas en basque, le C non plus d'ailleurs... En tout

cas si vous écrivez PNB, c'est le Produit National Brut), fondé en 1895 avec la devise “Dieu et anciennes lois”, par le raciste xénophobe Sabino Arana, de famille carliste, qui préférait un basque ne parlant pas le basque à un non basque de culture basque, ait été républicain et pas monarchiste. Quant à la Lliga catalanista, le parti catalan le plus important jusqu'en 1923, conservateur, catholique et bourgeois, son projet de loi pour créer une entité administrative intégrée par les quatre provinces catalanes s'appela Mancomunidad, fut adopté en 1914. La Mancomunidad favorisa la culture catalane ainsi que les infrastructures et les routes. L'objectif était un gouvernement propre à la Catalogne pour mieux faire des affaires au bénéfice seul de la bourgeoisie catalane mais elle alla loin en soutenant le coup d'État de Miguel Primo de Rivera, (ce dictateur est tout simplement le père de José Antonio, idéologue du fascisme espagnol et fondateur de la Falange en 1933, idole franquiste fusillée au début de la guerre civile) en échange d'une politique protectionniste pour la Catalogne (dont il était le capitaine général) et de la répression de la CNT dont le succès allait croissant. Pas de chance, Primo de Rivera interdit le catalan en public et dissout la Mancomunidad en 1925 avec l'entrée en vigueur du Statut Provincial pour toute l'Espagne. cela signifia la fin de la Lliga qui, après la chute de la dictature en 1930, fut détrônée par un nouveau catalanisme Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) de gauche républicaine.

Et c'est seulement le centralisme de la droite républicaine espagnole, qui était unionniste, qui explique les alliances tactiques du nationalisme catalan et basque avec la gauche

alors qu'elle était fédéraliste. Mais certainement pas avec les anarchistes qui étaient internationalistes. De fait la CNT ne soutint pas la proclamation de la République catalane. Autrement dit, je suis en train de vous donner une grande nouvelle : le nationalisme n'est pas progressiste ! Mais cette alliance perdit car le général Franco, en instaurant sa dictature fasciste après avoir remporté la Guerre Civile (1936-1939) suspendit les Statuts d'Autonomie obtenus par la Catalogne, le Pays Basque et la Galice sous la II^e République. De sorte qu'aujourd'hui, rien d'étonnant à ce que tous les partis nationalistes soient aussi républicains. Quand Franco interdit les langues régionales au profit du castillan, son nationalisme espagnoliste exclusif alimenta le nationalisme régionaliste. Nationalistes, main dans la main avec socialistes et communistes luttèrent ensemble dans la clandestinité et l'exil contre le franquisme et connurent les mêmes prisons. C'est pourquoi être nationaliste et agiter l'ikurriña (drapeau basque) ou la senyera (drapeau catalan) apparaît toujours comme progressiste tandis qu'être espagnoliste (nationaliste espagnol) et agiter le drapeau de l'Espagne (qui n'est plus rouge et or avec l'aigle de Saint-Jean comme sous Franco mais rouge et or quand même et avec l'écusson des Bourbons, sans compter que les Bourbons sont revenus parce que le dictateur a désigné en 1969 pour lui succéder Juan Carlos, le petit-fils d'Alfonso XIII et non son fils Juan dans la ligne de succession. Ah bon, vous y croyez vous qu'il a permis la restauration de la démocratie ? Il a permis la restauration de la monarchie, seul fait avéré) veut encore dire être un facho de centraliste comme Franco. Le drapeau de la république, pour mémoire, a la troisième bande violette.

Le nationalisme catalan au pouvoir en Catalogne a toujours été de droite, l'hégémonie de CiU à la Generalitat depuis 1980 n'a été interrompue que par le Tripartito, un front de gauche de gauche ERC, ICV, PSC avec présidence socialiste (PSC) en 2006-2010. CiU, cette plateforme démocrate chrétienne créée en 2001 (Unió Democràtica de Catalunya, 1931, et Convergència Democràtica De Catalunya, 1976) a occupé la présidence de la Generalitat depuis les premières élections autonomiques de 1980 : il avait l'appui de ERC mais aussi celui d'un parti centriste aujourd'hui disparu, UCD d'Adolfo Suárez, président du Gouvernement qui conduisit la soi-disante Transition démocratique mais on le dit rarement, ancien secrétaire général du Mouvement en 1975, parti unique de Franco et ancien directeur de la télévision TVE entre 1969 et 1973. CiU eu la majorité absolue en 1984, 1988 y 1992. En 1995 et 1999 il gouverna avec les voix des parlementaires autonomiques du PP, en 2003 en coalition avec

ERC et IU même si le PSC était arrivé en tête. Petits jeux politiques de majorités parlementaires. Notons que la majorité absolue prolongée favorisa la corruption, le scandale le plus retentissant étant la commission de 3^e sur les chantiers publics. Notons également que cela ne l'a pas dérangé tant que ça de gouverner avec le soutien du PP qu'il se plaît tant à critiquer et que ce PP (Partido Popular)

Mossos d'Esquadra (police autonome) d'empêcher le vote mais ils n'ont pas bougé arguant du fait qu'ils avaient quand même fermé 225 bureaux de vote mais sans user de violence contre des citoyens qui désobéissaient pacifiquement. Police d'État répressive versus police autonome catalane non répressive, super ! Sauf que il est également bon de se souvenir avec quelle violence ces mêmes



n'est autre que la refondation, en 1989, de AP (Alianza Popular, fondée en 1976 par des ex franquistes) mais il est également vrai qu'ils sont tous deux de droite et dans l'internationale démocrate chrétienne. Et le nationalisme n'est pas seulement toujours de droite, il est aussi toujours l'allié de l'Église (celle-là même dont les évêques émirent une lettre de soutien à Franco au début de la Guerre Civile). Lors du référendum du 1 octobre 2017, 400 curés signèrent un manifeste appelant à voter. Le jour du vote, paroisses et églises catholiques ont participé à la résistance contre l'intervention de la police pour empêcher le vote en cachant des urnes dans les églises ou en organisant des bureaux de vote ou encore en bloquant le passage ou en transmettant des informations sur les nouveaux lieux de vote.

LES JOURNÉES D' OCTOBRE 2017

La journée électorale du 1^o octobre

A 8h30 du matin la Police Nationale et la Garde Civile commencèrent à évacuer les bureaux de vote à peine ouverts en fermant 319 des 2316 prévus. Ils employèrent la force pour forcer les chaînes humaines provoquant de nombreux blessés, quelques 800, et contusionnés dont deux hospitalisés. Une semaine auparavant le Tribunal Supérieur de Justice de Catalogne avait donné l'ordre aux

Mossos d'Esquadra ont chargé les Indignés pour les déloger de la Place de Catalogne, eux aussi pacifique, en 2011? causant 33 blessés et arrêtant 20 personnes. Alors ne la jouons pas gentilles forces de l'ordre catalanes contre méchantes forces de l'ordre du pouvoir central. La très modérée Association Professionnelle Indépendante de Procureurs a accusé les Mossos de mettre en péril l'État de droit. En fait ils se sont surtout comportés comme une police politique !

Prises de position le 2 octobre

Le lendemain, le 2 octobre le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, du PP, a convoqué ses deux associés du front commun contre le "souverainisme", le socialiste Pedro Sanchez, secrétaire général du du PSOE et le conservateur Albert Rivera, président de Ciudadanos.

Un front soit dit en passant aussi divers politiquement que le front nationaliste ce qui, à mon sens, est tout à fait révélateur de la place prioritaire prise par le nationalisme qu'il soit espagnol ou catalan dans la vie politique espagnole (et la vie politique catalane ne s'en démarque pas plus) et c'est bien dommage pour les partis de gauche... Idem au *Parlament*, les quatre groupes d'opposition au *Govern* (Ciudadanos, PSC, Catalunya Sí que es Pot -Podemos- et PP) ont des propositions différentes. El PSC veut réformer la Constitution, Ciudadanos ne veut rien changer, Catalunya sí que es Pot veut négocier un référendum légal d'autodétermination quitte ensuite pour beaucoup à voter contre, il y a

des dissensions mais la tendance est au fédéralisme. IU (coordination fondée en 1986, regroupe le PCE, les écologistes et des socialistes dissidents, c'est pourquoi les Espagnols l'appellent la pastèque) est fédéraliste républicain et déclara qu'il ne participerait pas à ce référendum qui ne résolvait pas le problème et ne présentait pas de garanties suffisantes.

Rivera demanda le 2 octobre à Rajoy l'application de l'article 155 de la Constitution, ce qui signifie la suspension de l'autonomie de la Catalogne, avec pour but de convoquer des élections autonomiques, critiquant l'immobilisme du Gouvernement et la volonté de dialogue du PSOE avec qui avait l'intention de déclarer unilatéralement l'indépendance. Sanchez était tout aussi opposé à la DIU mais exprima aussi son désaccord avec l'usage de la force et se montra réticent à l'application du 155 préférant des alternatives légales telles que l'action du tribunal Constitutionnel. Il demanda pour sa part "l'ouverture de négociations entre le Gouvernement central et le Govern de la Generalitat". A la différence de la stratégie de Ciudadanos d'anticiper les mouvements du Govern, Mariano Rajoy choisit la stratégie réactive, c'est-à-dire réagir en appliquant la loi après qu'il y ait eu délit. Quant au *president* catalan, Puigdemont, il demanda au Gouvernement une médiation (dans l'espoir d'obtenir celle de l'Europe) pour "mettre un terme à la violence policière et créer un climat détendu". Mais pour Rajoy, Puigdemont n'est pas légitime pour négocier après s'être situé lui-même dans l'illégalité. Il renvoya la DIU de quelques jours par rapport aux deux jours prévus par la loi catalane de référendum afin d'augmenter la pression sur le Gouvernement de Rajoy. Mais le message du Parlement européen le jour-même est sans ambiguïté : "Le vote d'hier en Catalogne n'est pas légal". "Et si un référendum est organisé conformément à la Constitution, le territoire abandonnant un État membre se retrouverait en dehors de l'Union européenne". La Commission estime que les temps sont à l'unité et à la stabilité et non à la disunion et la fragmentation". Pas même une phrase de l'Europe pour condamner la violence institutionnelle.

Mais quelle violence ? dirait le ministre espagnol des Affaires Étrangères, Alfonso Dastis : "La question de la violence dite excessive... nous ne nierons pas qu'elle a été présente dans les images. Mais nous pensons que ce n'était pas une violence déclenchée par la police sauf quand sa mission a été entravée. Elle ne voulait qu'exécuter les ordres des tribunaux. Nous regrettons cette violence mais également l'usage politique qu'on veut en faire". Bref, tout "pour la loi et avec la loi", paroles de Rajoy, ce qui promet y compris les chars...

Grève générale et "suspension de pays" le 3 octobre

Le surlendemain, le 3 octobre, était déjà prévu une grève générale en Catalogne appelée par les syndicats libertaires CGT, Intersindical Alternativa de Catalunya (IAC), Intersindical CSC y COS, syndicats clés dans les secteurs des transports et de l'éducation. Les syndicats socialiste UGT et communiste CCOO ne s'y associaient pas et ne firent le 2 octobre qu'un appel à protester contre les violences policières du 1^{er} octobre mais pas à la grève générale afin, selon eux, de ne pas soutenir de quelque façon que ce soit la DIU. Par contre la plateforme *Table pour la démocratie* constituée par ces deux syndicats majoritaires CCOO et UGT et d'associations indépendantistes politiquement transversales, dont la plus importante, Assemblée Nationale Catalane ANC, appelèrent pour le même jour, le 3 octobre "une suspension du pays" pour répondre "aux violences exercées par les forces de l'ordre de l'État" par un arrêt des activités en Catalogne. Observons déjà d'un oeil critique anarchiste le texte de l'appel : "Personne ne viendra à bout des institutions catalanes et des libertés nationale". Et justement, l'appel à la suspension du pays a été suivie et soutenue par le *President* et son *Govern*, le *Parlament*, les institutions culturelles et sportives, etc. Et les deux syndicats lancèrent un appel "aux partis et au Gouvernement" pour "canaliser la situation" de la Catalogne vers "un scénario de dialogue" "par la voie de la négociation politique et institutionnelle pour redresser le conflit "entre Gouvernement et Govern.

Merde, c'était même pas la peine d'adhérer à un syndicat ni de faire de l'opposition politique, il suffisait de chanter tous ensemble l'hymne catalan des *Segadors* et tous nos problèmes d'exploitation et autres étaient résolus comme par miracle ! Désormais nous le savons grâce aux nationalistes ! Le nationalisme a cette formidable capacité de susciter des enthousiasmes trompeurs au nom d'une unité patriotique qui résoudra les problèmes de n'importe quel patriote. Le catalanisme a réussi à effacer la lutte des classes en faveur d'une collaboration de classe pour un nouvel État catalan comme si tout se résumait à "estelada" (drapeau catalan, étoilé pour les indépendantistes) contre "rojiguada" (drapeau rouge et or espagnol). leurs guerres, nos exploités, nos morts et nos blessés : aujourd'hui la guerre c'est nationalisme catalan contre nationalisme espagnol. Pas de une guerre de libération, une guerre pour le pouvoir. Toujours au bénéfice du capital. Inutile de dire que ce n'est pas là la société sans classe, libre et égalitaire mais bien une arnaque. Ce n'est pas là l'autodétermination qui justement ne se délègue pas mais bien une question qui piège et

qui exclut. Ce n'est pas ça le droit de décider de nos vies. Nous voulons décider, tou-te-s et sur tout cependant, et certainement pas de la création d'un nouvel État. L'autodétermination ça veut dire que nous ne délèguons pas l'autodétermination aux partis. Che nous n'avons aucune confiance dans les syndicats réformistes qui ne cherchent qu'à pactiser avec le pouvoir du moment (institutions et patrons) et même désormais au point d'applaudir les institutions et de remettre en question la grève pour aller bras dessus bras dessous avec les patrons faire de la "suspension sans perte de salaire". Il ne vous vient aucun doute quand vous voyez des cadres de banques en costume cravate sur les ramblas de Barcelone répéter en chœur les mots d'ordre de l'anti-capitaliste et indépendantiste CUP : "Les rues seront toujours à nous !" ? Nous qui ? Certainement pas nous les opprimés, certainement pas nous tous. Nous "catalans", c'est-à-dire nous parlant catalan, qui faisons partie de l'élite depuis des siècles, nous nationalistes dont les ancêtres fondèrent la *Lliga regionalista* et étaient les oppresseurs... pas nous les "charnegos" comme étaient appelés les ouvriers venus de Murcia et les travailleurs agricoles venus d'Andalousie.

Les anarchistes catalans ont fait grève le 3 octobre 2017. Pour l'autodétermination de la Catalogne et des travailleurs, deux revendications en une. Des piquets de grève de la CNT, environ 2000 personnes ont encerclé le siège du PP catalan avec la banderole : "Coupables du Jobs Act, de la militarisation de la ville et de la misère des travailleurs". Un communiqué a été lu sur le refus des réformes du travail et la perte incessante de droits pour la classe ouvrière et sur l'inquiétude soulevée par les actions des différents corps répressifs de l'État". Après la grève du 3-O, la CNT lance un appel pour étendre la lutte sociale afin d'abattre ce modèle politique et économique. On ne peut que partager très largement la déclaration des "Secretariats Permanents del Comitè Regional de Catalunya i Balears y del Comitè Confederal": "Nous ne luttons pas pour changer de drapeau mais bien pour un Changement Social avec majuscules qui nous permettre de reprendre les rênes de notre vie et tout ce qu'ils sont en train de nous arracher." "Contre tout État. Pour la liberté. Pour la révolution sociale!

Écrit et traduit par Monica Jornet

Monica Jornet (Gruppo Errico Malatesta - FAI - Napoli). Publié dans *Canto Libre* (Naples) le 12 octobre 2017 et dans *Umànità Nova* le 22 octobre 2017.

Ajout pour *Le Monde Libertaire* : "Légitimité et illégitimité du catalanisme"

NON UNA DI MENO

Pas une de moins Un an avant. De Rome à Bologne “l’heure a sonné, il faut lutter”*

Monica Jornet (Non Una di Meno Napoli
Groupe Errico Malatesta - FAI - Napoli)
*Article paru dans Umanità Nova
du 5 mars 2017 “Spécial 8 mars”*

Dans les assemblées de Non Una di Meno [équivalent italien de Ni Una Menos] vers les 26 et 27 novembre 2016 à Rome, on a immédiatement pensé au lendemain du 25 novembre. La Journée Internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ne devait pas être une ligne d'arrivée mais bien notre point de départ. La renaissance du féminisme a été vécue avec enthousiasme durant ce parcours puis a trouvé sa confirmation dans l'immense succès de la manifestation nationale du 26 novembre* : une “marée” de femmes dont les voix se sont fait entendre malgré la censure des médias.

Des milliers de femmes sont descendues dans la rue et ont défilé avec fierté à travers Rome pour revendiquer l'autonomisation, des centaines d'entre elles ont participé aux tables thématiques de travail du 27 visant à établir un Plan Féministe contre la violence masculine. Pour beaucoup il s'agissait de leur première manifestation féministe : être ensemble parce que femmes car discriminées en tant que femmes. Dans le cortège, chemin faisant, nous nous sommes confiées les unes aux autres: parcours douloureux, harcèlement sexuel et discriminations au travail, dépendance et contrôle à la maison, sexisme, stalking, chantage, tant de fatigue, tant de

résignation forcée, tant de frustrations, tant de violences.

Drapeaux et slogans institutionnels, politiques et syndicaux avaient été bannis, par conséquent les banderoles diffusaient les mots d'ordre décidés dans les assemblées locales de Non Una di meno. Unies au-delà de toute différence idéologique ou de classe sociale, nous nous écoutions, nous nous parlions, nous nous donnions des conseils. Partage de rage et de rêves et, dans le même temps, une explosion de joie, de libération de la parole, de sororité.

Les initiatives citoyennes se sont multipliées. Dans le quartier populaire de la Sanità, à Naples, j'ai participé le 28 novembre à une lecture publique devant une boutique : les commerçants avaient apposé sur leur vitrine une affichette en souvenir des femmes victimes de féminicide pendant l'année en cours. Chaque participant au flashmob contre le féminicide lisait à haute voix en pleine rue le nom d'une femme tuée, avec la date et les circonstances de son assassinat par un homme.

Les assemblées de la coordination Non Una di Meno ont préparé la seconde étape, c'est-à-dire les journées des 4 et 5 février à

Bologne en vue de la grève Internationale des Femmes. Les tables thématiques de travail qui s'étaient constituées à Rome ont poursuivi leurs travaux via mailing list, pour synthétiser le travail déjà accompli et faire d'autres propositions mais aussi pour définir les revendications et les diverses modalités d'action à proposer à Bologne pour le 8 mars. A Naples, nous nous sommes préparées pour cette seconde étape en tenant de nombreuses assemblées.

Je ne crois pas pouvoir ajouter, dans les pages d'Umanità Nova, une contribution utile sur le plan de l'information au compte-rendu fait par Non Una di Meno pour la table Travail et Protection sociale à laquelle j'ai participé à Bologne. Cela n'apporterait pas grand chose de plus non plus d'appuyer le compte-rendu de notre compagne de la FAI présente à Bologne pour dire que je partage et que je suis tout à fait d'accord. Je partagerai donc avec vous mes pensées critiques tandis que j'écoutais les interventions, sans pour autant diminuer en rien la portée historique de l'assemblée des 4 et 5 février à Bologne, en formant le vœu que ce soit que le premier pas vers l'autonomisation des femmes. Je signe 8 fois pour le 8 mars, de toute évidence la priorité est au succès de la grève des femmes, faire sentir notre volonté commune et immense de refuser d'être les victimes du système patriarcal capitaliste.

Nous ne devons pas souligner nos différences, disais-je, mais il ne s'agit pas non plus de les taire. L'urgence de l'ordre du jour à Bologne était de définir 8 points pour le 8 mars. Le revenu d'autonomisation en ferait certainement partie, il avait d'abord été une



proposition puis un slogan pour devenir finalement un mot d'ordre. Cependant la méthode ne m'a pas plu. Il y avait des participantes à l'assemblée contre ce revenu d'autonomisation et elles n'ont pas pu s'exprimer complètement et librement au motif qu'elles étaient minoritaires... Il est clair qu'il fallait aller de l'avant : même dans les communautés de l'Aragon en 36-39, qui réalisèrent le "rêve égalitaire", si quelqu'un n'était pas d'accord et la décision était vitale pour la communauté, on l'adoptait quand même : après un débat cependant. Nous, anarchistes, ne défendons pas la majorité mais le commun accord.

Je me rends compte également que deux générations s'opposent : l'une qui, même exploitée, au chômage, endettée, croulant sous les charges, rôles et responsabilités de famille, est intégrée dans le monde du travail et, l'autre, au contraire, qui s'est retrouvée dehors. D'un côté, je comprends les femmes de ma génération (et d'autant plus à Naples où "joindre les deux bouts" est la préoccupation numéro un, où les enfants sont contraints de changer de ville ou de pays après de longues études pour démarrer leur vie indépendante) : elles ne parviennent pas à comprendre que l'on demande un revenu d'autonomisation pour les femmes, il faut absolument demander du travail. De l'autre, je comprends aussi les femmes de vingt ou trente ans qui demandent ce revenu et disent ne pas avoir cette aspiration maximale de travailler qui était la nôtre (elles ne l'ont parfois pas même un minimum) et qui cherchent souvent un mode de production et de consommation alternative. Elles rentrent tard sur le marché du travail, sans espoir de

bénéficier un jour d'une retraite, avec un poste de travail précaire ou bien un contrat minimum à exigences au maximum, un travail quasiment sans congés, sans horaires, sous-payé et avec des heures supplémentaires gratuites, etc. Je ne suis pas d'accord (et j'ai eu là-dessus une discussion avec une ouvrière communiste de Milan) pour dire que c'est une génération paresseuse et égoïste, de nombreux jeunes généreux de leur temps, engagés dans les centres sociaux, en sont la démonstration, mais sans doute ne sont-ils



plus présents, et c'est heureux, dans les partis et syndicats traditionnels, pas plus qu'ils ne sont disposés à accepter sans broncher la servitude volontaire. Il s'agit là d'un refus du système, comme le dit bien le 4^e point de l'appel à la grève, elles entendent "résister au chantage de la précarité" et n'acceptent pas que "chaque moment de notre vie soit employé à travailler". Nous, anarchistes,

sommes pour la fin du salariat, nous sommes donc en mesure de comprendre certaines choses. J'ai également remarqué une certaine confusion entre revenu d'autonomisation pour les femmes (ou pour tous ?), revenu de citoyenneté (donc excluant les immigrés ?) et revenu minimum européen (universel). Bref, un problème de cette assemblée a été de lancer un mot d'ordre avant même de l'avoir bien défini et de lui avoir donné un contenu.

Je suis contre le revenu d'autonomisation pour les femmes. Cela me semble une contradiction, relever de l'assistanat et même de l'étatisme. Et puis d'après eux (État, Région, Municipalité), il n'y a pas d'argent, vous imaginez s'il y en aura pour nous, les femmes ! Il n'y en aura que si ça les arrange davantage que nous restions à la maison à repasser au lieu de créer des emplois. Le revenu d'autonomisation est une bonne chose, à mon sens, et il le faut, comme cela se passe en Espagne, pour une femme victime de violence n'ayant pas d'autonomie financière. Pour toutes les autres, je considère ce revenu d'autonomisation comme un piège du système. Nous devons dire que le travail domestique n'est pas le devoir, le rôle de la femme, nous ne voulons pas qu'il devienne en prime son travail salarié qui, de plus, ne serait rien d'autre qu'une allocation de femme au foyer. Autrement nous aurions renforcé la dépendance des femmes, tout le contraire de l'autonomisation. Les femmes doivent sortir de la maison, avoir leur place dans la société et, m'inspirant de Virginia Woolf, un travail à soi.

Rome. Bologne. Un peu marre d'entendre tous ces éloges à Zapatero, l'ex président du gouvernement espagnol. La loi contre la violence de genre (2004) a été un grand pas en avant. Mais était-il besoin d'alourdir la peine quand la victime de la violence est une femme assassinée par un homme ? Étant donné que les victimes sont de toute façon à

95% des femmes, peut-être pas ; attention à ne pas faire de la discrimination envers nous-mêmes, toute positive soit-elle. C'est pour cette raison que je pense qu'il faut toujours demander des droits universels même s'ils ciblent une situation de la femme. Seconde critique, la loi de Zapatero a désormais plus de dix ans, vous avez vu les statistiques ? Le féminicide n'a pas reculé, 57 femmes assassinées en 2005, la première année d'application de la loi, cela semblait être un tournant après les 71 victimes de 2005 mais ensuite 69 en 2006, 71 en 2007 et le funeste record de 76 en 2008 et 73 en 2010, et les chiffres ne varient pas sensiblement : 53 en 2016. Ne devons-nous pas nous demander pourquoi ?

Entre autres raisons, parce que l'éducation et la formation contre le machisme sont certes fondamentales mais vous pouvez aller parler dans les écoles tant que vous voudrez, faire des cours en entreprise, interdire la publicité machiste, vous féliciter de ce qu'il y a à

présent plus de licenciées que de licenciés... Ce n'est pas juste une question de morale, ce qui nous amène toujours à débattre du bien et du mal, c'est une question de pouvoir ! Partout le pouvoir reste masculin et les relations de pouvoir sont celles du patriarcat. Donc, même si l'on convainc un maximum d'individus singuliers, on ne change fondamentalement jamais rien : le fait est qu'il ne convient pas d'embaucher une femme, que les femmes ne font pas carrière, que leur salaire est inférieur, qu'elles occupent moins de postes décisionnels et de responsabilité, que la féminisation d'un métier signifie qu'il est moins bien rémunéré. En revanche les échelons supérieurs des hiérarchies sont toujours occupés par les hommes.

Pour finir, le féminicide est la violence la plus extrême mais nous devons lutter contre toutes les violences, discriminations et conditionnements. Je voudrais en dénoncer une que l'on ne met pas suffisamment en

avant : l'absence de liberté de circulation des femmes. Comment s'organiser pour ne pas être agressée ou volée ? Comment faire pour rentrer chez soi si on veut sortir le soir de façon autonome ? Nous sommes toujours là à devoir tout évaluer et à prendre en compte le risque que comporte la liberté que nous osons prendre pour vivre pleinement.'

*Hymne des femmes d'Italie
(chanson partisane)

2. A Rome, les manifestations à Rome ne sont pas autorisées en semaine, la manifestation pour la Journée Internationale du 25 novembre a donc eu lieu le samedi 26 novembre...

*Traduction Monica Jorner
Groupe Gaston Couté FA et Errico
Malatesta - FAI - Napoli*

NON UNA DI MENO

Pas une de moins Un an après

Eleonora Meo Non Una Di Meno Napoli
Gruppo Errico Malatesta - FAI - Napoli

Le premier appel national à toutes les femmes, à toutes les réalités féminines et féministes nationales, collectives, Maisons des femmes, associations, centres anti-violences, a été celui du 8 octobre 2016 à Rome. Plus de 500 femmes se sont retrouvées dans les locaux de l'Université romaine de la Sapienza, en assemblée pour un Parcours national contre la violence masculine envers les femmes « Non Una Di Meno ». L'étincelle qui a rallumé chez beaucoup de nous, les femmes, la rage et la volonté de nous recomposer en tant que sujets opprimés, a été la mort horrible de Sara di Pietrantonio, une étudiante romaine de 22 ans, étranglée et brûlée vive dans la nuit du 28 mai 2016 à Via della Magliana

par son fiancé, Vincenzo Paduano, un vigile de 28 ans. Le corps à demi carbonisé de la jeune femme a été retrouvé dans une rue du quartier de banlieue de Magliana. Sa voiture incendiée non loin de là. Quelques personnes étaient passées cette nuit-là devant eux, sans s'arrêter tandis qu'ils se querellaient. Certains se sont ensuite souvenus avoir vu la jeune fille faire des signes avec ses bras, mais apparemment cela n'a pas suffi à attirer l'attention sur la brutalité de ce qui était en train de se passer. La mort de Sara a été notre étincelle, l'énième féminicide dans un pays où tous les deux jours, une femme est tuée de la main d'un compagnon, père, frère, parent, fiancé, ami, voisin, connaissance, inconnu. 120 assas-

sinées en 2016, selon les données de l'Istat et du Ministère de la Justice. Sans compter les cas de violences sexuelles, physiques, psychologiques et les innombrables cas de micro-violences : en Italie plus de 6 millions de femmes ont subi au moins une fois dans leur vie un épisode de violence.

A l'époque, nous n'étions pas encore un mouvement, mais nous savions déjà que cette très forte participation à Rome pouvait se transformer en quelque chose d'irrésistible. Une marée qui se serait frayée un passage partout, sur les lieux de travail, dans les rues, les espaces politiques, les écoles, les foyers domestiques, attaquant cette mentalité patriarcale qui, jusqu'au jour d'aujourd'hui structure l'économie, la société, la culture, le bon sens, la façon dont nous habitons nos corps, rendant systémique la violence contre



les femmes et les personnes qui ne sont pas dans la norme. C'est avec la manifestation nationale du 26 novembre que nous avons compris que nous étions vraiment devenues un mouvement, lorsque 150 000 d'entre nous avons littéralement inondé les rues de Rome, reprenant nos espaces, notre autonomie de parole et d'action politique au cri de « Non Una di meno » (Pas Une de Moins) !

Après une année d'assemblées nationales itinérantes et la multiplication des assemblées territoriales, grèves, assemblées plénières, commissions thématiques, sit-in, parcours nocturnes, manifestations et un plan antiviolence féministe écrit « d'en bas », nous nous sommes retrouvées le 25 novembre 2017, une nouvelle fois dans les rues de Rome. Nous nous attendions à une légère diminution de la participation ce qui n'a pas entamé notre détermination en une journée, qui cette année encore, continue à se distinguer par la masse de personnes s'étant mobilisées. Les mouvements de femmes historiquement, ont toujours connu une trajectoire en dents de scie, non linéaire, qui alterne des moments de grande visibilité politique et de diffusion et des moments de repli et de latence, pendant lesquels le mouvement ne s'épuise cependant pas car certains de ses rhizomes continuent à diffuser de façon souterraine, moléculaire, continuant à se transformer et à suivre des voies inédites. Cela dit, le niveau de mobilisation que connaît le mouvement NUDM en Italie reste incomparable par rapport à d'autres appels nationaux à des luttes nationales et territoriales. Pour la première fois en Italie, à la différence de ce qui s'est passé dans les années 70, on assiste à un changement dans la dynamique des manifestations politiques. Cette fois, ce sont les femmes qui sont le moteur du changement social, c'est nous qui

dans l'actuelle conjoncture politique italienne —mais aussi globale— sommes en train de réussir à mobiliser dans les rues, comme cela n'était pas arrivé depuis pas mal d'années. Les mouvements politiques traditionnels se bornent à suivre et, pour le moment, il ne leur reste qu'à se joindre à nous ou à être de simples spectateurs. La tête du cortège était non mixte, constituée de femmes ensemble, issues des « parcours de sortie de la violence » et de toutes les femmes seules ou en collectif qui avaient le souhait et la nécessité de défiler dans un espace protégé. Immédiatement derrière, la marée qui unissait derrière le slogan de cette année #wetogether, femmes, hommes, familles, enfants, collectifs de femmes handicapées, Maisons des femmes, mouvements queer et lgbtqi+, les anarco-féministes et anarco-queer avec banderoles et drapeaux, les associations culturelles, les librairies de femmes, les collectifs étudiants, les mouvements de femmes migrantes, les soi-disant sex workers, les associations et parents des victimes de féminicide, les collectifs d'auto-défense lesbienne, collectifs antispécistes transféministes, ainsi que beaucoup d'autres. Des pancartes et des banderoles en plusieurs langues marquaient la présence même dans une modeste mesure, de femmes d'ethnies, de religions et d'origine géographique variées.

Parmi les sujets brûlants des derniers mois, portés dans la rue cette année, il y avait l'injonction criminelle d'expulsion prononcée envers la Maison Internationale des Femmes par la municipalité de Rome qui, pour assainir les comptes publics, exige le paiement d'un arriéré de loyer de 800 000 euros ; de même que la présence de slogans et de pancartes en souvenirs des 26 femmes nigérianes mortes en Méditerranée le 5 novembre,

contre la loi Minniti-Orlando et contre les accords italiens et européennes avec la Libye, pour le droit du sol et pour un système de droits de citoyenneté, non liés au travail et aux frontières.

Malgré les habituelles différences de position sur certains sujets, ce qui n'est certainement pas une nouveauté pour le féminisme (par exemple le « sex work », les parcours « code rose », ou les dangers « d'institutionnalisation » du mouvement) et bien que certains collectifs aient décidé de décrocher justement par incompatibilité par rapport à de telles positions (d'ailleurs, même cela n'est pas un phénomène inédit), le mouvement réussit encore à contenir ensemble des réalités hétérogènes et afférentes à diverses branches du féminisme et du transféminisme, qui continuent à vouloir se mesurer à un défi commun. Le cortège du 25 novembre a été en partie traversé par ces différences, mais cela ne nous a pas empêchées de descendre toutes ensemble dans la rue pour manifester notre force, comme moteur du changement politique et social. Comme l'a écrit Luce Fabbrì : « Voilà le chemin, ou bien il n'est nul chemin ».

Eleonora Meo
Non Una Di Meno Napoli
Gruppo Errico Malatesta
FAI - Napoli

*Texte inédit, écrit pour le Monde libertaire
et traduit par Monica Jorner (Gruppo Errico
Malatesta - FAI - Napoli
et Groupe Gaston Couté - FAI)*



LUTTE ANTI-SEXISTE

Autodétermination, oui mais pour tout

Octavio Alberola

Tierra y Libertad 350, septembre 2017

Traduit par Monica Jorner, Groupe Gaston Couté - FA

Disons-le clairement, le “droit de décider” (ou autodétermination) des peuples est et devrait être un droit réel et inaliénable pour que les “peuples” puissent décider ce qu’ils veulent être et de quelle façon. Mais c’est et cela devrait être également celui de chacun de ses membres, de tous les “citoyens”, pour tout ce qui les (nous) concerne. L’autodétermination devrait être un droit que nous devrions tou-te-s pouvoir exercer à tout moment ; mais il n’en va pas ainsi car l’existence de l’État l’empêche et ne permet son exercice que quand c’est lui qui en décide. C’est-à-dire exclusivement quand et pour ce qui l’arrange ... Il en va ainsi et cela est valable pour l’État espagnol comme pour le catalan, celui-là

même que veulent créer ceux qui réclament “le droit de décider” dans ce seul but. Les exploités et dominés catalans, comme ceux du monde entier, doivent, nous le devons tous, lutter pour pouvoir exercer ce droit à tout moment et pour ce qui nous

concerne ; car ce n’est qu’en luttant pour l’obtenir que notre lutte —contre l’exploitation et les dominations dont nous sommes l’objet en Catalogne, en Espagne et dans le monde entier de la part des bourgeois nationales liées entre elles mondialement— sera efficace. Les exploités et dominés, d’où que nous soyons et où que nous soyons, ne devons pas oublier que l’objectif de notre lutte

est de mettre fin à l’exploitation et la domination dont nous sommes l’objet et que, d’où qu’elle vienne, ce n’est qu’en nous unissant que nous pourrions y mettre fin. Nous ne devons donc pas oublier que l’union est nécessaire pour y parvenir et c’est pour cette raison que nous ne devons pas non plus oublier ce qui s’est passé dans l’histoire à chaque fois que les exploités et dominés se sont unis à leurs exploités et dominateurs pour défendre le mythe de la patrie commune. Ne pas oublier ce qui s’est passé alors : que la Patrie n’était pas la même pour les uns et pour les autres, que l’union des exploités et dominés avec leur exploités et dominateurs n’a servi et ne sert qu’à perpétuer l’exploitation et la domination. Nous ne devons pas oublier cette leçon de l’histoire : que l’émancipation des exploités et des dominés ne peut être accomplie que par eux-mêmes. Que les classes existent et que la lutte des classes continue, bien que, dans cette guerre, la classe exploiteuse soit pour le moment victorieuse... Et que nous devons prendre en considération dans le cas de la consultation que le gouvernement catalan est en train de promouvoir pour décider de “l’indépendance de la Catalogne” par rapport à l’Espagne ; car sortir de la Monarchie est anecdotique, la République catalane restera aussi capitaliste néolibérale que l’Espagne monarchique. Une fois de plus, la vraie question, pour les exploités et dominés, c’est de ne pas tomber dans le piège que nous tendent et où veulent nous enfermer les bourgeois espagnole et catalane car il est évident que la seule chose qui compte vraiment pour elles est la continuité du système d’exploitation et de domination des travailleurs et travailleuses sur la planète. Ce système qui non

seulement accroît les inégalités dans le monde mais est aussi en train de le rendre de plus en plus inapte à la vie. Donc nous le disons clairement : liberté de décider ; mais pour tout ce qui nous concerne, pas seulement pour ce que décident et ce que veulent ceux qui nous gouvernent et nous exploitent. Droit de décider, oui ; mais pour tout, à tout moment et pour tou-te-s. Je rejoins donc ce qu’a écrit la réalisatrice catalane Isabel Coixet : “Ce n’est pas le moment de créer de nouvelles frontières, ni d’autres murs et barrières. C’est, sans doute plus que jamais dans l’histoire, le moment de tendre des ponts, de nous concentrer sur ce que nous avons en commun, de résoudre les différences et les injustices avec une réelle et véritable volonté de dialogue, de relever ensemble, nous tous européens et dans un cadre fédéral, sans distinctions de passeport, les défis d’un monde insensé, troublé, brûlant, complexe et terrible. C’est le moment d’arrêter de nous regarder le nombril et de lever les yeux au-delà des limites de ce que nous considérons comme nôtre, au-delà de nos drapeaux —aussi chers nous soient-ils—, nos offenses —aussi nombreuses soient-elles—, notre passé. Je n’ai pas beaucoup de certitudes mais j’ai suffisamment vécu pour savoir que construire, ajouter et aimer vaut toujours infiniment mieux que détruire, soustraire et haïr”. Moi non plus je n’ai pas beaucoup de certitudes mais j’ai suffisamment vécu également pour savoir qu’on ne pourra construire un monde de liberté et d’égalité qu’avec ceux qui ne veulent ni exploiter ni dominer.



RÉFLEX-IONS LIBRES

Anarcha-féminisme : la contribution féminine aux luttes sociales. Sao Paulo, Brésil

NELCA. 9 décembre 2017.

Traduit du portugais par René Berthier.

Samedi 9 décembre, le Centre Culturel Social de São Paulo (CCSSP) au Brésil, organisait une conférence sur le thème: « Anarcha-Féminisme: La Contribution des femmes aux luttes sociales », avec Juliana Vasconcelos du Noyau d'études libertaires Carlo Aldegheri (NELCA).

Le sujet a été abordé dans une approche historique en passant par les origines du mouvement anarchiste et par l'histoire, l'activité et la pensée des femmes depuis le stade embryonnaire de l'anarchisme, et son évolution historique. Parmi les trajectoires analysées, il y eu celles d'Emma Goldman, de Maria Nikiforovna, de Maria Lacerda de Moura et du groupe Mujeres Libres (Femmes libres).

Parmi les sujets ayant attiré davantage l'attention, l'on compte la critique du féminisme libéral-suffragiste ; la lutte contre l'Etat, le clergé et le capitalisme ; la défense de la liberté collective, individuelle et sexuelle ; la critique de l'objectivation des femmes ; le droit à la maternité consciente ; le contrôle des naissances et l'avortement ; amour libre et poly amour ; l'effacement historique de la lutte des femmes dans les mouvements sociaux, y compris l'anarchisme.

Le public présent, comme d'habitude, a mené un débat extrêmement constructif en approfondissant certains des sujets abordés par l'orateur et en soulevant d'autres points sur des sujets plus actuels.

Félicitations à toutes les personnes présentes au Centre Culturel Social de São Paulo, en ce samedi, pour assister à l'événement, et en particulier pour y participer, échanger des expériences et des points de vue.

Pour ceux qui n'y ont pas assisté: l'événement a été enregistré et bientôt nous rendrons l'enregistrement disponible au public.

La lutte pour la liberté et l'émancipation sociale continue !



EN BREF ?

Le fil à couper le beurre

Je ne vais pas inventer le fil à couper le beurre. Mais si nous réfléchissons quelque peu aux menaces les plus urgentes qui pointent, ou sont déjà bien avancées, la conscientisation individuelle et / ou collective est de mise. Nous la connaissons parfaitement, comme nous savons de quelle incompétence, quelle cuistrerie, sont nourri les « responsables » politiques et économiques qui prétendent veiller au bien commun : la reculade européenne sur le maintien du glyphosate, après celle de Hulot sur le nucléaire,.. En fournissent des preuves (si quelquefois, il en manquait..) plus qu'éloquents. C'est donc individuellement, a minima, que nous pouvons appliquer des mesures qui devraient concerner un ensemble d'individus responsabilisés. En effet, face aux dangers qui menacent la communauté humaine, ce n'est pas seulement d'un ravalement de façade des habitations « passoires », ou d'une motricité des véhicules à base d'électricité, ou encore d'une

généralisation d'énergie renouvelable,.., dont nous avons besoin, mais d'un changement radical de mode de vie, de consommer, de se déplacer, de voyager,.. De travailler, et simultanément d'une éradication du capitalisme, dont nous avons urgemment faim. En déconsommant (et plus particulièrement à la veille de la fête de la bûcherie), réduisant les transports « carbonés », notamment ceux par avion qui démultiplient les ravages, en diminuant (ou annihilant) la consommation de viande, poisson...Non seulement nous portons des coups au capitalisme marchand et industriel (qui sait, certes, se redéployer vers d'autres proies), mais nous prenons part à la résistance contre le réchauffement final. Les soi-disant plaisirs prodigués par la société de consommation, de pillage, de voyeurisme caractérisés notamment par le tourisme de masse allant contempler les derniers peuples authentiques, ne sont que compensation à des manques, ou addiction à des

plaisirs artificiels ; comme celui de vouloir consommer des produits récoltés ou fabriqués à l'autre bout du monde (bonjour les transports « propres »). La seule satisfaction, ou du moins celle qui vaut, dépasse ces petits plaisirs, c'est de se dire (et d'appliquer) qu'en consommant des produits de région, privilégiant les circuits-courts, en respectant vraiment les peuples encore vierges de « civilisation » (en n'allant pas les souiller), en prolongeant au maximum l'usage de vêtements, d'appareils, d'équipements technologiques... Nous participons au front de dé-consommation, de lutte universelle contre le fléau du capitalisme qui, non seulement exploite, mais mutile les derniers arpents relativement préservés, et conduit à l'engloutissement de tous et toutes.

Guy – groupe de Rouen de la FA

Communiqué de Radio Canut (Lyon) :

« Nouvelle attaque à Radio Canut et menaces de mort contre deux animateurs. Radio Canut a été attaqué ce samedi 16 décembre 2017 vers 23h, durant l'émission "Berbères sans frontières", un an jour pour jour après le caillassage de notre vitrine. Des fumigènes ont été jetés à l'intérieur des locaux par 2 individus non identifiés qui ont pris la fuite et proféré des menaces de morts au téléphone par la suite. Ce n'est pas la première fois que nos locaux sont visés cette année mais un nouveau palier dans la violence et l'intimidation semble avoir été franchi. Cette fois-ci, c'est une de nos émissions politiques, très écoutée par les militants kabyles dans le monde entier, qui promeut la culture berbère et critique les pouvoirs en place et tous les fascismes qui a été directement visée.

Toute la radio condamne fermement cette attaque et apporte son soutien indéfectible à l'émission "Berbères sans frontières" et aux animateurs Ali Belkadi et Dalil Makhloufi. S'en prendre à une émission de Radio Canut, c'est attaquer la radio dans son ensemble, ses valeurs anti-autoritaires et ses combats politiques contre l'oppression des peuples et des minorités. Personne ne pourra nous dicter notre ligne de conduite ni restreindre notre liberté d'expression. Depuis plus de 40 ans, Radio Canut est et restera une radio libre et rebelle. »

Le Monde Libertaire apporte tout son soutien à Radio Canuts.

Compte-rendu des luttes dans l'Orléanais

Bon, sur Orléans, participation aux différentes manifs contre la loi Macron XXL. Participation du groupe Gaston Couté à la Fête des Résistances et des Alternatives, le 8 et 9 juillet 2017 au centre culturel de Semoy. Pour info : cette fête sera réitérée en 2018, les 30 juin et 1er juillet. Sinon projection du documentaire "Ni dieu, ni maître: une histoire de l'Anarchie", les deux parties, au Kitchen Kustoms + projection, dans le même lieu, du film "La bande à Bonnot". En décembre, projection du film "Zéro de conduite" de Jean Vigo, le vendredi 1er, à partir de 20h00, toujours au Kitchen Kustoms. Si La "mayonnaise prend", les projections se poursuivront en 2018. Pour info toujours, Alternative Libertaire Orléans organise une conférence sur "les anarchistes dans la révolution russe", le dimanche 3 décembre, à 15h00, au sous-sol des Carmes. Voilà!

Gu. Groupe Gaston Couté

TON ŒIL

Dans la lucarne de Zazoum

Zazoum Tcherev



La Cantatrice Chauve mise en scène par Pierre Pradinas
 La Cantatrice chauve a changé de coiffure avant l'hiver. Pierre Pradinas a poli dans le sens du poil cette pièce jouée depuis 1957 au théâtre de la Huchette . Pas d'anglaises non, rien en glaise mais tout est anglais, et ça décoiffe avec un délire de mèche avec l'absurdité qui frise la folie quand les Smith reçoivent les Martin. Dans la distribution on trouve l'irrésistible Romane Bohringer entourée de Thierry Gimenez, Julie Lerat-Gersant, Aliénor Marcadé-Séchan, Matthieu Rozé, Stéphane Wojtowicz, autant comédiens parfaitement brossés à l'univers d'Eugène Ionesco.
 Théâtre Le 13ème Art - Centre commercial Italie 2, Place d'Italie - 75013 Paris

Exposition d'Olivia Clavel à la Galerie Corinne Bonnet
 "Voyages au pays de l'Oiseau d'Or", ainsi s'intitule l'exposition d'Olivia Clavel à la galerie Corinne Bonnet. On entre directement dans le monde des rêves. Les couleurs vives nous véhiculent et tissent avec une extrême réalité des espaces cosmiques où les chats sourient et les oiseaux s'enflamment dans les vibrations d'arbres dansant sous les étoiles. Chaque tableau est un voyage qui emporte nos esprits très loin au-dessus de nos corps, où les limites ont disparu.

Galerie Corinne Bonnet – Cité artisanale, 63 rue Daguerre 75014 Paris



Exposition Levalet au Cabinet d'amateur
 Si Levalet n'a plus une touche à son piano, il a plus d'une corde à son arc. Avec l'exposition « Blue Note », Levalet a habité le Cabinet d'amateur avec tous les éléments récupérés d'un honorable piano Pleyel qu'il a restructuré dans une vingtaine d'œuvres constituant une partition sous forme d'accords humoristiques et riches en références, déclinée à l'encre de chine teintée de bleu. La note bleue raisonnera encore longtemps...
 Le Cabinet d'amateur : 12 rue de la Forge Royale 75011 Paris



La Compile de la Passerelle.2

La Passerelle.2 est un petit cocon pour les artistes indépendants tenu par Daniel Zanzara, un disquaire passionné et engagé. C'est un lieu où l'on peut boire un verre, écouter de la musique ou profiter d'un concert. C'est volontairement une passerelle entre les artistes et le public. Après un peu plus d'un an d'existence, fin novembre, la Passerelle.2 a sorti sa compile avec différents artistes qu'elle défend : Pagan Poetry, Facteurs Chevaux, Pauline Drand, Zelten, Florent Nouvel, La Bestiole, Louxor, Maud Octallinn, Adelys, La Louise, Garner, Lonny Montem, Malvina Meinier, Refuge, Hey Sarah, Sophie Oz, Karen Lano, Marianne Dissard, Samuel Cajal, Sébastien Kunz...

La Passerelle.2 – 52, rue Popincourt 75011 - Paris

LITTÉRATURE

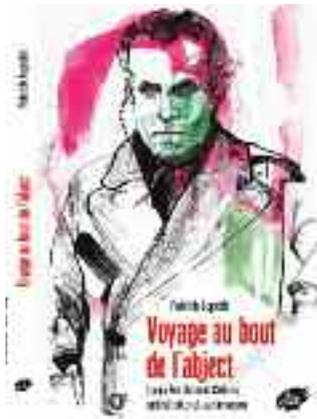
Les sales draps de L. F. Céline

Le vendredi 20 octobre 2017 a eu lieu à la librairie Publico, une rencontre-débat autour du livre, *Voyage au bout de l'abject* (1), en présence de l'auteur, Patrick Lepetit et du préfacier, Jehan Van Langenhoven. Ilios Chailly a assisté au débat qui a suivi la présentation de l'ouvrage. Voici sa réaction :

Toute personne qui se distingue dans une quelconque supériorité de race, de croyance, d'esprit, de point de vue ou encore de sexe, pour moi, est un con. Et un con est con, quel que soient, sa nationalité, sa couleur de peau, son éducation, son rang social, son charisme, son talent littéraire, ses opinions ou encore, le contexte historique dans lequel il justifie et bâti sa connerie... Si je recommande chaudement *Voyage au bout de l'abject* de Patrick Lepetit, c'est que cet ouvrage ne laisse aucune zone d'ombre sur les obsessions racistes qui tracassaient le romancier Louis Ferdinand Céline. Et crachons-en du Céline, afin que ceux qui ignorent où minimisent ses propos le sachent : « *La femme est une traîtresse - chienne née... autant que le Juif est l'escroc né.* » (Bagatelles, 89). « *Les Juifs, racialement, sont des monstres, des hybrides loupés, tirillés, qui doivent disparaître [...]. Le Juif n'a jamais été persécuté par les Aryens. Il s'est persécuté lui-même. Il est damné de sa propre substance, des tiraillements de sa viande d'hybride.* » (École, 108). « *Le Juif est un nègre, la race sémite n'existe pas, c'est une invention de franc-maçon, le juif n'est que le croisement de nègres et de barbares asiates.* » (Bagatelles 192), etc.

Libre à chacun de se faire sa propre opinion, mais comme Patrick Lepetit, je ne perçois pas dans ce discours haineux un registre « *extraordinairement comique* » ou encore, « *une diarrhée verbale provocatrice contre toute forme de bien-pensance* ». Les propos vipérins de Céline

sont trop obsessionnels, trop ciblés, trop répétitifs pour les inscrire dans une lignée d'un homme à style et non d'un homme à idée. L'insistance avec laquelle Céline (fils de raciste avéré) s'exprime, ne révèle pas un esprit d'homme libre et sensible qui progresse en remettant constamment en cause ces certitudes. « *La présence des Allemands les vexes ? Et la présence des Juifs alors ? [...] Plus de juifs que jamais en Sorbonne, plus de juifs que jamais en Médecine, plus de juifs que jamais au Théâtre, à l'Opéra, au Français, dans l'industrie, dans les Banques.* » (Beaux Draps, 45). Louis Ferdinand Céline n'est pas une personnalité « hors du Système » ! Le travail bien documenté de Patrick Lepetit l'illustre. Ce ne sont pas que des mots que nous reprochons aujourd'hui à



Céline, mais aussi des actes. Agent actif de l'Allemagne nazie, proche de certains milieux collaborationnistes pendant l'Occupation, Céline était bien plus qu'un novateur littéraire. « *Moi je voudrais bien faire une alliance avec Hitler. Pourquoi pas ? Il a rien dit contre les Bretons, contre les Flamands... Rien du tout... Il a dit seulement sur les juifs... il les aime pas les Juifs... Moi non plus... Je n'aime pas les nègres hors de chez eux... C'est tout.* » (Bagatelles, 317). Faut-il interdire les pamphlets ségrégationnistes de Céline ? Laissons aux esprits « petits soldats », l'ignoble étroitesse de se battre uniquement par interdiction, oppression ou encore par prise de pouvoir. Défendons jusqu'au bout nos principes de liberté et de tolérance ! Ne tombons pas dans leur piège. Ne devenons pas comme eux : moroses d'esprit, intransigeants et sans nuances. Pourquoi interdire ? Pour les faire passer pour des victimes, des incompris et des persécutés ? Pour redonner vie à des écrits qui auraient naturellement moisissés dans de vieilles bibliothèques oubliées ? Démasquons-le, ce Céline ! Publiions-là sa « bagatelle » ! Nous verrons après s'il pourra toujours se réfugier derrière

un flou qui sert sa réputation littéraire et gomme le raciste. Exposons-le, non pour minimiser ses écrits, mais pour en finir enfin, avec ce crétinisme des « génies littéraires ». Si la notoriété de Céline conforte, encourage ou sert les cons à s'en servir comme étendard dans leur combat raciste, ce n'est pas à cause d'une « bagatelle », mais de ces absurdes et illusives reconnaissances dont certains se servent pour assoir leurs idées et ambitions personnelles. Bien sûr qu'il y a des écritures qui touchent, marquent, interpellent, révoltent, bouleversent où révulsent. Mais, qu'on en finisse enfin avec ces hommages. La question n'est pas s'il faut apposer ou non le nom de Céline sur de stupides plaquettes de reconnaissances nationales, mais pourquoi de telles plaquettes existent ? Séparons la forme du fond ! Si Aragon appréciait le « style célinien », c'était son droit. Des goûts et des couleurs, on ne discute pas ! Que les admirateurs de Wagner se rassurent, ici nous ne les traiterons pas de fachos. Aragon se reconnaît dans l'idéologie de *Voyage au bout de la nuit*, mais l'avait-il comprise ? « *En effet, il y a un malentendu Céline, dès le départ, dès que la gauche et l'extrême gauche commencent à le porter aux nues...* » Patrick le Petit qui connaît intimement l'œuvre de Céline, décèle dès ses premiers écrits « *des idées certainement subversives dans leur lucidité et leur humanisme.* » Mais, revenons à nos montons. Toute idéologie qui vise à déshumaniser l'humain, ne s'interdit pas mais se combat ! Toute insuffisance intellectuelle, sentimentale et vitale de rendre les choses plus belles, ne s'interdit pas mais se renverse ! Ne nous laissons pas contaminer par la grise vision des choses de pauvres types comme Céline. Punissons-les par plus de générosité, plus de tolérance et plus de goût à la vie. Seuls armes dans cette guerre aux cons : une incommensurable ouverture d'esprit. Restons fidèles à nos principes d'humanité et de liberté absolue. Ignorons-là, la connerie des cons et quand un jour nous serons des millions à être un peu moins cons, j'espère que sans aucun effort, cet immense tour en carton appelée « système », s'effondrera.

Ilios Chailly

(1) *Voyage au bout de l'abject*. Louis-Ferdinand Céline, anti-sémite et anti-maçon (Atelier de Création Libertaire, 2017), 10 € - Disponible à la Librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris

CONTE

Un jour...

Un jour, l'enfant dit à ses parents : « *Aujourd'hui j'ai dix-huit ans. J'ai bien réfléchi à ce que je veux faire dans la vie...* ». Silence angoissé. « *Dans la vie, je veux le bonheur, l'amitié, la liberté, la liberté et la fraternité (les bonnes choses toujours se partagent), je veux créer* ». Les parents hochent la tête en signe d'approbation. « *Bref, je veux être artiste, comédien, musicien, auteur et comme rien de tout cela ne s'apprend à l'école, je veux partir sur les routes et m'imprégner du monde. Je veux être anarchiste et libertaire.* »

La mère : « *Mon fils, tu es bien le portrait craché de ton père !* »

Le père : « *Ma fille, je reconnais en toi – avec quelques décennies en moins – la femme que j'ai épousée ! Avant d'ajouter : « et la seule que j'aie jamais aimée ».* Et les parents et le fils ou la fille s'embrassent.

Le père ou la mère : « *Tu nous a foutu une belle frousse. Avec ton air sérieux et tes cheveux gominés et rangés comme des petits soldats bien disciplinés, on a cru que tu étais passé de l'autre côté. La route que tu t'apprêtes à prendre est longue et difficile, elle est semée d'embûches et il n'y a point de boussole pour t'indiquer la bonne direction. Sache que le Nord, c'est ton cœur qui le porte. Tant que tu seras fidèle à ton inspiration, jamais tu ne devagueras.* »

La mère ou le père : « *Ne cède pas aux sirènes de la société moderne. Pour eux, tu passeras pour un raté, un vagabond, un pauvre hère, un romantique et un idéaliste. Mais ce sont des zombies et des moribonds, qu'ils aient vingt ou soixante ans.* »

L'enfant : « *Mon père, ma mère, je ne vous ai pas tout dit: je veux faire de la politique, pour que les exilés aient une terre d'accueil, les enfants une école où s'instruire et faire éclore leur raison, les hommes et les femmes, le temps de vivre et de s'aimer sans s'user au travail.* »

Les parents (d'un ton grave) : « *Sur ton chemin, tu croieras une vieille femme,*

qui te dira :

*Je suis une vieille et noble dame,
Ou, plutôt, je l'ai été,
Qui, par le passé
(Si illustre qu'il en est devenu mythique)
A ébranlé le monde et
Ouvert la voie de la Liberté.
On me voit encore,
Malgré mes rhumatismes d'âme et
Mon arthrose et ma goutte,
Comme une terre d'exil –
Le bout récepteur, pas émetteur.
Mais c'est fini tout ça:
J'ai baissé ma garde, j'ai pris froid.
Je n'aime plus ni le bruit
Ni le fracas de la vie.
Je veux me retirer enfin
Comme une anguille
Ou une murène tachetée
Sinieuse et insinuante
Dans sa grotte.
Laissez-moi rejoindre le silence,
Le froid, la nuit et l'oubli.
Je veux être seule
Et mourir en paix. Assez!
...Après moi le déluge.*

« *Ne te laisse pas séduire par ce regard de méduse, secoue cette ancêtre cholérique et frictionne-la – arrache-lui la peau s'il le faut – pour la ramener à la vie.* » L'enfant écoute sagement tout en espérant ne jamais croiser cette sorcière sur son chemin.

Les parents l'entourèrent solennellement avant de se retirer : « *Va, fils ou fille, ton cœur est noble et il est temps que tu fasses connaissance avec le monde et avec les hommes. N'oublie pas tes vieux parents, ne les hais pas dans les moments difficiles: ils ont fait de leur mieux pour faire de toi... quelqu'un de bien. Et en apprenti péripathéticien, n'oublie pas non plus l'enseignement de ces magnifiques ratés :*

Kafka (dans son journal) : « *Une vie qui passe inaperçue, un échec qui se voit.* »
Edison : « *Je n'ai pas échoué, j'ai trouvé dix mille façons qui ne marchent pas.* »
Goethe : « *La honte n'est pas de tomber mais de rester à terre.* »

Einstein : « *La vie c'est comme une bicy-*

clette, il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre. »

Au moment de franchir le pas de la porte et d'enfourcher son vélo, le jeune homme ou la jeune femme comprit, que c'était en réalité le seuil de l'enfance qu'il laissait derrière lui et il (ou elle) n'eût qu'un souhait (qu'il fut vain) : de retrouver, fût-ce dans quatre mois ou dans quarante ans, de retrouver ses parents comme maintenant. Et nous c'est de ce doux retour vers le passé – un peu maladif – que se nourrit toute œuvre, que célébrons aujourd'hui, et que certains appellent « nostalgie ».

Salomé Foehn



NOTE DE LECTURE

Les colonies et leurs mobilisés dans la grande guerre.

La guerre contre les nations, la guerre entre les nations

Actes des colloques d'Aix et de Toulouse
Éditions de la Libre Pensée. 512 pages, 20 € (1)

Je croyais tout savoir (ou presque) de la guerre de 14-18. Ce livre m'a mis sur le cul et au pied du mur de mon ignorance. En 2016, à Aix-En-Provence, la Libre Pensée organisait un colloque sur « Les colonies et leurs mobilisés dans la grande guerre ». Toujours en 2016, la même Libre Pensée organisait un colloque sur « La guerre contre les nations, la guerre entre les nations ». Ce livre reprend les actes de ces deux colloques. Une bonne cinquantaine. Eh oui, pendant la grande boucherie, il n'y a pas eu que les paysans et ouvriers français et allemands qui y ont laissé leur peau en masse. Les colonies de la France ont également payé l'impôt du sang. Et pas qu'à moitié ! Putain ! Et il y en a qui osent encore dire que la colonisation était un projet d'émancipation et de progrès ! Quelques textes ont particulièrement retenus mon attention. Celui de Mireille Le Van Ho « L'emploi des vietnamiens dans l'industrie de l'armement de 1915 à 1919 ». Celui de Gilbert Meynier « Les algériens et la guerre de 14-18 ». Celui de Christian Eychen « Pour aller plus loin ». Celui de Nicole Aurigny « Le racisme dans la guerre, les troupes et les sociétés ». Lors du colloque de Toulouse, le débat s'élève encore d'un cran. Dans « Qu'est-ce qu'une nation ? », David Gozlan, féru de Hegel, Marx, Michelet, Renan, Jaurès... nous offre une définition de la nation qui remet à l'heure toutes les pendules patriotiques, indépendantistes, nationa-

listes, « identitaristes »... Hansi Brémond dans « La première guerre mondiale et l'émancipation des femmes » a le scalpel chirurgical. David Gozlan dans « À bas la guerre ! Vive le soviet de La Courtine ! », nous rappelle cet « épisode » révélé au grand public par notre ami Jacques Tardi dans une de ses dernières BD, « épisode » tu par presque tous les



historiens (têtes de chiens) de l'histoire « officielle » (celle des vainqueurs). Bref, ce livre est d'enfer. C'est un vrai livre d'histoire. De la vraie histoire. Celle de tous ces pauvres gens qui ont été envoyés à l'abattoir de toutes les guerres. Pour le seul profit des maîtres du monde, capitalistes et autres. Une conclusion s'impo-

sait hier comme aujourd'hui : « Pas un homme, pas un sous, pas une heure de travail pour la guerre ! ». Une dernière chose. J'oubliais ce texte magnifique de Boris Vian « À tous les enfants ! ». Et l'engagement de la Libre Pensée pour la réhabilitation de TOUS les fusillés pour l'exemple. Un combat qui se doit d'être celui de tous les pacifistes, libertaires, libres penseurs et autres gens de cœur et de bon sens. Et, comme on disait en 14, « On les aura ! ».

Jean-Marc Raynaud

(1) En vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011, Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port. Ou à la librairie de la Libre Pensée, 10/12 rue des Fossés St Jacques, 75005 Paris. Chèque à l'ordre de Libre Pensée. Rajoutez 10 % pour le port.

GRILLE DES PROGRAMMES

25 Octobre 2017

LUNDI

09h00 - Puisse musicale
11h00 - Lundi matin : info et droit de justice
13h00 - C'est à toi de passer !
Après des focus, des débats, témoignages de la jeunesse

16h30 - En alternance
→ Odeux de chat : magazine culturel, politique, éducation et littérature
→ Puisse musicale

18h00 - Trois nuits : focus étudiants
18h00 - En alternance
→ Les marges d'erre : focus libertaire - 1^{er} jeudi
→ Sciences et liberté : 1 h 30 pour débattre de la biologie - 3^{es} jeudis

→ La santé dans tous les états : focus sur les maladies émergentes de l'Asie - 1^{er} jeudi
→ Je ne suis pas un numéro : entre science et science-fiction - 4^{es} jeudis

19h30 - En alternance
→ Le monde merveilleux de travail : des syndicats de la CNT
→ Chronique d'ailleurs : magazines internationaux de la FA - 2^{es} jeudis de chaque mois

21h00 - Ça urge au bout de la scène : actualités de la chanson
22h30 - De la poésie de carnal, la nuit est magnifique : comme son nom l'indique

00h00 - Nuit noire : musique dans le noir de la nuit

MARDI

09h00 - Et toi, tu sens la deuxième puissance ? Contre propagande, état des lieux et...

10h00 - En alternance
→ Court-Circuit : séries politiques
→ Puisse musicale

11h00 - Antiscilla : objet de la scolarité de l'enfant dans le débat

12h30 - Puisse musicale
14h30 - Sortir du capitalisme : émission de critique radicale

16h - Puisse musicale
17h00 - En alternance
→ Des oreilles avec des trous (Médias) : des fausses infos pour tous les vents
→ En route là, en v'la : magazine indépendant et DIY

18h00 - En alternance
→ J'ai d'énormes rapports sociaux et débats : émission littéraire
→ Pas de quartier... ça se passe près de chez vous

19h30 - Femmes libres : femmes qui luttent, femmes qui s'émeuvent

20h30 - Émission de la CNT : Actualités syndicales

22h30 - Ça boote tout les genres : musique, récitals, sets et le GPRF tout les derniers épisodes du mois

00h30 - Wreck this mess : concert de musique radicale

MERCREDI

09h30 - L'entraineur : approfondir

10h30 - Blaise en Liberté : émission musicale blues

12h00 - En alternance
→ Rages de soleil : les nouvelles du sud au fil de l'été - 3^{es}, 4^{es} et 5^{es} mercredis
→ Polar Palace : roman noir tout focus les formats

14h00 - En alternance
→ Flammarion et rivet : mots et images par les mots - 1^{er} mercredi
→ Radio Tém : le ciel est bleu, c'est la nuit dans la nuit - 2^{es} et 4^{es} mercredis

16h00 - En alternance
→ Des calloux dans l'engrenage : l'entretien, peut le greaser tout - 3^{es} et 5^{es} mercredis

18h00 - Le Ferris club
19h00 - En alternance
→ J'ai d'énormes rapports sociaux et débats : 4^{es} et 5^{es} mercredis

20h30 - Femmes libres : femmes qui luttent, femmes qui s'émeuvent

22h30 - Ras les murs : actualités les luttes des 1^{ers} trimestres

23h30 - Traïffe : musique, textes et films propres
00h30 - En alternance
→ Tardiveau Nordium - 1^{er} mercredi
→ Les nocturnes multiples : 4^{es} mercredi

JEUDI

09h00 - Puisse musicale
10h00 - Chronique hebdo : enjeux, décryptage de l'écologie

12h00 - De rimas et de soies : actualités du spectacle et de la chanson

14h00 - Radio variable : la radio des enfants des écoles d'Iry

15h00 - Bibliomade : actualités des livres
16h30 - En alternance
→ Radio Lap : émission de lycées occupés de Paris - 2^{es} et 4^{es} jeudis

→ Radio Gollard : histoire populaire par sous et pour tout - 3^{es} et 5^{es} jeudis
18h00 - Si vis pacem : émission anticoloniale de l'Union française de France

19h30 - En alternance
→ La religion du mariage : vulgarisation en chanson - 1^{er} et 3^{es} jeudis
→ J'accuse toi... - 2^{es} et 4^{es} jeudis

→ Apatarantak : actualités politiques en chanson - 1^{er} et 3^{es} jeudis

20h30 - Enceye objets et temps : expressions artistiques et littéraires

22h00 - Épiphonie : musique expérimentale et expérimentations sonores

VENDREDI

09h00 - Puisse musicale
10h00 - Place au fest : enjeux, décryptage de l'écologie

12h00 - Les oreilles libres : actualités anglophones

14h00 - En alternance
→ Dites leur : jour de colère - 1^{er} et 3^{es} vendredis
→ Puisse musicale

17h30 - Radio expérimental : émission de l'association Sc Anarchy

18h00 - Livrets du week-end
→ Des droits et des hommes : la Loi - 1^{er} et 3^{es} vendredis
→ Au delà de RL : Chronique : bilan d'hiver - 2^{es} et 4^{es} vendredis
→ L'entretien de soleil : actualités sur le social - 3^{es} vendredis

21h00 - En alternance
→ Offshoot : théâtre et sociale contemporaine
→ Les arts d'Orwell : émission contre les techniques de surveillance

23h00 - En alternance
→ Transibords : qui les booger la nuit - 2^{es} et 4^{es} vendredis
→ Radio X : musique électorale - 1^{er} et 3^{es} vendredis

00h00 - Les mots multiples
→ Sure shots : 1^{er} vendredi
→ Radio X : 2^{es} et 4^{es} vendredis
→ Nuit Lés : 2^{es} et 4^{es} vendredis

SAMEDI

09h00 - Revue hip-hop : hip-hop à travers le monde et dans le lit

10h00 - La pédiologie de l'orienter charpentier : comme son nom le indique peut

11h00 - Chroniques syndicales : luttes et actualités sociales

13h00 - Chroniques rebelles : débats éditoriaux et rencontres

15h00 - Deux sous de scène : le magazine de la chanson vivante

17h00 - En alternance
→ Bulles noires : 80 et polar
→ Bulle de rêve : cinéma d'animation

18h00 - En alternance
→ Tribuna latino america : actualités de l'Amérique latine
→ Canteo-bande : cinéma
→ Langage je me suis couché de bonne heure : magazine des liens de la musique et du cinéma

21h00 - Les mots multiples
→ Opélat-Antiqua, les jardins d'Orphée : chronique arts, livres, musique classique et contemporaine
→ Tormenter : multiples de littéraires

23h00 - En alternance
→ Noct-off : copolages sonores, notes et chronique
→ Hôtel parolotron : protocole de la poésie sonore et de la performance

24h00 - En alternance
→ Podes en demi-décal : dans vocal - 1^{er} dimanche
→ Dernière l'ennui : marche-pied et fly (de à yourself)
→ Brèves de complot : brèves sur le complot de Radio Libertaire - 3^{es} dimanche

DIMANCHE

09h00 - En alternance
→ N'oublie pas : économie et reportage de la nuit - 2^{es} et 4^{es} dimanches
→ Un peu d'air frais : actualités du documentaire - 1^{er} dimanche

12h00 - Fok à Ber : le magazine des migrants professionnels

14h00 - En alternance
→ Passage arde : analyses des formats de domination - 3^{es} dimanches
→ Timpéts sur les glaciers : actualités de glaciers et de la terre - 3^{es}, 4^{es} et 5^{es} dimanches

→ Au côté de la page : un bar tanté par des esprits - 1^{er} dimanche

1800 - En alternance
→ Puisse musicale - 1^{er} dimanche
→ Wild eds : interviews et décryptage du rock par des eds - 2^{es} dimanches

→ Des mots, une voix : des mots des auteurs - 3^{es} dimanches
→ Hébrau (iconoclaste) : actualités anticoloniales - 4^{es} dimanches

→ Hébrau (iconoclaste) : actualités anticoloniales - 4^{es} dimanches
→ Mère-coda H : émission de la CNT - 3^{es} dimanches

19h00 - La milléga : musique et actualités du spectacle

18h30 - En alternance
→ La sociale : luttes et actualités sociales
→ Il y a de la famille dans le passé : émission de la CNT

20h30 - En alternance
→ Podes en demi-décal : dans vocal - 1^{er} dimanche
→ Dernière l'ennui : marche-pied et fly (de à yourself)
→ Brèves de complot : brèves sur le complot de Radio Libertaire - 3^{es} dimanche

radio-libertaire.net
Tél studio 01 43 71 89 40
Siège social
Publico
145 rue Armand
75011 Paris
Permanence
le mardi à partir de 19 h

Radio LA RADIO DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE **89.4 MHz**
LIBERTAIRIE

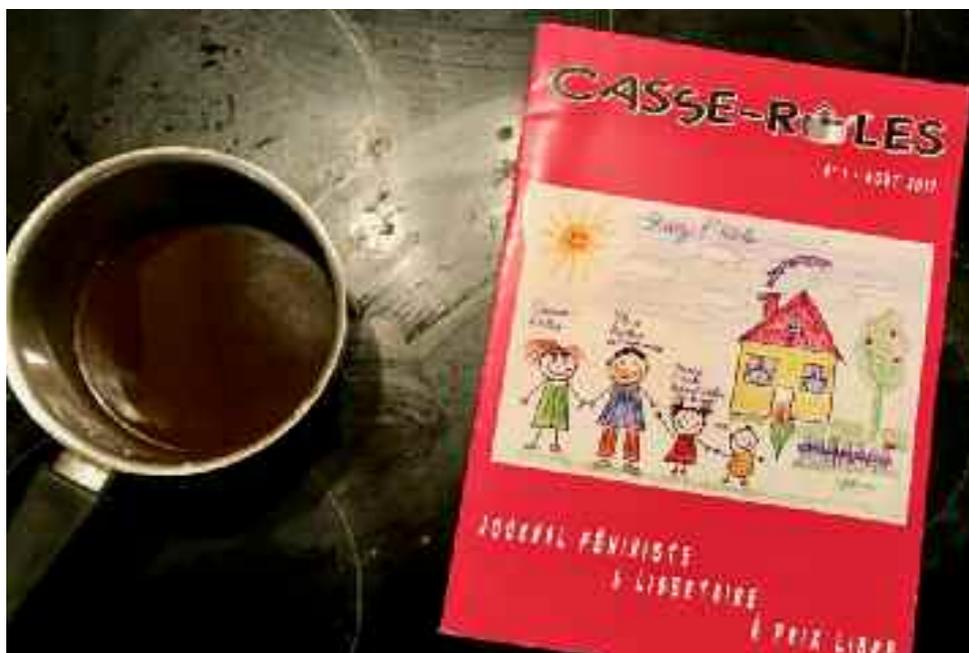
PRESSE AMIE

Casse-rôles: le nouveau magazine féministe libertaire

Nous avons reçu le numéro deux de Casse-rôles, particulièrement fourni. En accord avec Solange, sa coordinatrice, nous avons convenu de faire un focus sur deux de ses articles. Vous laissant le plaisir de découvrir les autres. Le premier, *On fait quoi des violeurs ?* Écrit par Laurence Biberfeld, pose la question de la « correctionnalisation » banalisée du viol, à la suite de la déqualification du viol d'une gamine de onze ans par un père de famille de 28 ans... Il faut savoir que 40 à 80 % des viols, même aggravés commis en France, échappent à la comparution en assises. Et ce, sous le prétexte d'une procédure « plus rapide et moins traumatisante et de l'engorgement des tribunaux ». Le patriarcat, solidement enraciné dans nos sociétés par le biais d'une sexualisation des rapports entre hommes et femmes, a encore de beaux jours devant lui. Renforçant une sexualité de « droit tacite » et consumériste. Alimentée par le rôle joué par les mannequins, les starlettes et les « hardeuses » sur les sites pornos. « *Un mec qui se farcit sur les sites spécialisés, les culs, chattes, nichons et sourires serviles, ne peut avoir d'autre approche d'un être humain de sexe féminin, que celle issue de ces scénarios stéréotypés* », constate Laurence Biberfeld. « *Il y a donc un compartiment social qui suinte le cul servile, face à un compartiment où les femmes se battent pour leurs droits* ». Un compartiment pour le commerce et un autre pour le droit. Pour la loi, ce qui différencie le viol de l'abus sexuel, c'est la pénétration. Elles sont de plus en plus trash dans le porno. Esthétique de la surenchère du viol, mis en scène. De fait, systématiquement banalisé et glamourisé. Devenu « quasiment consenti » dans les vidéos, contre rému-

nération. Produit de grande consommation, mais qui reste un crime dans la vraie vie. Or, une sorte de phallocratie générique habite les institutions qui ne traitent pas les crimes sexuels comme elles traitent les crimes à part entière. Comme si condamner les premiers revenait à jeter l'opprobre sur la sexualité masculine... Cas extrême de ce système : un père qui avait violé sa fille de six ans a été condamné à un an avec sursis, les magistrats ayant estimé que l'enfant était consentante ! Non déchu de ses droits parentaux, il l'a tuée deux ans plus tard... Car aujourd'hui, nous en sommes rendus-là : braquer une banque vous envoie aux assises, mais pas le viol d'une petite fille ! Après plusieurs exemples de ce type, Laurence Biberfeld, ennemie des

prisons en arrive aux solutions alternatives. Pour déconditionner un violeur, pourquoi ne pas lui faire suivre une vraie formation sexuelle, avec des rencontres de putes survivantes, de hardeuses reconverties, de victimes de viols ? Accompagnée d'une solide formation scientifique et sociologique et d'une désintoxication psychique des images violentes et addictives ? Une thérapie de substitution apte, en quelque sorte, à lui faire comprendre comment l'individu est manipulé et conditionné par la société marchande. Le second article, signé Annie, traite de *La réforme du travail, bombe à retardement pour l'égalité professionnelle femme/homme*. Peu de médias évoquent la neutralité des textes de la réforme en ce qui concerne les droits des femmes. Elles seront pour-



Compositrices !

Pour Eveline Andréani

“Casse-rôles” J’ai appris récemment la naissance de ce drôle de titre, bien utile et bien trouvé. Comme musicien j’ai immédiatement songé que j’avais déjà œuvré, en vain me semble-t-il, pour casser une rupture “genrée” dit-on. Dans notre monde, on peut, un peu, dire que des femmes ont pu être écrivaines, sculptrices, peintres, que sais-je ? Difficilement tout de même... Mais il reste presque impossible de “prétendre” que des femmes ont pu être compositrices ! Pour preuve, une petite histoire. J’étais en cours. J’enseigne la musique ancienne au Conservatoire de Montargis depuis... longtemps. On frappe à ma porte et une dame s’exclame, à peine entrée : “Mais enfin, y a-t-il eu des femmes compositeurs ?” Elle sortait d’un cours de solfège où l’on enseignait, péremptoire, aux étudiants la sempiternelle bêtise : il n’y a jamais eu de femmes compositeurs ! Après coup, je suis heureux que cette personne ait pensé à moi pour me faire part de son désarroi face à cette affirmation qui semblait la choquer. Je lui ai répondu, un peu abasourdi : “Euh, bien sûr !” Et de lui citer les noms de toutes les compositrices qui me venaient en tête. Pas toutes car le “New Grove Dictionary of Women Composers” fait plus de 500 pages... J’ai eu la chance d’avoir Eveline Andréani comme professeur d’harmonie. Elle est une des quatre femmes à avoir obtenu le Prix de Rome de Composition. Le compositeur français Hector Berlioz a concouru plusieurs fois pour ce prix, qu’il a fini par remporter en

1830. Durant mes études, j’avais rencontré beaucoup de femmes compositeurs (compositrices ?) pour le XXe siècle telles que Nadia Boulanger, si importante pour la formation de tant de compositeurs (le chef d’orchestre John Eliot Gardiner disait qu’il allait à “la boulangerie”). Sa sœur Lili, morte trop jeune fut une très grande compositrice. Mais c’est en tant que spécialiste de la musique ancienne que j’ai décidé, à la suite de cet épisode un peu bizarre, de mettre autant que je le pouvais des femmes compositrices au programme de mes concerts (ebmontargis.com). Pour briser ce mythe. Sur mon site, chacun pourra le voir. Des années de pratique et de bien belles musiques. Combien de fois ai-je pleuré en jouant Barbara Strozzi (1619-1677) ? Justement, j’ai demandé à ce qu’une des salles où j’enseigne porte son nom. Ce qui fut fait mais... Quel ne fut pas mon étonnement de voir le seul nom de Strozzi indiqué sur cette salle. L’habitude de ne voir que des noms masculins fait que l’on ne mentionne pas les prénoms. J’ai dû insister auprès de mes collègues du secrétariat, qui avaient agi de bonne foi, pour que l’on lise “Barbara Strozzi”. Une femme ! Y a-t-il une “ontologie” féminine, comme l’évoquait récemment un “philosophe populaire”, qui explique qu’il n’y aurait pas de femmes compositeurs ? Un cerveau, ce ne sont que des neurones et des synapses. Que de cachesexes pour masquer une bête évidence. Cette certitude bien faible ne recouvre rien d’autre qu’une grande violence opérée sur la moitié de l’espèce. Mais le siècle le pire est bien le XIXe. Impossible de publier de la musique

autrement que sous un nom masculin. Voir Clara Schumann. L’ancien régime, quant à lui, peu connu pour son respect pour tous les êtres humains, était bien moins machiste (et raciste), même si cela étonne. Elisabeth Claude Jacquet naquit et mourut à Paris dans une famille qui comptait déjà plusieurs musiciens. Très douée (surdouée du clavecin en fait), Elisabeth se fit entendre dès l’âge de cinq ans à la Cour de Louis XIV. Il fit immédiatement en sorte de l’intégrer dans son entourage. Même roturière, qu’importe ! Si l’on retire les salamalecs coutumiers à l’époque, qui ne sont pas réservés aux seules femmes, on ne peut qu’être touché par le texte qu’elle adressa à Louis XIV vieux : “Quel bonheur pour moi, Sire, si mon dernier travail recevait encore de Votre Majesté ce glorieux accueil dont j’ai joui moi-même presque dès le berceau, car, Sire, permettez-moi de vous le rappeler, vous n’avez pas dédaigné mon enfance : vous preniez plaisir à voir naître un talent que je vous consacrais ; et vous m’honoriez même alors de vos louanges, dont je ne connaissais pas encore tout le prix...” Le roi si féroce, moins “macho” que beaucoup de nos démocrates d’aujourd’hui ! J’ai eu la chance de jouer cette musique magnifique, bien que parfois périlleuse... Pour un concert de soutien à notre librairie Publico, nous avons eu le plaisir d’entendre, le 2 avril 2016, entre autres, Elisabeth Jacquet de la Guerre et Isabella Leonarda. Notre concert fut suivi d’un débat fécond sur les femmes dans la musique. Je tâcherai, pour notre “canard” de faire l’éloge de ces musiciennes magnifiques que j’ai eu la chance de rencontrer.

Christian, groupe Gaston Couté

tant les premières victimes cette nouvelle injustice sociale. 56 % d’entre elles travaillent dans des petites entreprises où les syndicats sont moins implantés, 55% sont en CDD, tandis qu’elles sont représentées à 85 % dans les familles monoparentales. Il existe en France, 26 % d’écart de salaires entre les femmes et les hommes. Et avec la réforme, les accords collectifs de branche seront encore moins favorables aux femmes. Sont remis en cause, l’allègement du temps de travail en cas de grossesse, la durée du congé maternité et les absences pour enfants malades. Pour sa part, la disparition du Comité d’hygiène et sécurité, met en péril la prévention des violences sexuelles au travail. L’égalité entre femmes et

hommes jusque-là financé par les employeurs, devra désormais être cofinancé par les comités d’entreprises financièrement limités. Et il y a fort à craindre qu’ils choisissent de privilégier les expertises économiques, « par nécessité »... Ce numéro de Casse-rôles contient encore, entre autres, un hommage à Simone Veil, sous un mode original qui s’intitule, *Les hommes aussi s’en souviennent*. Puis, *La lessive*, un poème de Jacques Prévert. *Une semaine de la mode en branchouillard*, interroge : « au nom de quoi les femmes devraient-elles s’attifer comme-ci ou comme ça ? ». On y trouve également une réflexion de Justhom, *Les femmes objet de toutes les convoitises*, sur la société domi-

née par le patriarcat et le consumérisme. *Le pesant casting fille/garçon*, s’interroge sur le pesant rôle genré qui nous est attribué dès la naissance. Enfin, la rubrique *Des femmes en lutte*, décrit la vie de femmes remarquables, comme Gauri Devi et d’autres. Bonne lecture, en attendant le numéro 3 !

Synthèse de Patrick Schindler, groupe Botul de la Fédération anarchiste

CINÉMA

Migrations et cinéma

Les migrations ont souvent inspiré le cinéma, mais depuis les années 2010, notamment avec la guerre en Syrie, le sujet est devenu un « enjeu » selon la formule consacrée dans bon nombre de médias. Le cinéma documentaire, comme le cinéma de fiction s'en font l'écho depuis des années, pour ne citer que *Retorno à Hansala* de Chus Gutiérrez (2008), *Harragas* de Merzak Allouache (2009), *Fuocoammare. Par-delà Lampedusa* de Gianfranco Rosi (2017) ou encore *l'Autre côté de l'espoir* d'Aki Kaurismäki (2017). L'afflux de migrant.es, le commerce autour de ces populations qui fuient la violence et la misère, la confrontation au rejet et à l'inhumanité de la plupart des États européens, les lois et le refus par certain.es d'être complices des autorités, sont des sujets qui font réagir bon nombre de cinéastes. Les films explorent différentes phases de la migration et surtout les conséquences non seulement sur les personnes qui la subissent, mais aussi sur les témoins dont nous faisons partie.[Note 1]

La Lune de Jupiter de Kornel Mundruczo[Note 2] montre la violence et le racisme avec le réalisme du documentaire. Source de haine et de profit, les migrant.es sont traité.es avec une brutalité inouïe qui n'est pas sans rappeler les images de déportation de la Seconde Guerre mondiale. Au réalisme de cette brutalité envers les personnes migrantes, le réalisateur ajoute le fantastique : Aryan, jeune migrant grièvement blessé par balles à la frontière et soigné dans un camp, se met soudain à léviter. Grâce à un médecin peu scrupuleux, qui comprend tout l'intérêt à tirer d'un tel phénomène, Aryan s'échappe du camp. Il vole dans les airs, fait des miracles et le médecin empoche l'argent. Mêlant à la fois *thriller* sur fond de terrorisme et science-fiction, Kornel Mundruczo décrit dans *la Lune de Jupiter*, « une histoire européenne, ancrée dans une Europe en crise, notamment en Hongrie », le chaos en réponse à l'inhumanité.

Dans *Isola*, Fabianny Deschamps[Note 3] opte pour une narration cinématographique

en forme de fable qui contre balance le réel de scènes filmées « à la volée », les caméras étant interdites dans les zones militaires de débarquement des migrant.es. La réalisatrice filme « le protocole autoritaire en action : rétentation, classification, identification... Il y a dans ces séquences quelque chose d'un fascisme qui se déploie. Le film est traversé par la menace autoritaire, menace à laquelle nous sommes actuellement tous confrontés, avec ces portes qui se referment, la montée des protectionnismes, et de l'idéologie d'extrême-droite. [...] Huit cents personnes qui se déversent, enfants, nouveaux-nés, femmes enceintes, qui sont récupérées par la police, classées, ordonnées, enfermées, cela n'est pas possible qu'on en soit là, [souligne Fabianny Deschamps]. Ces drames humains pointent l'échec de tout un système de pensée de notre civilisation moderne. »

Isola, une fable ? Le film est situé sur une île entre l'Europe et l'Afrique où Dai, jeune Chinoise enceinte, espère des retrouvailles avec le père de l'enfant. Elle habite une grotte et crée un décor magique avec les objets qu'elle récupère, parfois avec les personnes qu'elle rencontre. À chaque arrivée de bateau, elle scrute les visages sans toutefois retrouver celui qu'elle attend ; et elle réinvente son histoire pour résister à la violence.

Une Saison en France de Mahamat-Saleh Haroun[Note 4] pointe les problèmes générés par l'exil forcé et l'attente du statut de réfugié qui n'est pas accordé à tout le monde. Le film s'inspire de faits réels, dont l'immolation d'un homme désespéré dans les locaux de la cour nationale du droit d'asile.

Après avoir fui la guerre en Centrafrique avec sa compagne et ses deux enfants, Abbas, professeur de français à Bangui, est en attente du statut de réfugié. Hanté par ses cauchemars, son épouse a été tuée par la milice, il tente cependant de s'organiser sa vie avec ses enfants, travaille, rencontre Carole... Mais sa situation, en sursis, ne lui permet pas d'avoir des projets à long terme. De plus, remarque le réalisateur, il existe « une hiérarchie des ré-

fugiés, presque une mode » et les Centrafricains ne sont pas dans le circuit médiatique. « Comme beaucoup de pays, africains francophones, cette nation est un peu une invention, la France lui a donné un nom, des frontières, une monnaie, une langue... » De là, à accorder le droit d'asile à ses ressortissants, c'est une autre histoire ! *Une Saison en France* « se raconte sur le ton de la chronique, sans dramatisation des péripéties. » Une chronique en effet, qui montre aussi la « jungle » de Calais... disparue, effacée.

Human Flow de Ai Weiwei[Note 5] est un film documentaire tourné dans 23 pays durant une année. Ai Weiwei fait le constat d'une situation dont l'ampleur dramatique et ses conséquences humaines n'ont pas été atteintes depuis la Seconde Guerre mondiale. Son long périple, à travers l'Italie, l'Irak, le camp d'Idomeni à la frontière gréco-macédonienne, la France, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Bangladesh, la Cisjordanie et Gaza, la Turquie, le Kenya, le Mexique... l'amène à rencontrer des migrant.es en quête de refuge et de justice et à recueillir leurs témoignages. Il s'agit pour lui de donner la parole à celles et ceux qui vivent un exil forcé afin de fuir la guerre, la famine, les bouleversements climatiques, et qui se trouvent bloqué.es dans les camps de réfugié.es surpeuplés, devant des frontières hérissées de barbelés et des murs. Détresse, découragement, désarroi, incompréhension, colère devant les décisions prises par les autorités, toutes et tous évoquent leur passé, les proches disparu.es et leur anxiété quant à leur avenir.

Si en 2010, 50 millions de personnes étaient des réfugiés environnementaux, on estime à 200 millions celles qui le seront en 2050.

L'ordre des choses de Andrea Segre[Note 6] aborde un thème d'actualité, les accords entre l'Union européenne et la Libye destinés à stopper la migration illégale entre les côtes libyennes et l'Italie. Après la découverte de marchés aux esclaves en Libye, dont tirent profit passeurs, trafiquants et autres groupes armés privés, la complicité de l'UE est évi-



dente. Andrea Segre déclare ne pas avoir anticipé une telle situation, durant la phase d'écriture du film et pendant ses recherches : « je le craignais fort, hélas. J'ai compris qu'on risquait de revoir ce qui est arrivé en 2008, que l'Italie allait à coup sûr renvoyer des migrants vers les centres de détention libyens. » Les centres de détention, dont les conditions sont effroyables, et la mise en esclavage de migrant.es pour travail forcé et exploitation sexuelle sont établis. Les figurant.es — détenu.es du centre — ont pour beaucoup vécu cette expérience et leurs témoignages ont participé à des détails importants, lors du tournage, sur les conditions d'enfermement.

Le film met en scène un policier italien, Corrado Rinaldi, « expert » en migration qui est chargé par son gouvernement de négocier le maintien des migrant.es sur le sol africain. Néanmoins, il est nécessaire de sauvegarder les apparences du côté des droits humains dans les centres de détention, contre des aides européennes. Fonctionnaire d'État vivant dans une résidence, auprès d'une épouse travaillant dans le corps médical, son fils poursuivant ses études aux États-Unis, descendu dans un hôtel de luxe, Rinaldi n'est guère touché par la misère des réfugié.es qu'il constate sur place. Il se heurte à la complexité des rapports tribaux libyens et au pouvoir croissant des trafiquants. Lors d'une visite dans un centre de rétention, une jeune femme somalienne le supplie d'avertir sa famille à Rome et Rinaldi, dont la fonction professionnelle semble l'avoir blindé... « La situation de

Corrado Rinaldi est en fait celle de beaucoup d'entre nous [commente le réalisateur], en cette époque qui semble avoir métabolisé certaines formes d'injustice. Elle reflète la crise identitaire européenne devant le dilemme de l'immigration. Nous sommes en train d'abdiquer et renoncer à nos principes, en niant les droits d'être humains juste parce qu'ils se trouvent en dehors de notre espace. Corrado est l'un de nous, un morceau de notre corps social. »

Sauver les apparences ? C'est la seule préoccupation des États et c'est ce que le cinéma tente d'illustrer. On sait que la France collabore activement aux opérations de rejet des migrant.es, en formant, grâce à ses forces navales, les gardes côtiers libyens. Il est impossible alors de ne pas se souvenir de la Conférence d'Évian en 1938, organisée à l'initiative du président étatsunien, Franklin Roosevelt, dont le but était de « venir en aide aux réfugiés juifs allemands et autrichiens fuyant le nazisme, peu après l'Anschluss ». La conférence demeura dans le domaine rhétorique et ne fut suivie d'aucune mesure, sinon la création du Comité intergouvernemental pour les réfugiés (CIR). Ce qui n'empêcha aucunement la Suisse, la Suède et la plupart des pays européens de fermer les frontières aux réfugié.es. Le « plus jamais ça » est-il encore une fois oublié quand il s'agit du plus important flux migratoire depuis la Seconde Guerre mondiale ?

Christiane Passevant

[Note 1] « Le nombre total de migrants internationaux s'est accru ces dix dernières années [...] Parmi les migrants internationaux, seul un tiers s'est déplacé d'un pays en développement vers un pays développé. En effet, contrairement à ce que les discours actuels portent à croire, la majorité des migrations ne s'effectuent pas du Sud vers le Nord. En réalité, seules 37 % des migrations dans le monde ont lieu d'un pays en développement vers un pays développé. La plupart des migrations s'effectuent entre pays de même niveau de développement : 60% des migrants se déplacent entre pays développés ou entre pays en développement. Par ailleurs, 7% des migrants dans le monde (soit 15 millions de personnes) sont des réfugiés, la plupart vivant à proximité du pays qu'ils ont fui. » (lacimade.org)

[Note 2] *La Lune de Jupiter* de Kornel Mundruczo (15 novembre 2017)

[Note 3]. *Isola* de Fabianny Deschamps (6 décembre 2017)

[Note 4]. *Une Saison en France* de Mahamat-Saleh Haroun (31 janvier 2018)

[Note 5]. *Human Flow* de Ai Weiwei (7 février 2018)

[Note 6]. *L'ordre des choses* de Andrea Segre (7 mars 2018)

CINÉMA

L'agenda cinéma

Cœurs purs de Roberto De Paolis.

Rencontre improbable de deux jeunes qui vivent à Rome. Agnese, 18 ans, est couvée par une mère bigote qui lui fait promettre d'être vierge jusqu'au mariage. Stefano, 25 ans, a grandi entre trafics et vols occasionnels, et veut rompre avec son milieu familial en devenant vigile près d'un camp de Gitans. C'est une plongée dans un univers sordide, par la misère et la violence sociale, toutefois transfigurée par la candeur du jeune couple. (3 janvier 2018)

Belinda de Marie Dumora.

Un portrait de femme poignant et naturel à travers trois séquences de vie. D'abord à 9 ans, Belinda, vive et drôle, adore sa sœur. Elles font des fugues ensemble, parce que dormir dehors, c'est la liberté. On les sépare, chacune dans un foyer. Belinda a 15 ans, préfère la mécanique à être vendeuse. Elle aime les gens, aider sa famille. On la retrouve à 23 ans, amoureuse de Thierry, de ses yeux et de son accent. Elle rêve d'un mariage de princesse, mais voilà, il y a des accidents de vie et les voilà pincés pour une arnaque. La rage de vivre est malgré tout toujours là et Belinda poursuit son parcours de vie. » (10 janvier 2018)

Vers la lumière de Naomi Kawase.

Misako, dont le métier d'audio-descriptrice de films, se plaît à décrire les objets, les réactions et le monde qui l'entoure. Lors d'une projection, elle rencontre un célèbre photographe qui, peu à peu, perd la vue complètement. Entre cet homme, dont la vie était dédiée à l'image, qui perd la lumière, et la jeune femme qui la poursuit va naître une complicité créatrice. « Rien n'est plus beau que ce qui va disparaître. » (10 janvier 2018)

Si tu voyais son cœur de Joan Chemla.

C'est d'abord le filmage superbe d'une fête de mariage gitan... Puis, en leitmotiv, l'image d'un homme qui tombe d'une poutrelle. Ces images hantent Daniel le jour et la nuit. L'image de la chute mortelle, c'est celle de son ami qui venait de se marier allait avoir un enfant. Chassé de sa communauté parce que jugé responsable de la mort accidentelle de son meilleur ami, Daniel échoue à l'hôtel Métropole, un refuge étrange et glauque pour les exclu.es en tous genres. Entraîné peu à peu par la violence qui règne dans l'hôtel, il perd ses repères et rencontre une jeune femme étrange, belle et déjantée. (10 janvier 2018)

Seule sur la plage la nuit de Hong Sangsoo.

Comment savoir où est l'authenticité des rapports humains ? (10 janvier 2018)

The Last Family de Jan P. Matuszynski.

Basé sur les documents visuels et sonores laissés par le peintre surréaliste polonais Zdzislaw Beksinski, *The Last Family* raconte son histoire, celle de sa famille et les changements de la société polonaise dans la deuxième moitié du XXe siècle. Il y a donc Zdzislaw Beksinski, connu pour ses œuvres post-apocalyptiques, sa compagne, Zofia, catholique, leur fils Tomasz, animateur radio et suicidaire, et bien sûr la caméra du peintre, qui suit les protagonistes et devient un personnage à part entière. L'histoire personnelle d'une famille, des films intimes dans le film pour une réflexion sur l'art, les images, les relations familiales et le temps qui passe. (17 janvier 2018)

La Douleur d'Emmanuel Finkiel

En juin 1944, la France est occupée par les nazis. Robert Antelme, écrivain et résistant, est arrêté et déporté. Commence alors pour Marguerite Duras, sa compagne, la recherche

d'informations sur le lieu de sa déportation. Elle-même est dans la résistance et rencontre un collaborateur français de la Gestapo de qui elle pense obtenir de l'aide grâce à cette relation ambiguë. Intervient alors la Libération, le retour des camps dont on veut pas trop parler, et commence, pour Marguerite, une attente insupportable dans un désordre phénoménal des sentiments et de la pensée. Une adaptation profonde et délicate du texte autobiographique de Marguerite Duras. (24 janvier 2018)

The Ride. La chevauchée de Stéphanie Gillard.

Superbe film documentaire sur la longue chevauchée des Indiens Sioux pour la mémoire de ceux et celles qui ont été massacrés à Wounded Knee. Comme tous les ans, de jeunes cavalier.es traversent le pays durant quinze jours, retrouvent les coutumes ancestrales, leur histoire avec les interdictions, les spoliations, et parlent aussi de la difficulté d'être indien. Un document exceptionnel. (31 janvier 2018)

Centaure de Aktan Arym Kubat.

Dans un village au Kirghizistan. Centaure, autrefois voleur de chevaux, mène désormais une vie paisible et aime conter à son fils les légendes du temps passé, où les chevaux et les hommes vivaient ensemble. Centaure a un jardin secret, la nuit, il vole des chevaux pour les chevaucher et renouer avec le passé et les légendes. Mais un jour, un mystérieux vol de cheval, par la suite retrouvé, désigne Centaure comme responsable... Un très beau film et une culture à découvrir (31 janvier 2018)

Gaspard va au mariage d'Antony Cordier.

Une comédie autour d'un zoo familial et réel, du retour d'un fils... Une liberté de ton, de la facétie et un caractère foutraque. (31 janvier 2018)

SORTIES DVD :**Petit paysan
de Hubert Charuel**

Un jeune éleveur de vaches laitières, Pierre, vit avec ses parents dans la ferme dont il a repris l'exploitation. Son troupeau, c'est toute sa vie, organisée autour de la ferme, de la traite, de la naissance des veaux, alors quand les premiers cas d'une épidémie qui touche les bovins se déclarent en France, il est pris de peur, d'autant qu'une de ses vaches montre certains symptômes. Sa sœur est vétérinaire et malgré ses conseils, Pierre refuse d'abattre son troupeau par mesure de protection et va aller jusqu'au bout pour les sauver. En évitant le naturalisme, Hubert Charuel traite ce sujet comme un *thriller* psychologique et montre l'attachement de Pierre d'une manière bouleversante.

**Un vent de liberté
de Behnam Behzadi**

Niloofer a toujours obéi aux exigences de sa famille. Mais lorsque sa sœur aînée et son frère décident qu'elle accompagnera sa mère, qui ne supporte plus la pollution de Téhéran, à la campagne, cette célibataire de 35 ans se rebiffe. La famille n'accepte pas la rébellion de la docile Niloofer, dont la résistance à la décision familiale est aussi celle contre une société patriarcale s'arrogeant le droit de dominer comme légitime. Dire non renforce la détermination de la jeune femme qui travaille, et même une prise de conscience contre l'autorité.

À 35 ans, Niloofer revendique son libre-arbitre plutôt que d'aller littéralement s'enterrer à la campagne, Téhéran présente des opportunités pour une femme, inimaginables ailleurs. Son refus de se sacrifier provoque un véritable bouleversement dans la famille, la déstabilise et fait tomber les masques. Niloofer pourra-t-elle résister aux pressions familiales ? C'est le suspens du film, interprété par d'extraordinaires comédiennes. Le troisième long métrage de fiction de Behnam



Behzadi, *un Vent de liberté*, traite non seulement du poids des traditions patriarcales et de ses hypocrisies, mais aussi de la ville de Téhéran, de ses opportunités comme de sa pollution alarmante.

Classique : coffret de trois films de Luis Garcia Berlanga : *Bienvenue Mister Marshall, Placido* et *Le Bourreau*.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Liaisons

01 AIN

Liaison Bourg-en Bresse

02 AISNE

Athénée Libertaire Le Loup Noir & Bibliothèque Sociale

8, rue Fouquerolles

02000 MERLIEUX

Permanence : 1er, 3ème et 5ème jeudi du mois de 18h à 21h

Athénée Libertaire L'Etoile Noire & Bibliothèque Sociale

5, rue Saint-Jean

02000 LAON

Permanences : tous les lundis de 15h à 19h et tous les premiers samedis du mois de 16h à 20h

Groupe Kropotkine

riseup.net

8 rue Fouquerolles

02000 MERLIEUX

03 23 80 17 09

2A-B CORSE

03 ALLIER

04 ALPES DE HAUTE PROVENCE

Liaison Metchnikoff

05 HAUTES-ALPES

06 ALPES MARITIMES

Liaison de Nice

07 ARDECHE

Groupe d'Aubenas.

08 ARDENNES

09 ARIEGE

10 AUBE

11 AUDE

12 AVEYRON

*Liaison Ségala Aveyron**Liaison Sud Aveyron*

13 BOUCHES DU RHONE

*Liaison La Ciotat.**Groupe Germinal.*

14 CALVADOS

Groupe Sanguin de Caen

15 CANTAL

16 CHARENTE

17 CHARENTE MARITIME

Groupe Nous Autres

35 allé de l'angle chaucre 17190 ST

GEORGES D'OLÉRON

18 CHER

19 CORREZE

20 CORSE

21 COTE D'OR

22 COTES D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance

23 CREUSE

Liaison Granite

liaison-granite@federation-anarchiste.org

24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman – Périgueux

25 DOUBS

Librairie l'Autodidacte

5 rue Marulaz 25 000 Besançon

Groupe Proudhon.

c/o CESL BP 121 25014 Besançon

Cedex

Permanences à la librairie L'Autodidacte, les mercredis de 16h à 19h et les samedis de 15h à 19h

Groupe anarchiste solidaire

c/o CESL BP 121 25014 Besançon

Cedex

Liaison Nord-Doubs

26 DROME

Groupe la rue rôle

Nous participons à des paniers de producteurs, à une université populaire et une épicerie coopérative. Et nous sommes présent-e-s sur les luttes sociales.

27 EURE

Groupe Bocquemare

28 EURE ET LOIR

Groupe Le Raffût

gmail.com

29 FINISTÈRE

Groupe Le Ferment

Groupe actif dans le Centre-Bretagne (Kreizh Breizh) entre Chateauneuf-du-Faou et Callac.

Groupe de Brest

30 GARD

Groupe Gard-Vaucluse

31 HAUTE GARONNE

Groupe de Toulouse

32 GERS

Liaison Anartiste 32

Cercle d'Études Louise Michel

federation-anarchiste.org

33 GIRONDE

Cercle Barrué

c/o Athénée libertaire 7 rue du Muguet

33000 Bordeaux

Groupe Nathalie Le Mel

34 HERAULT

Groupe Montpellier-Hérault

federation-anarchiste.org

Liaison Frontignan-Sète

35 ILLE ET VILAINE

Bibliothèque et librairie « la Commune »

17 rue de Châteaudun

35000 RENNES

02 99 67 92 87

Groupe La Sociale/Rennes

c/o local la commune, 17 rue de châteaudun 35000 rennes

La page vidéo du groupe de Rennes qui héberge des films militants :

Liaison Vie A/Rennes

Liaison Redon

36 INDRE

37 INDRE ET LOIRE

Liaison Libertalia

38 ISERE

Groupe de Grenoble

39 JURA

40 LANDES

Groupe Euskal Herria – Bayonne

41 LOIR ET CHER

42 LOIRE

Groupe Makhno

Bourse du Travail Salle 15 bis Cours

Victor Hugo 42028 Saint Etienne cedex

1

43 HAUTE LOIRE

44 LOIRE ATLANTIQUE

*Liaison de Saint-Nazaire**Groupe Déjacque**Le groupe Joseph Déjacque tient chaque premier mardi du mois une permanence au local B17 (17 rue Paul Bellamy (tout au fond de la deuxième cour, à l'étage) de 18h à 20h, sous forme de table de presse.*

45 LOIRET

Groupe Gaston Couté

46 LOT

Liaison Lot-Aveyron

liaison-lot-aveyron@federation-anarchiste.org

Actif dans la région de Figeac (Lot)/Villemfranche de Rouergue (Aveyron)/Decazeville (Aveyron)/Mauris (Cantal)

47 LOT ET GARONNE

48 LOZERE

49 MAINE ET LOIRE

Liaison Angers

50 MANCHE*Groupe de Cherbourg***51 MARNE****52 HAUTE MARNE****53 MAYENNE***Liaison Mohamed Saïl***54 MEURTHE ET MOSELLE****55 MEUSE****56 MORBIHAN***Groupe Lochu Ferrer.*<http://anars56.over-blog.org/>c/o Maison des associations 31, rue
Guillaume Le Bartz 56000 VANNES**57 MOSELLE***Groupe de Metz*Association Culturelle Libertaire BP 16
57645 Noisseville*Groupe Jacques Turbin – Thionville**Liaison Max Stirner*

Patrick : 06 07 58 35 45

58 NIEVRE**59 NORD***Liaison Dunkerque***60 OISE***Liaison Beauvais***61 ORNE****62 PAS DE CALAIS***Liaison Lucy Parsons***63 PUY DE DOME***Groupe Spartacus***64 PYRENEES ATLANTIQUES****65 HAUTES PYRENEES****66 PYRENEES ORIENTALES***Groupe John Cage*john-cage@federation-anarchiste.org

édite la revue Art et Anarchie

*Groupe Pierre-Ruff***67 BAS RHIN***Liaison Bas-Rhin*

c/o REMON BP 35 67340 Ingwiller

*Groupe de Strasbourg.***68 HAUT RHIN***Groupe du Haut Rhin.**Liaison Maria Nikiforova*

Entre Colmar et Mulhouse

69 RHONE*Groupe Graine d'anar.**Groupe Kronstadt**Liaison Juste une étincelle noire***70 HAUTE SAONE***Liaison Haute-Saone***71 SAONE ET LOIRE***Groupe LAVACHE NOIRE*

C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny

72 SARTHE**73 SAVOIE***Groupe de Chambéry*c/o La salamandre - Maison des asso-
ciations 67 Rue St François de Sales

Boite X/33 73000 Chambéry

74 HAUTE SAVOIE*Liaison Haute Savoie***75 PARIS***Librairie du Monde Libertaire / PU-
BLICO*

145 rue Amelot

75011 PARIS

01 48 05 34 08

Ouverture : du mardi au vendredi :

14h00 à 19h30 - le samedi : 10h00 à
19h30

Le programme des animations :

Bibliothèque La Rue

yahoo.fr

Bibliothèque libertaire La Rue 10 rue

Planquette 75018 Paris

Permanence tous les samedi de 15h00 à
18h00*Liaison William Morris**Groupe Anartiste.**Groupe Artracaille (affinitaire).*

pour l'émission radio :

<http://artracaille.blogspot.com/>*Groupe Berneri*Tous les mercredis sur Radio Libertaire,
de 20H30 à 22H30, Emission "Ras-les-
Murs", actualités prison/répression,
lutte contre tous les enfermements !*Groupe Salvador Seguí**Groupe Botul**Groupe Orage**Groupe Commune de Paris*Vente du Monde libertaire les jeudi de
18h à 19h au métro Belleville*Groupe Louise Michel**Groupe La Révolte**Groupe no name.**Groupe Pierre Besnard***76 SEINE MARITIME***LIBRAIRIE L'INSOUMISE*

123 rue St Hilaire

76000 ROUEN Cedex

Ouverture : Mercredi 16h. à 18h., Sa-

medi 14h. à 18h. Fermeture pendant les
vacances scolaires.*Groupe de Rouen.*

c/o Librairie l'Insoumise 128 rue St

Hilaire 76000 Rouen

Vente et diffusion du Monde libertaire

chaque dimanche de 11h à 12h au mar-

ché du Clos-St-Marc

77 SEINE ET MARNE**78 YVELINES***Groupe Gaston Leval*

- le site Monde nouveau

79 DEUX SEVRES*Liaison Bakounine***80 SOMME***Groupe Alexandre Marius Jacob***81 TARN***Groupe les ELAF***82 TARN ET GARONNE****83 VAR****84 VAUCLUSE***Groupe Gard-Vaucluse.***85 VENDEE***Groupe Henri Laborit***86 VIENNE***Liaison Poitiers***87 HAUTE VIENNE***Groupe Armand Beaufre***88 VOSGES****89 YONNE****90 TERRITOIRE DE BELFORT****91 ESSONNE****92 HAUTS DE SEINE***Liaison Fresnes-Antony***93 SEINE SAINT DENIS***Groupe Henri Poulaille*c/o La Dionysité 4 Place Paul
Langevin 93200 - SAINT-DENIS**94 VAL DE MARNE***Groupe Elisée Reclus.***95 VAL D'OISE****97 GUADELOUPE***Liaison Guadeloupe Caraïbes*

federation-anarchiste.org

98 NOUVELLE CALEDONIE*Individuel Albert*

federation-anarchiste.org

BELGIQUE*Groupe Ici et Maintenant.***SUISSE***Fédération Libertaire des Montagnes
(FLM)*

federation-anarchiste.org

ANGLETERRE*Liaison Coventry*

Vive la F.A.R.C.E.

Dessinateur : Manolo Prolo. Scénario : Zilber Karevski

Tandis que la France plonge dans la crise et que les usines ferment les unes après les autres, en Lorraine, quatre ouvriers décident de passer à l'action directe: arroser de purin ceux qu'ils considèrent comme responsables. La philosophie de Vive la F.A.R.C.E. va se répandre comme une traînée de poudre. Politiques, financiers, notables, personne n'est épargné. Un matin, tout bascule. L'ancien contremaître est retrouvé mort, la tête dans un seau de purin. Un tract signé F.A.R.C.E. revendique l'attentat. Les chiens sont lâchés, et ils sont enragés.

MARS 2003

Allez, plus que quelques mètres.



Et merde!...

OUF ... C'EST BON GÉRARD,
TU PEUX Y ALLER...



Banditisme 2017



La Fédération anarchiste, réunie en son 76e congrès à Paris, les 11 et 12 novembre 2017, a débattu de la situation politique et sociale et des enjeux de la lutte des classes.

L'État « macroniste » se radicalise et accélère le programme capitaliste mené par Gattaz, l'OCDE, le FMI et consorts, dans la continuité des gouvernements précédents.

Le capitalisme ne connaît pas de frontières et la lutte pour l'émancipation doit également s'affranchir des États et étendre le combat révolutionnaire à l'échelle mondiale. C'est pourquoi nous développons l'Internationale des Fédérations anarchistes.

Le mouvement social et syndical peine à construire un rapport de forces et la convergence des luttes.

La stratégie de mobilisation dans la rue ne remplace pas le blocage économique. Seule la grève générale reconductible peut menacer les profits et ouvrir ainsi une perspective révolutionnaire.

La Fédération anarchiste est engagée dans ce mouvement social et syndical qui doit assumer et affirmer sa légitimité politique et opposer un projet de société en rupture avec le modèle capitaliste et du chacun-pour-soi qu'on nous impose.

La Fédération anarchiste participera de toutes ses forces au mouvement social et s'opposera à toute tentative de tutelle politique y compris celle de Mélenchon qui crée la division en portant la lutte sur le terrain parlementaire.

Notre rôle est de préserver le mouvement social de toute contamination politicienne et électorale.

La Charte d'Amiens demeure pertinente aujourd'hui ; malgré ses imperfections et ses limites, elle reste à nos yeux un outil nécessaire affirmant les principes de l'action syndicale :

L'amélioration continue et immédiate des conditions de travail et la transformation sociale ;

L'indépendance par rapport aux partis et à l'État ;

La construction de la grève générale expropriatrice et autogestionnaire qui abolira le salariat.

Notre mouvement doit également diffuser des pratiques d'auto-organisation et d'action directe. La propagande par l'exemple et les alternatives en actes sont à même de développer des pratiques en rupture avec le consumérisme et la délégation.

Les religions ont toujours été l'outil des puissants, du patriarcat et du militarisme. Au côté du Capital, elles incitent à la résignation et à l'ignorance. La Fédération anarchiste revendique haut et fort « Ni dieu ni maître ». L'émancipation de l'humanité nécessite une lutte radicale et définitive avec l'idée de dieu.

La Fédération anarchiste appelle les individus et les groupes attachés à l'émancipation sociale à s'organiser et à œuvrer pour une société fédéraliste libertaire et autogestionnaire, pour un monde débarrassé des classes, des religions et des États et toutes les dominations.

Paris, le 12 novembre 2017